

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

DES
SAISIES ET CESSIONS DE SALAIRES

(Commentaire de la loi du 12 janvier 1895)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le jeudi 20 juin 1895, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

LÉGIER-DESGRANGES

CAEN

TYPOGRAPHIE-LITHOGRAPHIE CH. VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

—
1895

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

DES
SAISIES ET CESSIONS DE SALAIRES

(Commentaire de la loi du 12 janvier 1895)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le jeudi 20 juin 1895, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

LÉGIER-DESGRANGES

CAEN

TYPOGRAPHIE-LITHOGRAPHIE CH. VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

1895

JURY D'EXAMEN :

MM. CABOUAT, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

LAISNÉ DES HAYES, *professeur*.

TRUCHY, *agrégé*.

BIBLIOGRAPHIE

- BEAUREGARD. — Essai sur la théorie des salaires.
- E. VILLEY. — La question des salaires.
- P. LEROY-BEAULIEU. — L'État moderne et ses fonctions.
- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières depuis 1789 jusqu'à nos jours.
- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières en France depuis la conquête de J. César jusqu'à 1789.
- Délibération du conseil supérieur du travail, année 1894.
- MIMEREL. — Revue critique de législation et de jurisprudence, année 1834.
- Le Droit. — Jurisprudence antérieure à 1895.
- GARSONNET. — Traité de procédure civile.
- GARSONNET. — Traité élémentaire des voies d'exécution.
- ROUSSEAU et LAISNEY. — Recueil de procédure civile, année 1895.
- EMION (Victor). — Commentaire de la loi du 12 janvier 1893.
- SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON. — Les lois nouvelles, année 1895, nos des 15 janvier, 1^{er} et 15 février, 1^{er} et 15 mars, 1^{er} avril.
- PIC. — Traité élémentaire de législation industrielle.
- Le Journal officiel de la République française.
- CARRÉ et CHAUVEAU. — Formulaire général et complet ou traité pratique de la procédure civile et commerciale, augmenté d'un supplément alphabétique et analytique par G. Dutruc.
- SIREY. — Code de procédure civile.
- DALLOZ. — Répertoire de législation.
- DALLOZ. — Jurisprudence générale. Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine en matière civile, commerciale, criminelle, administrative et de droit public.

SIREY (J. B.) — Recueil général des lois et arrêts.

DALLOZ. — Les Codes annotés : Code de procédure civile et Code de commerce.

BOITARD. — Leçons de procédure civile publiées par Gustave de Linage, revues, annotées, complétées par G.-F. Colmet Daage, mises au courant par Glasson.

THOMINE-DESMAZURES. — Commentaires sur le Code de procédure civile.

THOMINE-DESMAZURES. — Traité de la procédure civile ou explication méthodique et raisonnée du Code de procédure.

SCHAFFHAUSER. — Le Moniteur des huissiers, recueil bimensuel de législation et de jurisprudence, année 1893.

DEFFAUX et HAREL. — L'encyclopédie des huissiers ou dictionnaire général et raisonné de législation, jurisprudence.

GARNIER. — Répertoire général de l'enregistrement, 7^e édition.

LES RÉDACTEURS. — Dictionnaire des droits d'enregistrement.

ROGRON. — Code de procédure civile expliqué par ses motifs, par des exemples et par la jurisprudence.

Journal périodique de l'administration de l'enregistrement.

BIOCHE. — Dictionnaire de procédure civile et commerciale.

Office du Travail. — La petite industrie, salaire et durée du travail.

CHEYSSON et TOQUÉ. — Les budgets comparés de 100 monographies de familles ouvrières.

WELBROECK. — Cours de droit industriel.

Rapports consulaires français sur les conditions du travail à l'étranger.

CHAUVEAU. — Formulaire général et complet ou traité pratique de la procédure civile et commerciale, revu et annoté par Glandaz.

ROGER. — Traité de la saisie-arrêt.

La Réforme sociale, année 1887 : loi belge sur les salaires.

Annuaire de législation étrangère, années 1872 et suivantes : Canada, Hongrie, Autriche, Belgique, etc.

BIOCHE. — Nouveau formulaire de procédure civile, commerciale, criminelle.

Le Moniteur des juges de paix.

La Gazette du palais.

AUBRY et RAU. — Code civil.

GUILLOUARD. — Du contrat de louage.

MORISSEAUX. — Conseils de l'industrie et du travail.

RENOUARD. — Du droit industriel dans ses rapports avec les principes du droit civil sur les personnes et sur les choses.

WALTER FRANCIS. — The wages question, a treatise on wages and the wages class.

BOECH. — Économie politique des Athéniens.

DUREAU DE LA MALLE. — Économie politique des Romains.

BOURBEAU. — Théorie de la procédure civile de la justice de paix (compétence et procédure civiles).

BONCENNE. — Théorie de la procédure civile, précédée d'une introduction, continuée par Bourbeau.

DODO. — Théorie et pratique de la saisie-arrêt.

TOULOUSE (Isaure). — Manuel de procédure pratique contenant : 1^o introduction et marche pratique des instances devant toutes juridictions ; 2^o procédures spéciales, saisies diverses, ventes judiciaires ; — appendice, notions d'enregistrement et de timbre.

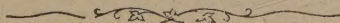
PATRON. — Code manuel de la distribution par contribution et des allocations des créanciers, soit privilégiés, soit chirographaires.

BÉDARRIDE. — Traité des faillites et banqueroutes ou commentaire de la loi de 1838.

LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial.

BOISTEL. — Précis de droit commercial, Cours de droit commercial professé à la Faculté de droit de Paris.

RENOUARD. — Traité des faillites et banqueroutes.



DES SAISIES & CESSIONS DE SALAIRES

(Commentaire de la loi du 12 janvier 1895)

INTRODUCTION

La loi que nous allons étudier porte le titre suivant :

Loi relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés.

C'est donc une loi faite, sinon exclusivement, du moins principalement pour la classe ouvrière. La loi du 12 janvier 1895 traite des saisies-arrêts de salaires, des cessions consenties sur ces mêmes salaires, et enfin de la procédure à suivre pour saisir-arrêter les sommes dues par le patron à l'ouvrier.

C'est, comme on le voit, une loi spéciale qui déroge au droit commun contenu, soit dans le Code civil, soit dans le Code de procédure. Nous verrons plus tard, quand nous commenterons la loi de 1895, toutes les dérogations apportées par cette loi au

droit commun. Pour le moment, il nous suffira de constater que nous sommes en présence d'une loi favorable à l'ouvrier ; en effet, elle admet les trois règles générales suivantes :

1° Insaisissabilité, dans la plupart des cas, des neuf dixièmes du salaire de l'ouvrier ;

2° Incessibilité, dans les mêmes proportions, du salaire de l'ouvrier ;

3° Quand la saisie-arrêt est admise, la procédure en sera des plus simples et par suite peu coûteuse.

La loi s'applique aussi aux traitements de 2,000 fr. et au-dessous des petits fonctionnaires ou employés dont le sort est analogue à celui des ouvriers.

Le législateur veut donc protéger le salaire et lui permettre d'atteindre son but : l'entretien de la famille de l'ouvrier.

On conçoit facilement que, rien qu'en se plaçant sur ce terrain, il y a une foule de moyens mis à la disposition du législateur. Beaucoup de ces moyens sont déjà usités ; beaucoup sont très intéressants à étudier ; mais ils sont étrangers à notre sujet, et nous les laisserons de côté. C'est ainsi que nous passerons sous silence : les caisses de secours, de retraites pour la vieillesse ; les syndicats, éconômats, grèves, etc. Pour le moment, ce qui attire notre attention, c'est la suppression totale du salaire de l'ouvrier par le moyen indirect que l'on connaît bien, la saisie-arrêt.

Un historique pourrait présenter quelque utilité. à condition d'être très court, il pourrait éclairer cette question d'un jour nouveau. Malheureusement l'historique ne nous apprendra que fort peu de chose, jusqu'à ces dernières années tout au moins. Pour les documents sur la Grèce et Rome, ils se réduisent à quelques textes plus ou moins certains, et à de rares renvois des auteurs modernes aux ouvrages anciens.

On ne saurait dire si, en Grèce et à Rome, on pouvait saisir tout ou seulement une partie du salaire ; on ne pourrait non plus affirmer qu'il y avait, d'une manière générale, des mesures législatives propres à protéger le salaire. Les seuls auteurs qui nous parlent du salaire et des ouvriers gardent le silence sur toute mesure de protection. On voit bien que le salaire tend à augmenter dans une certaine mesure, que les ouvriers indigents qui recevaient une obole, en recevront deux, à partir d'une époque indéterminée, mais c'est tout. Si l'on songe que le prêt, en Grèce comme à Rome, était un acte grave entraînant des peines contre celui qui ne payait point, exposant les débiteurs à être réduits en esclavage ; si l'on ajoute que le créancier pouvait ruiner indirectement le débiteur aussi bien que directement, on comprendra facilement qu'aucune mesure analogue à celle que nous allons étudier n'a pu exister en Grèce ¹.

1. POLLUX, VII. — CIMON, 6. — POLYBE, V, 89. — BEAUREGARD, *Essai sur la théorie du salaire, la main-d'œuvre et son prix*, p. 10 et 11. — POLYBE, V, 90.

Pour Rome, la solution sera la même : l'explication est facile à donner, car nous avons des textes. On n'ignore pas, en effet, que les Romains avaient un mépris assez grand pour les ouvriers et les fonctions qui leur sont propres. Les esprits les plus cultivés eux-mêmes n'avaient pu se dégager des préjugés qui assiégeaient leurs concitoyens : Cicéron, Sénèque, flétrissent en termes précis et énergiques le travail manuel en général ¹.

Le législateur n'avait pas à s'occuper des salaires pour les protéger, à assurer à l'ouvrier, dans tous les cas, une partie de sa paye. C'est qu'en effet, le commerce, l'industrie, n'avaient qu'une importance minime à Rome, ville essentiellement guerrière et agricole au début de son histoire. La famille romaine se suffisait à elle-même, soit parce que ses besoins étaient restreints, soit parce que ses esclaves étaient en nombre suffisant ; la richesse et le luxe n'avaient pas encore envahi le peuple Romain : les ouvriers étaient une quantité négligeable. Les textes nous montrent que, toutes les fois que le législateur s'occupa des ouvriers et du salaire, il se prononça contre eux. Ainsi, les collèges d'artisans, bien que très rares, furent l'objet d'une réglementation sévère. Ainsi, encore, Dioclétien alla jusqu'à déclarer la peine de mort applicable aux ouvriers qui auraient osé réclamer un salaire supérieur au salaire ordinaire. Lac-

1. CICÉRON, *De officiis*, 1, 42. — SÉNÈQUE, *Lettres à Lucilius*, 90.

tance, qui rapporte le fait (Lactance, *De morte persecutorum*), déclare que cette loi sévère ne fut pas exécutée.

Le législateur pouvait sans doute déclarer insaisissable, pour tout ou partie, le salaire dû par le patron à l'ouvrier ; mais cette mesure de faveur n'eût été d'aucune utilité pour ce dernier, si l'on songe au *nexum* et à ses conséquences rigoureuses. Le débiteur qui n'exécute pas, qui ne paie pas ce qu'il doit, peut être emmené en servitude par son créancier ; le travail qu'il sera tenu de fournir profitera au seul créancier jusqu'à acquittement complet : on conçoit facilement qu'il était superflu d'empêcher le créancier de faire indirectement ce que le contrat de prêt lui permettait de faire directement et légalement. Il est bien certain que le patrimoine du débiteur était, comme le *nexus*, dans la dépendance du créancier.

En résumé, en Grèce comme à Rome, il y a absence de loi sur la saisissabilité des salaires ; quand le législateur intervient, c'est d'ordinaire pour fixer un maximum que les ouvriers ne peuvent dépasser sans s'exposer aux peines les plus sévères.

Ce que nous venons de dire pour la saisissabilité des salaires s'applique à la cession de ces mêmes salaires. A Rome notamment, on sait que les procédés ordinaires pour transférer une créance diffèrent de ceux admis à l'époque actuelle. La loi romaine admettant que les créances, comme les

dettes, sont en principe intransmissibles, il fallait tourner la loi, et, à ce propos le procédé de la *procuratio ad litem* ou *procuratio in rem suam* donnait le résultat cherché. (V. l. 11 Dig. *de obligationibus et actionibus*, l. XLIV, t. VII. — L. 4 Dig. *de hered. vel act. vend.*, l. XVIII, t. IV. — L. 22 Cod. *Mandati*, l. IV, t. XXXV. — L. 23 Cod., *hoc. tit* — 66 Dig. *de procur.*, l. III, t. III. — Gaius, l. 11, n° 39. — L. 4, p. 5, *de appellat.*, l. XLIX, t. I. — L. 16, pr. Dig. *de part.*, l. II, t. XIV. — L. 55 Dig. *de procur.*, l. III, t. III. — 3 Cod. *de nomat.*, l. VIII, t. XLII.) Dans aucun texte on ne voit de restrictions apportées au droit de cession lorsqu'il s'agit du salaire d'un ouvrier. Remarquons, d'ailleurs, que le législateur n'eût pas été logique en déclarant une partie du salaire incessible, alors qu'il déclarait ce même salaire saisissable en entier : il eût été superflu de défendre à l'ouvrier de faire indirectement ce que la loi lui permettait d'obtenir directement. (V. May, *Éléments de Droit romain*, t. II, p. 303, 305, 348, 2, 3, 45 à 51.)

Pour la période du moyen âge, et même pour les temps modernes jusqu'à ces dernières années, il y a peu de chose à dire. Suivant les régimes et les époques, les ouvriers ont été regardés avec défiance ou laissés dans l'oubli le plus complet. (V. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières depuis la conquête de Jules César jusqu'à 1789*, p. 376, 378.) Ce silence du législateur n'est pas spécial à la France ; on le re-

trouve en Angleterre, en Espagne, en Allemagne ¹. On voit bien quelques ordonnances des rois de France abrégér la durée du prêt, réduire le taux de l'intérêt: mais c'est là une mesure prise en haine des juifs ².

Le Code civil, dans le titre des privilèges et hypothèques, accorde certains privilèges qui, lorsqu'ils peuvent être invoqués par un ouvrier, peuvent aboutir indirectement à une insaisissabilité du salaire. Supposons que l'ouvrier ait fait des frais pour la conservation de la chose; par exemple, il l'a réparée: il a un privilège (en vertu de l'article 2102 du Code civil) contre son patron; il peut retenir la chose jusqu'à ce qu'il soit remboursé de ses frais. Un des créanciers de l'ouvrier veut saisir-arrêter la créance que celui-ci possède contre son patron: il pourra le faire, mais l'ouvrier n'en souffrira aucun préjudice: il gardera la chose jusqu'au moment où il sera remboursé. C'est là l'effet du droit de rétention, sur la nature et l'existence duquel on est loin d'être d'accord.

Le Code civil accorde encore divers privilèges aux ouvriers; ainsi, en vertu de l'article 1798, les

1. PIC, *Traité élémentaire de législation industrielle*, p. 339.

2. V.: *Ordonnances* de 1218, 1230, 1234, 1544, 1567, 1577. — V. LEVASSEUR, *op. cit.*, p. 59, 58. — PIC, *Traité de législation industrielle*, p. 339 et suivantes. — BEAUREGARD, *Essai sur la théorie des salaires*, p. 316 et suivantes. — VILLEY, *La question des salaires*, p. 178, 179 et suivantes. — WOELBROECK, *Cours de droit industriel*, t. 1, p. 71 et suivantes.

maçons et autres ouvriers ont action sur celui qui a commandé les travaux, jusqu'à concurrence de ce qu'il doit à l'entrepreneur. On ne s'entend pas d'ailleurs sur les conséquences de cet article ; les uns veulent y voir un privilège ; les autres, notamment la jurisprudence, y voient simplement la substitution de l'action directe de l'article 1167 à l'action indirecte de l'article 1166. L'intérêt de la question est double : 1° s'il y a un privilège, la saisie-arrêt peut être faite ; s'il y a l'action de l'article 1197, une assignation directe suffit ; — 2° L'entrepreneur peut faire une cession-transport de sa créance, s'il n'y a pas de privilège ; si au contraire l'article 1798 crée un privilège, cette cession-transport est impossible ¹.

Ainsi, on peut citer encore le privilège de l'article 2103-4°.

Mentionnons encore : la loi du 28 mai 1838 (modifiant le titre de la faillite), qui accorde un privilège aux ouvriers employés directement par le failli. Ce privilège, placé au même rang que le privilège de l'article 2101-4°, s'étend aux salaires acquis dans le mois qui précède la déclaration de faillite. — La loi du 4 mars 1889, qui porte à 3 mois la durée de 1 mois établie par la loi de 1838. ². — La loi du 25 juillet

1. V : PIC, *Traité de législation industrielle*, p. 353, 354, 355. — LABBÉ, *Revue critique* 1876, p. 570, 571, 665. — Cassation, 11 juin 1861, Dal., 61, 1, 262. — Paris, 27 juillet 1866 (S., '68, 2, 81). — GUILLOUARD, *Contrat de louage*, t. II, p. 403 et suivantes. — AUBRY et RAU, t. IV, par. 374 et suivants. — COLMET DE SANTERRE, VII, n° 31 bis.

2. V. art. 22 loi du 4 mars 1889.

1891, qui étend le décret du 26 pluviôse, 28 ventôse an II, « à tous les travaux ayant le caractère de travaux publics... les sommes dues aux fournisseurs » ¹. Les ouvriers employés par les sociétés civiles, les non commerçants, ne jouissent pas de ces privilèges ; la proposition de M. Thelleir de Poncheville dont nous nous occuperons plus loin, supprime cette distinction ².

En somme, ce qui résulte de ce rapide aperçu historique, c'est que rien n'avait été fait sur la question dont nous nous occupons.

Les ouvriers rentraient dans le droit commun ; le salaire qu'ils gagnaient péniblement pouvait ne jamais leur parvenir ; immobilisé dans les mains du patron par une saisie-arrêt, ce même salaire pouvait être cédé librement et en son entier pour l'ouvrier besogneux. Quand la saisie-arrêt était opérée, on devait procéder conformément aux dispositions ruineuses du Code de procédure civile. Le législateur a remédié aux inconvénients de cet état de choses par la loi récente de 1895, que nous allons étudier maintenant.

Avant d'aborder le texte même de notre loi, il nous faut indiquer la distinction injustifiable faite par le législateur de 1804 entre les fonctionnaires et les ouvriers, commenter la jurisprudence antérieure à 1895. Cette loi de 1895 étudiée, nous terminerons en

1. Le décret de l'an II^e donne aux ouvriers, mais pour travaux de l'État seulement, un privilège sur les sommes dues aux entrepreneurs.

2. V. Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, p. 348 à 353.

indiquant, dans une troisième partie, l'état des législations étrangères en matière de saisie-arrêt de salaire.



PREMIÈRE PARTIE

Jurisprudence antérieure à 1895. — Projets et propositions de loi qui ont précédé la loi du 12 janvier 1895.

CHAPITRE PREMIER

JURISPRUDENCE ANTÉRIEURE A 1895

SECTION PREMIÈRE

Comparaison entre le salaire des ouvriers et le traitement des fonctionnaires

Le patrimoine du débiteur est le gage commun de ses créanciers, aux termes de l'article 2092 du Code civil ; tout objet faisant partie du patrimoine du débiteur peut donc être saisi par le créancier. La saisie ainsi pratiquée prendra un nom différent suivant l'objet saisi, et la procédure variera suivant la nature de ce même objet. Il y aura lieu à saisie-immobilière, s'il s'agit d'immeubles, par exemple ; il y a aussi les saisie-exécution, saisie-gagerie, saisie-brandon, saisie foraine, saisie-arrêt, etc.

De tout ceci il résulte que la saisissabilité constitue la règle, et l'insaisissabilité l'exception. Dans le doute, dans le silence de la loi sur tel ou tel point, c'est toujours la règle-générale qu'il faut appliquer.

Pour déclarer qu'une chose est insaisissable on ne doit pas s'appuyer sur de simples arguments d'humanité, d'intérêt social, sur des arguments d'analogie, il faut s'appuyer sur un texte précis.

Donc, pas d'insaisissabilité sans un texte qui l'établisse : est-ce à dire pour cela que le législateur a déclaré tel objet insaisissable sans cause, sans motif valable ? Non certes, et il suffirait de consulter certains articles du Code de procédure civile pour se convaincre rapidement de la fausseté d'une telle opinion. Les motifs sont divers, mais on peut les ramener à quelques raisons générales, telles que : la personnalité de certains droits. De tels droits ne figurent pas dans le patrimoine dont parle l'article 2092 du C. civ. : on peut citer les droits d'usage d'habitation, etc.

Un autre motif est l'impossibilité où serait le saisissant de vendre la chose saisie, parce que cette chose est inaliénable, par exemple, les objets dépendant d'une substitution permise. On peut encore signaler comme motif suffisant pour déclarer un objet insaisissable : la volonté du donateur qui pouvait ne rien donner du tout ; — la volonté de la loi fondée sur la sécurité publique, l'intérêt social : l'équité, l'humanité, etc. (c'est ainsi que, dans toute

saisie, il y a certains objets d'absolue nécessité laissés au saisi) ; l'intérêt du commerce terrestre et maritime ; enfin, le bon fonctionnement des services publics¹. Parmi tous ces motifs, y en a-t-il un ou quelques-uns à s'appliquer au salaire ? Quelle considération invoquera-t-on pour déclarer ce salaire insaisissable en totalité ou en partie ? Le salaire a pour but principal de procurer le nécessaire, l'indispensable à l'ouvrier et à sa famille ; si l'on permet de saisir tout le salaire, l'ouvrier sera sans ressource. La quinzaine qui lui est due par le patron ira à son créancier, pendant que lui et sa famille seront dans l'impossibilité de se nourrir ou de se vêtir. Bien souvent le créancier qui va ainsi priver l'ouvrier de son seul moyen de subsistance aura quelque chose à se reprocher ; bien souvent, il aura incité l'ouvrier à faire les dépenses qui vont causer sa ruine ; bien souvent, en effet, le créancier est le cabaretier. Sans doute, l'ouvrier était libre en théorie : rien ne le forçait à aller au cabaret, à y boire, à y jouer ; en pratique, les choses se passent différemment ; on connaît le penchant de l'ouvrier et on en profite.

Un tel créancier ne mérite pas que l'on s'intéresse particulièrement à lui ; en tout cas, le sort de la famille de l'ouvrier est bien plus digne d'intérêt que

1. V. loi du 24 ventôse an IX ; arrêté du 18 nivôse an XI ; 45 germinal an VII ; 8 et 10 juillet 1791 ; décret du 19 pluviôse an III ; Ord. du 23 juillet 1839 ; loi du 9 mai 1834 décret ; du 11 août 1856 ; Ord. de 1745 et 1816.

la cause du créancier. L'innocent va payer la faiblesse du chef de famille, qui n'a pas su résister à la tentation ; il va vivre dans la misère. L'ouvrier serait seul en présence du créancier, on pourrait hésiter à intervenir, parce que, si l'ouvrier est sans ressources, c'est un peu par sa faute ; mais, dès lors qu'il s'agit de sa femme, de ses enfants, il n'y a plus à hésiter : l'humanité ne peut tolérer que l'on réduise à une situation si précaire l'ouvrier et sa famille. L'humanité, disons-nous ; nous pouvons ajouter que l'intérêt social exige une pareille intervention : une telle situation faite à l'ouvrier constitue un danger social. L'ouvrier, une fois réduit à la misère, ne pourra que difficilement revenir à une position meilleure. La faim et les privations continuelles sont bien mauvaises conseillères ; elles excitent aux désordres, ce qui constitue un danger social. Il est vrai que, la plupart du temps, la faute en revient directement à l'ouvrier, qui met au cabaret l'argent qu'il pourrait employer plus utilement ; mais il nous semble que la faute en est aussi pour beaucoup à ceux qui, volontairement, engagent l'ouvrier dans la mauvaise voie, lui facilitent les occasions de dépenses. Le législateur doit intervenir pour éviter que l'ouvrier ne devienne un criminel, ce qui arriverait tôt ou tard : la détresse lui ferait oublier vite la distinction entre les moyens licites et illicites de s'approprier ce qui lui est nécessaire.

L'ouvrier vivrait bientôt de vols et d'escroqueries.

C'est là un danger social évident, qu'il faut éviter à tout prix, en forçant l'ouvrier à garder le nécessaire, ou au moins en faisant perdre à ceux qui le débau-
chent l'espoir de rentrer complètement dans leurs avances. On peut donc motiver l'insaisissabilité, sinon totale, du moins partielle des salaires, sur des raisons d'ordre social. On peut aussi invoquer l'humanité, qui ne permet pas au législateur de laisser le débiteur à l'entière discrétion du créancier. Si le législateur n'intervient pas, tout le salaire, c'est-à-dire le seul, l'unique moyen de subsistance va disparaître; le débiteur va être réduit à la plus affreuse misère; et le créancier aura le droit de faire cela! Nous sommes obligé ici de faire une digression (si même on peut appeler cela une digression), et parler du traitement des fonctionnaires: à cette occasion, nous pourrions remarquer que les motifs sont à peu près les mêmes, dans les deux cas, de déclarer l'insaisissabilité partielle ou totale du salaire,

Sur ce point, il y a plusieurs règlements. D'abord, en ce qui touche les traitements civils, ils sont réglés par la loi du 21 ventôse an IX, à laquelle renvoie le Code de procédure civile, article 580, qui s'exprime ainsi: « *Les traitements..... dus par l'État ne pourront être saisis que pour la portion déterminée par les lois ou par les ordonnances royales.* » La loi du 21 ventôse an IX est ainsi conçue: « *Les traitements des fonctionnaires publics et employés civils seront saisissables jusqu'à concurrence du 1/5 sur les pre-*

miers 1,000 fr. et toutes les sommes au-dessous ; du 1/4 sur les 5,000 fr. suivants, et du 1/3 sur la portion excédant 6,000, à quelque somme qu'elle s'élève, et ce, jusqu'à l'entier acquittement des créances. »

L'avantage résultant de cette loi est personnel ; les héritiers rentrent dans le droit commun. (Décret du 14 février 1892, article 7.) Pour les traitements des ministres du culte, l'arrêté du 18 nivôse an XI s'exprime ainsi : « *Les traitements ecclésiastiques seront insaisissables dans leur totalité* ». Pour les traitements des militaires et marins, divers textes les déclarent insaisissables en partie. (V., pour les militaires, décrets du 10 juillet 1791, 19 pluviôse an III, ordonnance du 25 juillet 1839 ; — pour les marins, décret du 11 août 1856, décret du 4 mars 1852, ordonnances des 1^{er} novembre 1745 et 17 juillet 1816.) Ces deux dernières ordonnances déclarent que tout marin faisant partie de l'équipage (ainsi modifiées par le décret de 1852) ne verra son salaire saisi que pour dettes contractées par lui ou sa famille pour loyer, subsistance et vêtements, et avec le consentement du commissaire à l'inscription maritime, qui les mentionné d'abord sur le matricule.

Ces textes donnent lieu à des difficultés d'interprétation étrangères à notre sujet, et que nous laissons de côté ; mais sur quels motifs sont fondées les dispositions ci-dessus ? Pour les militaires, nous avons une raison fournie par une circulaire du 13 janvier 1806 : c'est, dit le ministre, pour permettre à l'officier de

tenir convenablement le rang qu'il occupe ; c'est pour le rendre indépendant et libre comme le veut sa position. On peut ajouter que c'est aussi pour assurer la régularité de son service. Ce sont donc des raisons d'humanité et d'ordre social tout à la fois.

Or on pourrait en dire autant des autres traitements, par exemple pour le traitement d'un fonctionnaire civil. Le fonctionnaire gardera son indépendance et le rang qu'il doit occuper il l'occupera dignement. Un fonctionnaire à la merci de ses créanciers aura de grandes tentations, surtout s'il tient une caisse ; il n'aura plus la liberté d'allures nécessaire ; il pourra même en résulter des à-coups dans la marche du service qu'il remplit. En résumé, les traitements sont déclarés insaisissables par le législateur en tout ou en partie, parce que cela est nécessaire, parce que des raisons d'humanité, d'indépendance du fonctionnaire, de bonne régularité des services publics l'exigent aussi ; en un mot, par des raisons d'ordre social.

Prenons les salaires d'ouvriers. Les raisons que nous venons d'invoquer pour justifier l'insaisissabilité du traitement du fonctionnaire ne sont-elles pas de mise ici ? D'abord, les raisons d'humanité peuvent être invoquées avec la même force dans l'un et l'autre cas : il est aussi rigoureux de priver un ouvrier de son salaire, son seul moyen de subsistance, que de priver le fonctionnaire du traitement qui le fait vivre. « Le fonctionnaire, dit M. Laurent à propos de l'article 2277 du Code civil, peut être mis dans la catégorie

pauvre, s'il s'agit d'une société riche. Cette opinion en grande partie vraie ¹, n'est-elle pas applicable, avec plus de force encore, au salaire de l'ouvrier? De celui-ci on peut dire sans se tromper qu'il fait partie de la classe pauvre, dans une société riche comme dans une société d'une richesse moyenne.

Le taux du salaire peut quelquefois induire en erreur, et tel qui, par son salaire nominal, paraît à même de se procurer, non seulement le nécessaire, mais même l'utile, pourra à peine vivre strictement : tout dépendra de la ville où il habite, de ses occasions de dépenses, du prix des denrées, etc.

Donnez 5 francs par jour à un ouvrier du fond de la Bretagne habitant dans une ville où la vie est à aussi bon marché que possible, et il sera dans l'aisance ; donnez pareille somme à un ouvrier de Paris, et il aura bien juste le nécessaire. On voit des ouvriers gagner moins de 5 francs, cela est vrai ; mais on en voit aussi qui gagnent davantage. Pour ces derniers l'analogie avec les fonctionnaires est plus frappante. Des employés (par exemple, dans les ministères) gagnent seulement 1.800 et 1.500 francs ;

1. Il ne faudrait cependant pas l'accepter entièrement : elle pèche par la justesse, sous certains rapports. On peut ajouter que, s'il s'agit d'une société riche, les dépenses sont nombreuses, la vie est chère, et que les traitements sont plus élevés que dans une société moyenne la proportion est toujours la même et par suite, il resterait à démontrer que, dans toute société, le fonctionnaire fait partie de la classe pauvre. Nous ne disons pas que cela n'est pas quelquefois exact ; mais de là à poser la règle générale que nous venons d'indiquer, il y a loin, en tout cas cette règle est discutable.

d'aucuns même n'ont que 1.200 francs, ce qui fait 3,30 par jour environ. Le taux peu élevé des traitements a attiré l'attention du législateur ; il a pensé qu'en donnant si peu à l'employé, il fallait au moins lui assurer ce minimum nécessaire, et semblable précaution n'a pas été prise par lui pour l'ouvrier, dont la situation est également digne de sa sollicitude. A ces raisons, déjà très sérieuses, nous avons ajouté que l'intérêt social l'exigeait ainsi. Que l'on consulte le compte rendu d'une grève quelconque : quels sont ceux qui sont à la tête, quels sont les meneurs ? Ce sont des ouvriers de mauvaise réputation qui ont été chassés de plusieurs ateliers, sans ressource pécuniaire, ayant tout dépensé au cabaret. Mais allons encore plus loin ; si le bon fonctionnement des services publics exige que le traitement du fonctionnaire soit insaisissable ; n'en est-il pas de même du salaire de l'ouvrier ? L'industrie, le commerce, n'est-ce donc rien dans un pays, pour qu'on puisse s'en désintéresser ? Que peut-on espérer d'une société ouvrière dont les membres sont aux prises avec la misère ; d'ouvriers qui sont aux portes du vice ? L'industrie ne peut prospérer si les grèves sont constantes, si les guerres entre patrons et ouvriers sont continues, si l'ouvrier, sans pain, sans asile, ne peut espérer rien de l'ordre et du fonctionnement régulier de l'usine. Ces arrêts, ces secousses de l'industrie, se répercutent dans tous les services de l'État, arrêtent tout et empêchent la mar-

che régulière de tous les rouages sociaux. Les choses n'en sont pas là ; mais voilà où peut conduire la saisissabilité complète du salaire de l'ouvrier. Notre conclusion sera donc que le législateur n'avait accompli que la moitié de sa tâche quand il avait admis l'insaisissabilité partielle du traitement des fonctionnaires ; il aurait dû accomplir cette mesure en faveur du salaire de l'ouvrier ; aucune bonne raison ne peut être donnée de cette distinction : d'ailleurs le traitement ne porte-t-il pas aussi le nom de salaire ? On l'appelle ainsi dans les annuaires de l'administration des finances ou de toute autre administration : remises ou salaires. La loi de 1895 a fait cesser cette anomalie au fond.

Il y a entre les deux insaisissabilités des questions de quotité que nous verrons plus loin. En droit donc, le législateur devait intervenir, soit pour supprimer l'avantage fait aux fonctionnaires et assimiler ceux-ci aux ouvriers ; soit pour accorder aux ouvriers l'avantage conféré aux traitements des fonctionnaires et assimiler les ouvriers aux fonctionnaires. Dans quel sens devait-il statuer ? Les raisons que nous avons données pour motiver l'insaisissabilité des salaires font pressentir quelle sera notre réponse. Le législateur doit adopter sans hésitations la seconde solution : telle est notre opinion sur l'insaisissabilité des salaires. Maintenant, quelle sera la quotité de salaire déclarée insaisissable ? Admettons-nous une insaisissabilité totale ou une insaisissabilité partielle ? Sera-t-elle, cette insaisissabilité, proportionnelle ou

non proportionnelle au salaire ? Ce sont là autant de questions que nous verrons plus loin, en énumérant les diverses solutions que le législateur pouvait admettre, et en examinant celle qu'il a admise dans l'article I^{er} titre I^{er} de la loi.

SECTION II

Opinions des auteurs sur l'insaisissabilité des salaires

Notre opinion sur l'insaisissabilité du salaire est admise par les auteurs. Après les développements que nous venons de donner, il suffira de citer leurs opinions ; nous indiquerons les principales. M. Pic, dans son *Traité élémentaire de législation industrielle*, première partie, législation du travail industrielle, page 346, s'exprime ainsi : « Le salaire de l'ouvrier n'est pas seulement diminué par les versements périodiques à différentes caisses et par les retenues pratiquées par le patron ; il est aussi, trop souvent, saisi par les créanciers de l'ouvrier ; il y a là un véritable danger social qui a suscité l'attention des législateurs contemporains. En effet, il n'est pas seulement inique de priver un ouvrier qui n'a pas de quoi satisfaire immédiatement aux exigences de ses créanciers, du salaire qui lui est indispensable pour subsister et faire vivre sa famille ; il est dangereux de tolérer de pareilles exécutions ; car, plutôt que de succomber, les ouvriers, ainsi privés du fruit

de leur travail se jettent dans la mendicité et dans le vol ; et nombre d'entre eux vont accroître cette armée du crime et de l'anarchie, qui, dans les grands centres, trouve un milieu trop favorable à son développement. » M. Pic aurait pu ajouter que c'est un juste châtiment infligé au créancier trop enclin à débaucher l'ouvrier, à exploiter son penchant favori. Le législateur ne doit pas tolérer une pareille exploitation, funeste à l'ouvrier, à l'industrie et à la prospérité, aussi bien qu'à la sécurité de la société. Nous sommes heureux de pouvoir citer ce passage de M. Pic, qui confirme les points que nous avons indiqués et les solutions que nous avons admises.

En note d'un arrêt de la Cour de cassation sur la saisie-arrêt des salaires d'employés ou ouvriers, du 10 avril 1860, rapporté dans Sirey, année 1860, t. 1, p. 504, nous lisons ce passage : « sans doute, le silence de la loi, en ce qui concerne le droit des créanciers des ouvriers sur les salaires du débiteur, fait une situation fâcheuse à ceux-ci ; mais il n'est pas permis de suppléer à ce silence ; les exceptions en droit commun (il s'agit du décret du 21 vent. an IX) ne s'étendent pas d'un cas à un autre : *dura lex, sed lex*. — Pour écarter une interprétation aussi rigoureuse, on fait valoir des arguments de diverses sortes... ces considérations nous paraissent décisives. Qu'aucun texte n'ait expressément consacré le principe de l'insaisissabilité des traitements des employés, des particuliers et des salaires des

ouvriers, c'est ce qu'on est obligé de reconnaître... » L'auteur constate donc, mais avec regret, que le législateur n'a pas réglementé ce point.

Nous trouvons encore la preuve des conséquences désastreuses de la saisissabilité du salaire dans un jugement du tribunal de Marseille de mai 1855 (V. la note ci-dessus indiquée dans Sirey) où nous relevons l'attendu suivant :

« Qu'un homme ne pouvant exister sans aliments, le premier produit de son travail a forcément cette destination, sous peine, pour l'individu qui ne veut pas travailler ou qui ne peut jouir du produit de l'emploi de son temps, d'être hors de la société et de rentrer dans l'état de nature, qui lui aurait procuré des aliments par des voies auxquelles les lois et la société l'obligent de renoncer ; qu'il est donc autant de droit civil que de droit naturel que l'homme s'alimente par le travail. » Ce texte nous montre que le vol sera la conséquence de la saisissabilité totale du salaire de l'ouvrier.

Voyons encore une note sous l'arrêt de la Cour de cassation, du 22 novembre 1853, qui donne pour la première fois l'avis de la Cour. Cette note, rapportée sous l'arrêt dans Dalloz, 53, 2, 321, contient le passage suivant « Il est du devoir de la Cour suprême,....., de le faire prévaloir, même sur une décision dictée par un sentiment d'humanité que le législateur n'a point accueilli, et auquel les magistrats ne doivent pas dès lors obéir, quelque respec-

tables qu'en soient les inspirations. » L'auteur regrette donc que le législateur ait oublié de faire une loi, et force ainsi le juge à violer l'équité en appliquant la loi. Son premier devoir est de l'appliquer, et non de sanctionner l'équité, malgré ce que peut dire M. Mimerel¹ : c'est mauvais d'encourager le juge à violer la loi, quand il la trouve défectueuse, pour faire triompher l'équité. En 1789, et lors de la confection du Code civil, le cri unanime était : « Délivrez-nous de l'équité des parlements. » C'est sans doute que l'on préférerait la sévérité, et aussi l'impartialité de la loi à l'équité plus ou moins certaine des parlements. On a dit avec raison que la meilleure loi est celle qui laisse le moins de place à l'arbitraire du juge. M. Mimerel non seulement n'est pas de cet avis, mais même il engage le juge à décider arbitrairement, selon l'équité, quand la loi ne le permet pas. Ce que nous voulons déduire de l'argumentation de cet auteur, c'est une solution conforme à notre opinion, et ceci nous est facile.

L'auteur regrette qu'il n'y ait pas de lois, ou, plutôt, que la loi soit contraire à la justice ; mais, comme il veut quand même admettre l'insaisissabilité, il cherche, par tous les moyens possibles, à justifier juridiquement son système. C'est la preuve évidente qu'il désire l'insaisissabilité des salaires ; il est donc dans notre sens².

1. *Revue critique de législation et jurisprudence*, année 1854, p. 500. *in fine*.

2. V. *Recueil de législation et jurisprudence*, année 1854, p. 500 à 504

Terminons enfin en donnant l'opinion d'un autre auteur.

Dans le dictionnaire théorique et pratique de procédure civile, nous relevons le passage suivant : « Cette jurisprudence est sans doute conforme à l'équité (il s'agit de la jurisprudence qui déclare saisissables, pour tout ou partie, les salaires ou traitements des fonctionnaires privés, des artistes dramatiques, ouvriers, etc.) ; mais nous la regardons comme contraire aux termes de la loi. L'article 1244 Code civil, sur lequel elle s'appuie, autorise bien les juges à accorder au débiteur des délais modérés ; mais il n'en saurait résulter pour eux la faculté de fixer, en déclarant une saisie valable, la somme à concurrence de laquelle elle sera considérée comme telle. Il nous paraît donc plus juste de dire qu'en statuant sur cette mesure, les tribunaux sont maîtres d'accorder au débiteur une provision alimentaire, s'ils le jugent convenable. » (Chauveau.) L'auteur constate que le juge doit déclarer le salaire saisissable, ou alors il viole la loi. Cette constatation est faite à regret, puisque l'auteur indique un moyen de tourner la loi pour donner satisfaction à l'équité.

Nous en resterons là : il nous suffit d'avoir cité ces opinions pour montrer que notre thèse est celle de la majorité des auteurs. Le danger existait donc grave, sérieux, en théorie tout au moins ; en pratique, les choses se passaient autrement, grâce à la jurisprudence. A ce sujet, M. Pic¹ s'exprime ainsi : « Mais la

1. *Traité élémentaire de législation industrielle*, p. 346 et 347.

jurisprudence a heureusement remédié au silence de la loi en considérant le salaire comme ayant, pour partie ou pour le tout, suivant les circonstances, le caractère alimentaire. Elle n'autorise, en conséquence, la saisie que pour ce qui excède la portion nécessaire à la subsistance de l'ouvrier, c'est-à-dire, en général, pour un cinquième; parfois même, elle déclare le salaire, à raison de sa modicité, insaisissable pour le tout. » C'est de cette jurisprudence que nous allons nous occuper maintenant, avant d'aborder l'étude des projet et propositions de lois qui ont précédé la loi du 12 janvier 1895. Nous allons citer quelques arrêts avec quelques-uns de leurs attendu.

SECTION III

Jurisprudence avant 1895 — Étude des divers systèmes possibles

La question s'est posée dès 1811 pour les artistes dramatiques et employés de particuliers. Un arrêt de la Cour de Paris du 29 juillet 1811 ¹ restreint la saisie-arrêt des appointements d'un commis à $\frac{1}{4}$ de la solde journalière, qui, dans l'espèce, était de 18 francs. Citons encore, pour les artistes dramatiques, un arrêt de la Cour de Lyon du 28 juin 1837 ².

1. S., 38, 2, 11 en note.

2. S., 38, 2, 12 et 13.

Cet arrêt déclare insaisissable la moitié du traitement de l'artiste. Les tribunaux déclaraient en général insaisissable, une certaine portion du salaire, qui variait suivant les circonstances ; tantôt c'était le quart, tantôt le tiers, la moitié, quelquefois le cinquième¹.

Il y a, en ce qui concerne les salaires d'ouvriers, des arrêts spéciaux.

Un jugement du tribunal de Mende du 17 février 1853 admet la saisissabilité totale du salaire ; en conséquence, il valide pour le tout la saisie-arrêt critiquée par le défendeur. Celui-ci ne se tient pas pour battu ; il se pourvoit en cassation, déclarant qu'il y a violation des articles 581 et 582 du Code de procédure civile, et fausse application des articles 2092-2093 du Code civil. La Cour de cassation rendit un arrêt rejetant le pourvoi, arrêt qui confirmait le jugement du tribunal de Mende². L'arrêt est du

1. V. encore, dans ce sens : Seine, 18 décembre 1840, journal *Le Droit* du 19 décembre 1840, 22 juillet 1841 ; *Le Droit* du 23 du même mois, 18 août 1842 ; *Le Droit* du 20 août, 29 décembre 1842 ; *Le Droit* du 30 décembre, 11 mars 1843. — *Gazette des Tribunaux* du 12. — Paris, 23 mai, 7 juillet et 23 octobre 1843 (S. 43, 2, 493 ; D. 43, 2, 166).

2. Les considérants de l'arrêt sont libellés ainsi : « Attendu qu'aux termes des articles 2092 et 2093 du Code civil, les biens présents et à venir d'un débiteur sont le gage commun de ses créanciers ; que ce principe général, écrit dans la loi, ne peut comporter d'autres exceptions que celles que la loi elle-même a consacrées ; — Attendu qu'aucune loi spéciale n'a affranchi le salaire des ouvriers des saisies-arrêts que leurs créanciers peuvent pratiquer ; que l'article 581 du Code de procédure, déclare insaisissables les sommes et pensions pour aliments, encore que le testament ou l'acte de donation ne les déclare pas insaisissables ; que cette exception, loin d'être absolue et applicable

22 novembre 1853, chambre des requêtes. — La Cour a maintenu cette jurisprudence, quand l'occasion lui fut donnée de trancher à nouveau la question ; c'était le 29 juin 1859. — De son côté, le Tribunal de la Seine admettait une semblable solution, comme le constatent les jugements des 10 septembre et 6 décembre 1857 ¹.

La première fois que la question se posait devant la Cour de cassation, celle-ci se montrait défavorable aux ouvriers. Elle déclarait que leurs salaires, bien qu'ils fussent modiques, ne pouvaient être insaisissables qu'en vertu d'un texte ; ce texte n'existant pas, on devait appliquer la règle générale. Ce système, ² solide sur le terrain des principes, semblait devoir fixer la jurisprudence que certains auteurs approuvaient. Nous relevons en effet la phrase suivante, tirée de la note mise sous l'arrêt de la Cour de cassation de

à toutes les sommes qui ont un caractère alimentaire, est restreinte au cas où ces sommes ont été constituées par donation ou par testament, alors même que ces actes ne les déclarent pas insaisissables ; que le sens et la portée de cette exception sont rendus encore plus évidents par la disposition de l'article 582, qui permet la saisie pour une certaine portion, qui sera déterminée par le juge, en faveur des créanciers postérieurs à l'acte de donation à l'ouverture du legs ; — Attendu que le rapprochement de ces deux articles démontre que l'exception édictée par l'article 581 Code de procédure civile, ne peut s'appliquer aux sommes qui proviennent des conventions, encore qu'à raison de leur modicité, elles puissent présenter un caractère alimentaire. »

1. Ces deux décisions sont rapportées dans le journal *Le Droit* du 30 juin 1859, 13 septembre 1857 et 8 janvier 1858.

2. Nous verrons plus loin les trois systèmes qui pouvaient être admis par la jurisprudence.

1853 que nous avons cité : « Ce sont là de ces situations où il est désirable que l'appréciation du juge ne soit pas déferée au contrôle purement juridique de la Cour de cassation. Mais, dès que ce contrôle est provoqué, dès que l'application rigoureuse des principes est réclamée, il est du devoir de la Cour suprême, gardienne inflexible de la loi, de la faire prévaloir, même sur une décision dictée par un sentiment d'humanité que le législateur n'a point accueilli, et auquel les magistrats ne doivent pas dès lors obéir, quelque respectables qu'en soient les aspirations. »

Il n'en fut rien, et la Cour de cassation, changeant de jurisprudence, admit, à la date du 10 avril 1860, l'insaisissabilité, au moins partielle, du salaire de l'ouvrier. L'arrêt modificatif fut rendu dans les circonstances suivantes (S., 1860, 1, 502). Un jugement du tribunal de Senlis, du 20 mai 1848, déclarait purement et simplement nulle la saisie-arrêt faite sur le salaire d'un ouvrier qui gagnait 600 fr. par an, parce que, disait ce jugement, le salaire constituait la seule ressource du saisi, et était insuffisant à ses besoins et à la subsistance de sa nombreuse famille; d'où il résultait qu'il pouvait être considéré comme alimentaire et, à ce titre, insaisissable aux termes de l'art. 581 C. de pr. civ. Sur le pourvoi du créancier saisissant, pour violation des articles 2092 et 2093 du Code civil et fausse application des articles 581 et 582 du C. de pr., la Cour a admis le système du tribunal, revenant ainsi sur sa jurisprudence, et a en

conséquence rejeté le pourvoi. Cet arrêt a été rendu sur les conclusions contraires de l'avocat général de Raynal ¹.

La jurisprudence s'est trouvée fixée, après ce revirement, d'une façon définitive. La Cour de cassation, pour décider ainsi, reconnaissait au salaire le caractère alimentaire, et lui a appliqué l'art. 581 du C. de pr. Suivant les circonstances l'insaisissabilité sera totale ou partielle ; il y a donc lieu de la part du juge à une appréciation des faits ; dans ce domaine il est souverain et ne relève plus de la Cour de cassation. La solution ainsi admise par cet arrêt de la Cour suprême (arrêt de 1860), solution différente de celle proposée par l'arrêt de 1853, a été maintenue, quand de nouveau la Cour a été appelée à statuer, c'est-à-dire en l'année 1878. A cette époque, un arrêt rendu le 29 mai 1878, et rapporté dans Dalloz, année 1879, 1^{re}

1. Les attendu sont ainsi rédigés : « Attendu que..., s'est fondé sur ce que ces traitements et salaires étaient insuffisants pour les besoins du débiteur et la subsistance de sa nombreuse famille ; qu'ils lui avaient été journallement payés, et qu'ils avaient un caractère alimentaire ; que ces motifs suffisent à justifier la décision ; que, s'il est vrai, en effet, que les traitements des employés des particuliers et les salaires des ouvriers ne sont pas déclarés insaisissables par la loi, il appartient néanmoins au juge, en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, d'apprécier si ces traitements et salaires, en raison de leur nature et de la position du débiteur, peuvent être considérés comme alimentaires et à ce titre être affranchis, soit pour partie, soit même pour le tout, suivant les circonstances, des effets de la saisie ; — D'où il suit qu'en décidant dans les faits de la cause, que les traitements et salaires de Le Roy étaient insuffisants pour ses besoins et pour la subsistance de sa nombreuse famille, et en déclarant par ces motifs Beurnier non recevable en sa demande, le jugement attaqué n'a violé aucune loi.

partie, page 21 maintient la solution admise par l'arrêt de 1860. La chambre des requêtes admettait avec les mêmes attendu les conclusions de la Chambre civile de 1860. Dans l'espèce, les juges avaient fixé la partie saisissable au cinquième. Les tribunaux et cours d'appel étaient dès avant 1857 dans ce sens ; en sorte que la Cour de cassation s'est conformée à leur jurisprudence en changeant d'avis.

On peut encore citer, comme arrêts et jugements, dans le sens de l'insaisissabilité totale ou partielle : Cour de Rouen, 26 mars 1859 (D. 1859, 2, 157). Cet arrêt confirme le jugement du tribunal du Havre du 18 août 1858 (déclare la saisie-arrêt valable pour le quart du salaire du pilote côtier). — Caen, 21 janvier 1869 (D. 1874, 5, 440). — Amiens, 3 juillet 1888, rapporté dans le recueil d'Amiens année 1889, p. 29. — Bordeaux, 15 mars 1889, rapporté dans le recueil de Bordeaux, année 1889, 1, 191. — Paris, 4 mars 1893, rapporté dans le journal *Le Droit*, année 1893, n° du 19 juin. — Limoges, 20 juin 1893, rapporté dans *Le Droit*, année 1893, n° du 20 juin. Il s'agissait, pour ce dernier jugement, d'une saisie-arrêt faite pour une créance de 171 francs. Le créancier saisissant avait fait opposition pour un cinquième du salaire (c'est probablement parce que les tribunaux de Paris jugeaient, en général, que le cinquième seul était saisissable) ; l'ouvrier gagnait 3,50 par jour ; il avait une femme et cinq enfants à nourrir : dans ces conditions, le tribunal a déclaré tout le

salaire insaisissable. Une note mise au bas de ce jugement approuve la décision, et contient la phrase suivante : « Nous pensons qu'on ne peut déclarer d'une manière absolue que les salaires ou émoluments sont ou ne sont point saisissables : on ne trouverait une raison de décider dans aucun principe de droit ; mais ce n'est pas ajouter à la loi que de décider que l'humanité ne permet pas... » C'est donc en vertu de l'humanité et non de la loi qu'on peut rendre de pareilles décisions. En résumé, la jurisprudence, depuis 1860 tout au moins, admet l'insaisissabilité partielle.

Quant à la quotité de la partie saisissable, elle varie, suivant les circonstances de la cause, de moitié à un cinquième. La jurisprudence pouvait choisir entre trois systèmes qui se présentaient à elle.

Il ne nous reste plus, pour terminer sur la jurisprudence, qu'à exposer ces systèmes, dont deux ont été successivement admis par la Cour de cassation : premier système, insaisissabilité totale ; deuxième, saisissabilité totale ; troisième, quotité saisissable variant avec les circonstances de la cause.

PREMIER SYSTÈME. — Le premier système n'a pas été admis par la Cour de cassation avec ce caractère absolu ; mais la solution qu'elle donne en dernier lieu aboutit bien souvent au même résultat. Ce premier système, qui admet l'insaisissabilité totale du salaire, peut, à la rigueur, se soutenir ainsi. Le législateur, dans la loi de l'an IX (loi sur l'insaisissa-

bilité partielle des traitements des fonctionnaires), a créé une situation très avantageuse aux fonctionnaires de l'État, et d'autres lois semblables ou d'autres décrets sont venus assimiler les marins, militaires, ministres des cultes, etc., aux fonctionnaires. Cette situation n'a pas été faite dans un but d'exclusion ; bien au contraire, l'État n'a songé qu'à régler la situation de ses serviteurs, et aussi à parer au danger social résultant du mauvais fonctionnement des services publics. En un mot, le législateur n'a pas eu en vue, parce qu'il ne s'en est pas préoccupé, les salaires des ouvriers ; il faut donc laisser de côté la loi de l'an IX, qui ne résout la question ni expressément ni tacitement. Qu'est-ce que le salaire de l'ouvrier par rapport à son budget ? On peut répondre que c'est son unique moyen de subsistance (du moins pour la plupart des ouvriers, et un système, comme une loi, doit statuer d'après la règle et non d'après l'exception) : privez-le de son salaire et il ne pourra plus travailler, vivre ; il ne pourra plus procurer à sa famille ce qui est nécessaire pour sa subsistance. Le caractère du salaire se trouve donc ainsi bien déterminé : le salaire a un caractère alimentaire. Or, le législateur déclare lui-même que les créances alimentaires ne sont pas susceptibles de saisies-arrêts ; par suite, le salaire est insaisissable. (nous verrons, avec le troisième système, sur quel texte on s'appuie et l'interprétation que l'on donne de ce texte ; disons seulement maintenant qu'on

invoque les articles 581 et 582 du Code de pr. civ.) Il est vrai que la partie insaisissable ne peut être que celle qui a le caractère exclusivement alimentaire, celle en un mot qui, convertie en nature, représente tout ce qui est nécessaire, indispensable à la vie. Le salaire présente-t-il ce caractère pour toutes ses parties, ou, au contraire, le caractère alimentaire du salaire ne s'applique-t-il qu'à une portion du salaire, sauf à déterminer cette portion? C'est la première solution qu'il faut admettre : le salaire de l'ouvrier n'est généralement fixé que pour le travail qu'il fait et en proportion de ce travail.

Ainsi, l'ouvrier ne sera payé que pour 6 jours par semaine, et cependant il faut qu'il vive et fasse vivre sa famille 7 jours. S'il gagne un peu plus que tel autre ouvrier c'est qu'il est dans une ville où la vie est plus chère, les loyers plus élevés, les occasions de dépenses plus nombreuses. S'il gagne par jour 5 fr. par exemple, il a ce qu'il faut pour vivre et rien de plus. Supposons qu'il gagne plus ; mais il n'est pas seul généralement : il a sa femme, ses enfants, souvent très nombreux, peut-être même des parents à soutenir, autant de bouches inutiles à nourrir ; les ménages qui ont 5 et 6 enfants sont fréquents. Ajoutons à cela les maladies qui frappent souvent sa famille, les soins du médecin, les médicaments à payer. Il peut se trouver lui-même malade et dans l'impossibilité de travailler pendant longtemps ; pendant tout ce temps il ne gagne pas, et même il dépense

plus que de coutume : il y a une perte nette et sans profit aucun qui puisse venir la compenser. Enfin, il faut encore ajouter toutes les occasions de chômage, forcé généralement. On voit que l'ouvrier ne touchera pas aussi souvent qu'on aurait pu le penser d'abord son salaire journalier. En portant à 300 jours par an le nombre des jours de travail, nous proposons un chiffre maximum ; or, l'ouvrier aura, à raison de 5 francs par jour de travail, quinze cents francs. C'est ici un minimum indispensable à son existence. Nous supposons que les ouvriers travaillent le lundi ; mais il y a des pays, comme la Belgique, où l'on chôme le lundi et aussi le lendemain des fêtes, etc. Pour ces ouvriers ce n'est plus 300 jours qu'il faut admettre, mais 250 jours au maximum. Cet ouvrier gagnera au plus douze cent cinquante francs dans son année : qu'il ait une femme et cinq ou six enfants avec cela, et cet homme sera dans la misère, s'épuisera par un travail excessif, tombera malade et réduira toute sa famille à la mendicité. Cet exposé nous suffit donc pour affirmer que le salaire tout entier présente le caractère alimentaire et que, par suite il est totalement insaisissable.

Ce système ne nous semble pas admissible, du moins avec son caractère absolu. Que le salaire serve à nourrir l'ouvrier et sa famille, c'est ce que l'on ne peut nier ; qu'il ait toujours, en toutes circonstances et pour le tout, le caractère alimentaire, c'est ce que l'on ne peut affirmer et surtout prouver. Mais nous

n'insistons pas, car nous allons retrouver ces points en parlant du troisième système

DEUXIÈME SYSTÈME. — Le salaire est saisissable en entier. — C'est ce système que la Cour de cassation a d'abord consacré. (Arrêts de 1853 et 1859.) Pour le soutenir on peut raisonner ainsi (ce raisonnement est résumé dans les attendu des arrêts que nous venons d'indiquer) : la loi de l'an IX a fait aux fonctionnaires une situation privilégiée ; autrement elle aurait été d'une inutilité manifeste. S'il en est ainsi c'est que, en vertu du droit commun, ces fonctionnaires ne se trouvaient pas suffisamment protégés. Que cette situation ait été faite par l'État pour assurer le bon fonctionnement des services publics, cela est parfaitement exact ; ce qui serait aussi exact c'est que la précaution prise par l'État pour ses employés serait inutile, si elle n'était que l'application du droit commun. On peut ajouter qu'à cette époque, le législateur n'était pas aussi bien disposé en faveur des ouvriers qu'il l'a été depuis : l'intérêt très marqué qu'il porte à la classe des travailleurs date de quelques années. On peut dire que la disposition de l'an IX était une mesure d'exclusion. Mais, en admettant même que cette loi ne soit pas à invoquer à propos de cette question, il reste les arguments suivants : le droit commun est contenu dans les articles 2092 et 2093 du Code civil. Ces articles enseignent que le patrimoine entier du débiteur est le gage commun de ses créanciers, qui viennent au même rang, s'il

n'y a des causes de préférence ; que le débiteur s'engage, d'ailleurs, à remplir ses obligations sur tous ses biens meubles et immeubles présents et à venir. La règle est donc que tous les biens sont saisissables et peuvent faire l'objet d'une saisie-arrêt ; si la règle est telle, l'exception est que tel bien soit insusceptible de saisie-arrêt. Le tout est de voir si le salaire de l'ouvrier est dans l'exception, ou, au contraire, s'il rentre dans la règle. Une remarque préalable est nécessaire : qui dit exception dit dérogation, ou disposition à interpréter restrictivement ; on ne peut admettre une exception sans un texte précis qui l'édicte.

Y a-t-il un texte déclarant le salaire insaisissable ? Oui, dit le troisième système auquel, nous arriverons tout à l'heure ; ce sont les articles 581 et 582 combinés. Nous ne le pensons pas : les deux textes qu'on invoque nous semblent dire tout autre chose. L'article 581, 4, s'exprime ainsi : « Seront insaisissables les sommes et pensions pour aliments, encore que le testament ou l'acte de donation ne les déclarent pas insaisissables. » L'article 582 dit : « Les provisions alimentaires ne pourront être saisies que pour cause d'aliments ; les objets mentionnés aux numéros 3 et 4 du précédent article pourront être saisis par des créanciers postérieurs à l'acte de donation ou à l'ouverture du legs, et ce, en vertu de la permission du juge et pour la portion qu'il déterminera. »

L'article 581-4° ne s'applique pas d'une manière absolue à toute créance alimentaire ; mais il doit être

limité aux créances alimentaires qui proviennent de libéralités entre vifs ou testamentaires¹. Le paragraphe 3 du même article se rapporte au même ordre d'idées, puisqu'il parle encore de libéralités. Ceci se comprend : le législateur a pu, sans danger et sans injustice, déclarer de tels objets insaisissables ; parce qu'il n'en résulte aucun grief pour les créanciers ; leur gage n'est pas diminué.

Reportons-nous à l'article 582 : il est manifeste qu'il statue sur le même ordre d'idées. La seule différence que l'on puisse signaler est que l'insaisissabilité de l'article 581 ne résulte que d'une clause expresse, tandis que celle de l'article 582 résulte d'une interprétation probable de la volonté du testateur ou donateur. Nos articles combinés ne veulent donc pas dire que toute créance est insaisissable par cela seul qu'elle a un caractère alimentaire, mais bien, ce qui est tout différent, qu'une créance est insaisissable quand, étant revêtue d'un caractère alimentaire, elle résulte d'une libéralité, soit donation entre vifs, soit testament. Les articles 581 et 582 étant ainsi écartés, il ne reste plus que la règle générale, qu'il faut appliquer, dût-il en coûter beaucoup au point de vue de l'humanité et de l'équité, et même, ajoutons-le, de l'intérêt bien entendu du créancier saisissant et de la société. Le juge doit, sans doute, faire triompher l'équité quand la loi ne s'y oppose

1. V., en ce sens, Rennes, 25 juillet 1840 (D. 41, 2, 233).

pas ; mais il doit avant tout faire triompher la loi : c'est là sa principale mission.

Sur le terrain des principes, ce système nous paraît d'une solidité inébranlable ; au point de vue purement théorique et juridique, nous l'admettons parfaitement. Qu'il ne donne pas toujours, mettons même souvent, satisfaction à l'équité, nous l'avons dit, ce résultat est possible : voilà pourquoi les tribunaux et la Cour de cassation (qui est bien moins excusable), sur qui les faits, les circonstances de la cause ont une telle influence ¹, ont assimilé les salaires des ouvriers aux créances dont parle l'article 582, et leur ont reconnu le caractère alimentaire, pour tout ou partie ; voilà pourquoi la Cour de cassation et les tribunaux ont consacré, surtout depuis 1860, le troisième système, auquel nous arrivons maintenant ².

TROISIÈME SYSTÈME. — Solution variant avec les faits, avec les circonstances de la cause et entraînant une insaisissabilité totale ou partielle (cette dernière

1. Influence quelquefois plus grande que celle de la loi : v., par exemple, la solution admise par la jurisprudence sur la légitimation des enfants incestueux dont les parents se marient avec dispenses. Ce n'est là qu'un exemple entre mille.

2. V., dans le sens de ce deuxième système : DALLOZ, *Répertoire de législation*, au mot *saisie-arrêt*, n° 197 ; DALLOZ, *Recueil des arrêts*, année 1854, t. 1, 321, la note sous l'arrêt de cassation de 1853. — PIC, *Traité élémentaire de législation industrielle*, p. 346 et 347. — ROUSSEAU et LAISNEZ, *Dictionnaire de procédure civile*, au mot *saisie-arrêt*, n° 257. — MIMEREL, *Revue critique de législation et jurisprudence*, année 1854, p. 498 et 499. — GARSONNET, *Cours de procédure*, t. 14, p. 553 et 554.

de moitié, d'un tiers, d'un cinquième, etc.). — Ce troisième système a été admis par la jurisprudence depuis 1860 jusqu'à la loi de 1895; il peut être soutenu de la manière suivante : 1^o il y a analogie véritable et certaine entre le salaire des ouvriers et le traitement des fonctionnaires ; or, la loi de l'an IX a déclaré ceux-ci insaisissables pour des motifs qui s'appliquent absolument au salaire de l'ouvrier. La loi a gardé le silence en ce qui touche ce dernier, non pas dans un motif d'exclusion, mais par pure omission; le juge a donc un argument d'analogie très puissant à sa disposition pour déclarer insaisissable le salaire de l'ouvrier. — 2^o la loi a constamment admis que l'humanité ne permet pas à un créancier de saisir ce qui est indispensable à l'existence de son débiteur, et aussi que, là où il n'y a pas d'intérêt, il ne peut y avoir ni action ni poursuite. — 3^o le salaire a un caractère alimentaire certain, et rentre par conséquent dans l'article 581 du Code de procédure ¹. — 4^o l'article 1244 du Code civil autorise le juge, vu l'état, la situation du débiteur, et en usant de ce pouvoir avec la plus grande réserve, à accorder des délais modérés au débiteur pour le paiement et à surseoir à l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état. Ce pouvoir implique *a fortiori* celui de restreindre la saisie-arrêt pratiquée contre le débiteur à la portion

1. Nous avons déjà cité cet argument en exposant le premier système, nous n'y reviendrons pas; ce que nous avons dit pour l'insaisissabilité totale s'applique *a fortiori* à l'insaisissabilité partielle.

seulement des sommes arrêtées qui n'est pas nécessaire à ses besoins et à ceux de sa famille. En effet, dans l'un comme dans l'autre cas, le résultat sera le même : un paiement partiel de la créance, contrairement à la règle posée en l'article 1214 al. 1 du Code civil. — 5° l'article 592 n^{os} 3-4 du Code de procédure, en tant qu'il déclare insaisissables « les livres relatifs à la profession du saisi, jusqu'à la somme de 300 fr. au choix, — les machines et instruments servant à l'enseignement pratique ou exercice des sciences et arts, jusqu'à concurrence de la même somme et au choix du saisi », est fondé évidemment sur l'humanité et l'intérêt bien entendu du créancier. Cet article s'applique ici, car, s'il en était autrement, ses dispositions seraient inutiles et même illusoire. En effet, on ne frapperait pas ces objets directement, mais on les atteindrait indirectement en frappant le salaire ; le résultat de la saisie serait nuisible au créancier lui-même : le débiteur va perdre, si on peut saisir tout le salaire, les ressources qui lui sont indispensables pour subsister ; il va quitter l'emploi qu'il occupe, cesser ses travaux ; il ne gagnera plus rien, et le créancier, ayant voulu trop prendre, n'aura rien du tout. — 6° le législateur ne permet pas de se procurer les moyens de subsistance à l'aide du vol ou de l'escroquerie : il ne faut pas que la loi force indirectement l'ouvrier à user de tels procédés. Il ne se peut pas que, d'un côté, elle prenne grand soin d'indiquer les choses que l'on ne peut saisir comme

étant nécessaires à la vie, justement pour éviter le danger que nous venons de signaler, et que, d'un autre côté, elle permette au créancier de réduire l'ouvrier à cette extrémité.

Malgré ces raisons puissantes, nous n'admettons pas ce troisième système et *a fortiori*, le premier. (Ce que nous disons de ce système s'appliquera donc tout à fait au premier.) Que des raisons d'équité, d'humanité puissent porter les tribunaux à admettre une telle solution, c'est bien possible ; que ce soit une solution juridique, c'est plus que douteux. L'argument tiré de la loi de l'an IX n'est qu'un argument d'analogie ; on se base sur le silence du législateur ; un tel argument, toujours dangereux, ne doit être admis qu'avec de grandes réserves. Dans l'espèce, il ne peut servir ; car une exception au droit commun, qui est la saisissabilité, ne peut être admise sans un texte formel, l'établissant expressément. Nous avons dit en parlant du deuxième système qu'il n'est rien moins que démontré que le législateur ait commis un oubli, que le texte de l'an IX est tout probablement un texte d'exclusion. Nous avons déjà refuté, en exposant le second système, les arguments tirés de l'article 1214 du Code civil des articles 581 et 582 ; quant aux deux autres arguments (art. 592 du Code de pr. et l'intérêt du créancier) : ils sont sans doute très puissants en pratique et en législation ; mais tel n'est point le cas en ce moment. On est, en effet, devant les tribunaux, c'est-à-dire devant des juris-

consultes faits pour appliquer la loi, et non pour légiférer. En un mot, nous pensons que ce système bon en législation, bon pour obvier en pratique aux inconvénients de prescriptions légales trop rigoureuses, n'est pas le système de la loi.

Au point où nous en sommes arrivé, et après les explications que nous venons de fournir, en présentant notre solution. Nous admettons, au point de vue juridique, le seul auquel nous nous sommes placé ici, le second système et nous le formulons ainsi : le salaire de l'ouvrier, le traitement de l'employé d'une administration privée, sont susceptibles d'être saisis-arrêtés en entier pour le montant intégral de la créance. La raison de cette solution, nous la donnons dans le syllogisme unique suivant : tout objet saisissable en droit commun peut, par exception, devenir insaisissable, pourvu qu'il y ait un texte formel, les exceptions ne pouvant être admises qu'en présence d'un texte clair et précis, et notamment ne pouvant être établies sur des arguments d'analogie, d'humanité, d'équité, si puissants qu'il plaise de les imaginer. — Or aucun texte du Code civil et du Code de procédure civile n'accorde au salaire de l'ouvrier, au traitement de l'employé d'une administration privée, l'avantage que la loi de l'an IX et d'autres lois ou décrets accordent au traitement des fonctionnaires publics, militaires, marins, ministres des cultes, etc. : — Donc le salaire de l'ouvrier, etc. n'étant pas mis dans l'exception par le législateur, rentre dans la

règle générale. — Quant aux arguments d'humanité, etc., que l'on nous oppose, nous nous contentons de les renvoyer au législateur. Nous avons ainsi terminé l'examen de cette partie de notre étude, Jurisprudence antérieure à 1895. Avant d'aborder l'étude des projets et propositions de lois qui ont précédé la loi de 1895, nous allons résumer très brièvement ce que nous venons de dire.

La Cour de cassation fut appelée, pour la première fois en 1853, à statuer sur la question ; elle adopta, comme le jugement du tribunal de Mende qui faisait l'objet du pourvoi (jugement du 17 février 1853), le 22 novembre 1853, le système que nous avons admis. Appelée à se prononcer de nouveau, la Cour a maintenu sa solution le 29 juin 1859. Le tribunal de la Seine jugeait dans le sens de la Cour de cassation (v. décisions des 10 septembre et 6 décembre 1895) ; tout d'abord, la jurisprudence s'était donc montrée défavorable aux ouvriers. En 1860, la Cour de cassation admet le troisième système, ainsi que les autres tribunaux et les autres cours, la date du changement est le 10 avril 1860, arrêt de cassation rendu conformément au jugement du tribunal de Senlis, du 20 mai 1868. Cette fois la jurisprudence était fixée et jusqu'à 1895, elle a persévéré dans cette voie ; actuellement, elle se trouve conforme à la loi. L'intervention du législateur en cette matière n'est-elle pas une preuve, soit dit en passant, que le salaire des ouvriers était saisissable : à quoi eût servi au législa-

teur de déclarer que le salaire était insaisissable, puisque la législation antérieure le disait déjà, d'après la jurisprudence ?

Nous avons indiqué les circonstances malheureuses dans lesquelles se trouvait ou pouvait se trouver l'ouvrier; nous avons énuméré les conséquences désastreuses qui pouvaient en résulter pour l'ouvrier, le créancier, le patron, l'industrie et la société. La jurisprudence, par le système qu'elle a admis depuis 1860, a remédié à cette situation, et c'est là une des raisons, et non des moins puissantes, qui excusent, sinon justifient ces décisions. La jurisprudence n'a pas varié depuis 1860, avons-nous dit; c'est vrai, mais elle pouvait changer: elle l'avait bien fait une première fois. On pense, et avec raison, qu'un texte précis, ne donnât-il pas satisfaction à toutes les espérances, est préférable à une jurisprudence changeante et incertaine. Les pays étrangers le comprirent de bonne heure ¹, et firent des lois sur ce point. En France, on finit par s'en apercevoir, et des propositions de lois furent déposées aux Chambres: des vœux furent émis (nous citerons les décisions du conseil supérieur du travail); un projet du gouvernement fut déposé sur le bureau de la Chambre. Renvoyé à la commission, il vint en discussion en 1893, passa au Sénat qui modifia le projet de la Chambre, revint à la Chambre, et se termina enfin par une loi du 12 jan-

1. V. plus loin, 3^{me} partie, législation étrangère.

vier 1895 promulguée le 19 et insérée dans le Journal *Officiel* du 20 janvier 1895. C'est maintenant de ces propositions et de ce projet que nous allons nous occuper.

CHAPITRE II

PROPOSITIONS ET PROJETS DE LOIS QUI ONT PRÉCÉDÉ LA LOI DU 12 JANVIER 1895. — AVIS DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

La première fois que l'on s'occupa directement de la question aux Chambres, ce fut le 12 décembre 1885. A cette date, une proposition de loi fut déposée sur le bureau de la Chambre des députés par MM. Brugeilles, Borie, Dellestable, etc. Cette proposition, avec l'exposé des motifs, que nous allons analyser rapidement, est rapportée au *Journal Officiel* de l'année 1886. (Documents parlementaires de la Chambre, annexe n° 205, page 668.) Dans l'exposé des motifs, l'auteur indique que la loi a pour but de déterminer la quotité des salaires et appointements saisissable par voie de saisie-arrêt.

Il déclare que l'équité, l'humanité, exigent cette mesure, réclamée par tous ceux qui s'occupent des classes ouvrières. L'auteur fait le tableau de la situation lamentable de l'ouvrier dont tout le salaire est saisi-arrêté; il ajoute que, pour restreindre la saisie-arrêt, il faut aller devant les tribunaux ¹; il faut des avoués; les choses traînent en longueur; toutes ces

1. V. jurisprudence antérieure à 1893.

formalités entraînent des frais pour le saisi, c'est-à-dire l'ouvrier. Le remède est facile à trouver ; il suffit d'étendre à l'ouvrier et à l'employé le bénéfice accordé aux fonctionnaires par l'article 580 Code de pr. Une loi unique pour tous serait désirable ; elle permettrait d'abroger les lois ou décrets particuliers qui font des situations privilégiées aux fonctionnaires, marins, militaires, ministres des cultes, etc. ¹. Par suite de ces raisons, l'auteur déposait la loi suivante : « Art. I. L'article 580 du Code de pr. civ. est ainsi modifié : Les pensions et traitements dus par l'État, les appointements et salaires des employés et ouvriers de tout ordre et de toutes professions ne pourront être saisis-arrêtés qu'à concurrence d'un cinquième, s'ils n'excèdent pas 3,000 fr. par an, du quart au-dessus de cette somme, à quelque chiffre qu'ils s'élèvent, et ce, jusqu'à l'entier acquittement des créances. — Art. II. La loi du 21 ventôse an IX est abrogée. »

La seconde proposition de loi introduite à la Chambre émane de MM. Laur, Basly, Boyer, etc. ; elle fut déposée sur le bureau de la Chambre dans la séance du 27 octobre 1886. Elle est précédée d'un exposé des motifs très documenté, et comprenant notamment les législations belge et allemande ². Pour

1. V. décrets des 19 pluviôse an III, 8 nivôse an VI ; loi du 21 ventôse an IX, 11 avril 1831, art. 28 ; 18 avril 1881, art. 30 ; arrêtés du 18 nivôse an XI, 25 germinal an XII ; avis du Conseil d'État des 23 janvier et 7 février 1898.

2. V. la troisième partie de cette étude.

le moment, nous relevons simplement les appréciations suivantes : « Il faut que les 4 ou 5 francs nécessaires à l'alimentation journalière de la famille, les 1,500 ou 1,800 francs de l'employé, les gages des domestiques, soient à l'abri de la saisie et de l'aliénation totale faite par le salarié lui-même dans un moment de détresse. » L'auteur ajoute que par ce moyen on conserve, même on assure le pain de l'ouvrier et de sa famille : cela n'a pas lieu de choquer les idées reçues, puisque les lois déclarent insaisissables, dans une certaine mesure, les traitements des fonctionnaires, alors que, à raison de leur importance, ils n'ont pas ou n'ont que pour partie le caractère alimentaire. Enfin, la France ne ferait qu'imiter les autres pays, qui n'ont pas à se plaindre de leurs innovations. Examinant l'état actuel de la législation en France, l'auteur cite les articles 580, 581, 592, 593 du Code de pr. civ., et conclut que, le salaire étant totalement saisissable, il y a lieu de réformer immédiatement la loi. L'auteur cite l'arrêt de cassation de 1853, le seul qui, à notre avis (avec celui de 1859, toutefois), ait courageusement appliqué la loi. La question, posée récemment en Belgique, n'a pas trouvé de député hostile : il ose espérer qu'il en sera de même en France. Cette proposition de loi est rapportée dans le *Journal Officiel* de l'année 1887, session extraordinaire de 1887. (Documents parlementaires de la Chambre, annexe n° 2066, p. 517 à 520.) Elle fut renvoyée à la commission, et fit l'objet

d'un rapport sommaire présenté au nom de la 17^{me} commission d'initiative parlementaire, dont M. le colonel baron de Plazanet était président, le 17 mai 1888. La commission fut d'avis, à l'unanimité, que la question méritait d'être examinée par la Chambre, que, par suite, il y avait lieu de la prendre en considération. Ce rapport est inséré au *Journal Officiel*, année 1888, session ordinaire. (Documents parlementaires de la Chambre des députés, annexe n° 2693, p. 676.)

La proposition de loi est ainsi conçue : « Les sommes à payer aux ouvriers, employés civils, employés d'une administration publique quelconque et gens de service, du chef des salaires, sommes ne dépassant pas 5 francs par jour ou 150 francs par mois, sont incessibles et insaisissables. — Art. 2. La présente loi ne concerne pas les cessions et saisies qui auraient lieu pour les causes déterminées par les articles 203, 205, 214, Code civ. — Art. 3. Tout fabricant, patron ou chef d'usine est tenu, à peine de 5 à 25 fr. d'amende, d'afficher les dispositions de la présente loi dans une des places de son établissement accessibles aux ouvriers et employés. »

La troisième proposition de loi émane de MM. Jacquemart, Boysset, Corneau, Linard, etc ; elle a été déposée sur le bureau de la Chambre le 10 décembre 1889. Elle est rapportée dans l'*Officiel* de 1890, session extraordinaire de 1889. (Chambre,

documents parlementaires, annexe n° 167, pages 333 à 336.)

L'exposé des motifs signale le péril, montre l'urgence de la question, et donne un exemple des frais auxquels se monte la procédure de saisie-arrêt. Prenant une saisie-arrêt faite pour une somme de 1,000 fr., il énumère toutes les dépenses ¹, et arrive au total de 526 fr. 50 ; ensuite, l'auteur explique et justifie les articles de son projet. Le projet comprend 17 articles que nous ne reproduirons pas : remarquons seulement que le salaire considéré est celui qui donne 2,000 fr. ou moins par an, que la partie saisissable est un cinquième, que, pour les saisies faites en vertu des articles 203, etc., le juge évaluera la portion saisissable. Les autres articles concernant la procédure sont à peu près semblables à la procédure actuelle. La proposition a fait l'objet d'un rapport sommaire le 23 janvier 1890, rapporté dans l'*Officiel* année 1890. (Chambre, documents parlementaires, session ordinaire de 1890, n° 293, p. 257.) M. Roger, rapporteur, tout en faisant des réserves sur les détails de l'exécution, a déclaré que la commission jugeait la question très sérieuse, et a prié la Chambre de la prendre en considération. Un deuxième rapport a été fait comme l'indique l'*Officiel* de 1893, session ordinaire. (Chambre, documents parlemen-

1. Ordonnance, voyages de l'huissier et ses frais, enregistrement, jugement de validité, etc., frais de distribution par contribution s'il y a plusieurs saisissants, ce qui arrive à peu près constamment.

taires, n° 992, p. 1299.) Nous le rapportons plus loin. (V. la proposition Thellier de Poncheville.)

La quatrième proposition est de MM. Thellier de Poncheville, Le Gavrian, comte Albert de Mun, etc. ; elle a été déposée sur le bureau de la Chambre le 5 décembre 1889, ainsi que l'indique l'*Officiel* de 1890, session extraordinaire de 1889. (Chambre, documents parlementaires, annexe n° 143, p. 268.) Nous passons l'exposé des motifs : il ne varie pas d'un auteur à l'autre. Ce projet est ainsi conçu : « les salaires des ouvriers..... sont insaisissables lorsqu'ils ne dépassent pas 3 francs par jour ou une moyenne de 3 francs par jour de travail. Les salaires de cette catégorie ne peuvent être cédés que jusqu'à concurrence d'un cinquième. — ART. 2. Les salaires d'une importance supérieure à 3 fr. par jour ne peuvent être saisis que pour un cinquième et cédés que pour deux cinquièmes, sans que cependant la partie incessible ou insaisissable de ces salaires puisse jamais être inférieure à celle qui est déterminée par l'article précédent pour les salaires qui ne dépassent pas 3 francs. — ART. 3. Les appointements des employés et commis des particuliers et des sociétés sont entièrement insaisissables, et cessibles seulement pour un cinquième, lorsqu'ils ne dépassent pas 100 francs par mois ; au delà de ce chiffre, ils peuvent être saisis pour un cinquième et cédés pour deux cinquièmes, sans que néanmoins la partie incessible et insaisissable puisse jamais être infé-

rieure à celle qui est fixée pour les appointements qui ne dépassent pas 100 francs par mois. — ART. 4. Les restrictions qui précèdent ne s'appliquent pas aux saisies faites pour les causes indiquées dans les articles 203, etc., Code civil. — ART. 5. Tout patron est tenu etc.. d'afficher la loi. » Les articles 6 à 15, formant la deuxième section, s'occupent de la procédure : ils établissent une procédure très simplifiée.

Un rapport sommaire a été fait par M. Royer dans la séance du 23 janvier 1890, et rapporté dans l'*Officiel* de 1890 (Chambre, documents parlementaires, session ordinaire de 1890, annexe n° 292, p. 257.) Le rapporteur déclare que la proposition soulève de grandes objections, que la procédure n'est pas sans danger, mais enfin qu'il est utile de l'étudier, et demande à la Chambre de la prendre en considération.

Un second rapport a été fait sur cette proposition et sur la proposition Jacquemart, citée plus haut ; il est indiqué dans l'*Officiel* de 1893, session ordinaire de 1893. (Chambre, documents parlementaires, annexe n° 992, p. 1299.)

Les propositions Jacquemart et Thellier de Poncheville avaient fait l'objet d'un autre rapport inséré dans l'*Officiel* de 1893. (Chambre, documents parlementaires, annexe n° 2717, p. 824.) Le rapporteur, M. Jacquemart, fait le résumé de la question, et donne le texte du projet de loi admis, avec des modifications, par la commission. Les traitements, d'après l'économie générale, faisant l'objet de la présente loi sont

les traitements de 2.000 francs et au-dessous ; la partie saisissable est d'un dixième. Le reste ressemble aux autres projets : la procédure très simplifiée, est dirigée par le juge de paix et son greffier.

Le rapporteur, M. Jacquemart, rappelle les textes qui, dans divers cas et pour divers motifs, déclarent insaisissables, pour tout ou partie, les salaires ou traitements, et aussi la procédure que l'on suit en matière de saisie-arrêt. Il indique la voie dans laquelle la justice a cru devoir s'engager ; il résume l'état actuel de la question et des propositions faites à cet effet. Il étudie le texte du projet de loi, et donne, en terminant, le texte de la proposition de loi qu'il soumet à la Chambre : insaisissabilité pour 1/10 des traitements et salaires inférieurs à 2,000 fr. par an, compétence du juge de paix et simplification extrême pour la procédure. Le texte comprend en tout 18 articles.

La cinquième proposition de loi sur cette matière est celle de M. Loustalot, présentée le 12 mars 1891, rapportée à l'*Officiel* de 1891 (Chambre, documents parlementaires, session ordinaire de 1891, n° 1301, p. 720). Le projet, précédé d'un exposé des motifs très court, comporte un article unique ainsi conçu : « Sont insaisissables les traitements et salaires payés par mensualités, ne dépassant pas 60 fr. par mois. » Un rapport sommaire a été déposé par M. Vival sur ce projet et sur le projet Chiché. (V. *Off.* 93, Chambre, débats, séance du 16 mai 1893, p. 1437.)

Vient maintenant le projet de loi déposé au nom du gouvernement par M. Jules Roche, ministre, le 16 juin 1891.

Le projet était, en quelque sorte, le résumé des délibérations de la commission et du conseil supérieur du travail ; il comprenait trois chefs : le payement des salaires, insaisissabilité et incessibilité ; — le privilège en cas de déconfiture du patron ; — la procédure de saisie-arrêt. On verra qu'il ne reste, dans la loi nouvelle, que les parties relatives à l'insaisissabilité, l'incessibilité et la procédure de saisie-arrêt.

Le ministre résume, en l'expliquant, l'économie générale de la loi ; il indique pourquoi il a admis qu'une partie du salaire était saisissable dans tous les cas ; et, à ce sujet, il expose tous les systèmes qu'il avait devant lui et entre lesquels il pouvait choisir : le projet admet que le taux saisissable et cessible est $1/10$; le chiffre du traitement ou salaire qui sera pris en considération est 2,400 fr. La partie cessible ne se confond pas avec la partie saisissable. Ce projet est rapporté à l'*Officiel*, année 1891 (Chambre, documents parlementaires, annexe n° 1506, session ordinaire de 1891, séance du 16 juin 1891, p. 1430).

La sixième proposition émane de MM. Chiché, Jourde, Aimel, etc. ; elle a été déposée sur le bureau de la Chambre dans la séance du 27 février 1893. (V. *Off.* 93, Chambre, documents parlementaires, n° 2608, p. 168.) L'économie de ce projet est la sui-

vante : les salaires et appointements sont saisissables pour $1/5$, s'ils ne dépassent pas 1,000 fr. par an ; de 1,000 fr. à 5,000 fr., ils sont saisissables pour $1/4$; enfin, ils sont saisissables pour $1/3$ sur la portion excédant 6,000 fr., à quelque somme qu'elle s'élève. Le salaire annuel est égal à 300 fois le salaire quotidien ; le tiers saisi paiera au débiteur saisi la partie insaisissable, nonobstant la saisie-arrêt. Il y eut sur cette proposition plusieurs rapports sommaires. Un premier, à la date du 4 mars 1893 (v. *Of.*, 93, Chambre, documents parlementaires, session ordinaire 93, annexe n° 2616, p. 173), prie la Chambre d'agréer la proposition, et de la renvoyer à la commission chargée d'étudier les propositions analogues Thellier de Poncheville et Jacquemart ; il termine en désirant que la Chambre donne à cette question une prompt solution. Un second rapport complémentaire est fait collectivement pour toutes les propositions dans la séance du 2 mai 1893 et rapporté à l'*Officiel* de 1893 (Chambre, documents parlementaires, annexe n° 2717, session ordinaire de 1893, p. 824.) Un troisième rapport complémentaire est déposé sur le bureau de la Chambre, le 16 mai 1893, par M. Vival, sur les propositions Loustalot et Chiché.

Il porte un exposé de la question, un résumé des projets de loi (Jacquemart, Thellier de Poncheville, Loustalot, Roche-Chiché), et indique le projet admis par la commission : le taux du salaire est 2.000 francs, l'excédent est saisissable pour le

tout ; la partie cessible est 1/10. Pour la procédure, c'est le juge de paix qui est compétent, et la simplicité est très grande.

La septième proposition a été déposée sur le bureau de la Chambre le 30 novembre 1893 par M. Plichon. (V. *Off. de 1893*, ses. extraord. 93, C. doc. parlementaires n° 68, p. 97.) Ce projet est précédé d'un exposé de motifs très documenté, indiquant tout ce qui s'est fait jusqu'à ce jour, ainsi que le résumé des projets de loi. L'économie du projet est sensiblement analogue à celle du projet que nous venons de rapporter à l'instant même : nous nous bornons à y renvoyer.

Tel est le résumé des principales solutions demandées au législateur ; la loi de 1893 était donc vivement souhaitée, tant par les ouvriers que par les patrons : on peut dire qu'elle était souhaitée par tous, parce que tous avaient intérêt à ce qu'elle fût promulguée le plus tôt possible. Nous n'insisterons point sur les projets et propositions de loi que nous venons d'énumérer, sur leurs défauts et leurs avantages ; c'est un point que l'on verra mieux et en détail en étudiant les textes de la loi de 1893. Nous verrons, par exemple, en nous occupant de l'article 1^{er}, quels systèmes divers pouvaient être admis pour l'insaisissabilité et quels systèmes étaient proposés, les avantages et les inconvénients de chacun d'eux. Une semblable question se posera avec l'article 3 pour la partie cessible.

Nous mettons à part le conseil supérieur du travail. Dans sa séance de février 1891, il a pris plusieurs résolutions, notamment une, qui nous occupe directement, sur l'insaisissabilité du salaire. Elle est très importante à noter, car elle contient le fond même de la loi à faire en la matière. Les principales décisions sont les suivantes : 1° les salaires ne sont saisissables que jusqu'à concurrence d'un dixième. Même chose pour les traitements des employés ou commis des sociétés civiles ou commerciales, des administrations publiques, des négociants ou autres particuliers, lorsqu'ils ne dépassent pas 2.400 francs par an. — 2° Ils ne pourront être cédés que pour un dixième. — 3° Les dispositions qui précèdent ne concernent pas les cessions ou saisies énoncées dans les articles 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil. — En ce qui touche la procédure, le juge de paix est compétent à la place du tribunal civil ; les exploits sont remplacés par des lettres recommandées. Le saisissant qui n'a pas de titre doit, dans les 24 heures de l'envoi de la lettre de saisie, faire délivrer au saisi un avertissement à comparaître devant le juge de paix pour validité de la saisie ; le jugement en résultant est notifié par lettre recommandée au tiers saisi. — Le tiers saisi déclare, dans les huit jours de la notification de la saisie ou du jugement de validité, au greffe ou par lettre : le montant du salaire quotidien ou mensuel ; ce qui est dû au saisi pour le moment. La contre-

dénonciation et la demande en validité d'une saisie où il y a titre, sont supprimées. Enfin, en cas de plusieurs saisies arrêts, il y aura une procédure simple de distribution : on voit que ces modifications sont, à quelque chose près, semblables aux articles de la loi de 1895¹. La commission a substitué elle-même $1/10$ à $1/8$, qu'elle avait adopté d'abord, comme le prouve le rapport de M. Martelin dans la brochure citée p. 154 et 155. Le rapporteur constate que la loi ne protège nullement le salaire de l'ouvrier au point de vue de la saisie-arrêt. La jurisprudence obvie à l'inconvénient, mais elle nécessite une décision qui coûte toujours beaucoup et que payera l'ouvrier; il faut donc supprimer toute distinction entre les causes des dettes, et établir une insaisissabilité proportionnelle.

Le salaire est minime lorsqu'il est inférieur à 2,400 fr. Toutefois, le caractère d'une dette peut être tellement sacré, que la nécessité s'impose de déclarer le salaire saisissable dans une plus forte proportion. La commission a adopté le tiers. Pensant que l'on ne doit pas laisser faire indirectement ce que l'on ne veut pas voir faire directement, la commission a déclaré que l'ouvrier ne pourrait céder que $1/8$ et, plus tard, $1/10$. Dans l'hypothèse de la commission, cela faisait $2/8$ ou $1/4$; en sorte que l'ouvrier

1. V. conseil supérieur du travail. (Première session, année 1891, p. 195 et 196.)

pouvait compter sur les $\frac{3}{4}$ de son salaire. D'après la commission, la loi serait d'ordre public ¹.

Pour la procédure à suivre, le conseil a adopté les réformes de la commission ². Dans la discussion de ces décisions au conseil supérieur du travail, on a été appelé à modifier certains points. D'abord, on a admis $\frac{1}{10}$ au lieu de $\frac{1}{8}$ comme quotité, ce qui, d'ailleurs, avait été admis déjà par la commission.

La question du quantum de cessibilité a fait l'objet de vives discussions : M. Gibault (p. 85) propose l'insaisissabilité de $\frac{1}{10}$, et la cessibilité partielle et même totale, ce qui est admis par M. Thévenet (p. 86). Ils font remarquer à l'appui de leur thèse que les deux questions ne sont pas inséparables : en théorie, c'est vrai ; en pratique, c'est faux ; car l'ouvrier n'aura pas toujours une situation indépendante. L'amendement Gibault, pour une cessibilité plus forte ($\frac{3}{20}$), est rejeté (p. 87). Le conseil supprime l'article ainsi conçu : « Les salaires et traitements pourront être saisis jusqu'à concurrence du tiers, pour cause d'aliments, dans les cas visés par les articles 203, etc., du Code civ. », sur la remarque très juste de M. Labeyrie, qui déclare que cet article fait double emploi avec l'article suivant. Les articles concernant la procédure sont admis sans difficulté. (V. conseil supérieur du travail, p. 89 et suivantes.)

1. V., pour tous ces points, conseil supérieur du travail, année 1891, p. 156.

2. V. *op. cit.*, p. 157.

Nous allons, avec la section suivante, passer en revue les diverses phases et vicissitudes de la loi de 1895. Plus d'une fois il y eut de longs arrêts ; les projets des commissions parlementaires restèrent longtemps dans les cartons de la Chambre, et ce n'est qu'après quelques années de tentatives réitérées que l'on parvint à s'entendre.

CHAPITRE III

HISTOIRE DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895

La première fois que cette loi vint en délibération, ce fut le 10 juin 1891, à la Chambre des députés. Nous voyons, par cette date relativement peu récente, combien il faut de temps pour faire une loi attendue impatiemment de tous. Si le temps était un sûr garant de la bonté d'une loi, on pourrait certes patienter : nous verrons plus loin si la loi ne prête pas à de vives critiques, et nous examinerons si les protestations qui se sont élevées de toutes parts sont fondées. La première délibération, disons-nous, est du 10 juin 1891. La Chambre, à cette séance, s'arrêta à l'article 7 du projet ; le ministre, en effet, avait demandé, mais en vain, que l'on remit la discussion ; il devait déposer, assurait-il, à très brève échéance un projet de loi. Une discussion s'engagea sur l'ajournement, contre lequel s'élevèrent énergiquement le rapporteur, la commission, M. Montant et M. Thellier de Poncheville, qui, pour activer la solution, déclara renoncer à ses idées personnelles, et se rallier à la proposition Jacquemart. La Chambre déclara vouloir passer aux articles, ce qui était logique. Le projet du gouvernement ne pouvait lui apprendre rien de nouveau : la commission avait étudié assez longuement et assez

sérieusement la question pour être capable de répondre sur tous les points. La discussion alla bien pour les six 1^{ers} articles ; puis, après discussion de l'article 7, on déclara qu'il fallait renvoyer cet article à la commission. A partir de ce vote, tout travail utile devenait difficile, et, malgré M. Leydet, sur la proposition Grousset, la Chambre déclara ajourner la discussion. L'ajournement fut long ; car, depuis cette date (v. *Off.* 91. Chambre, débats, séance du 10 juin 1891, p. 1196), on ne voit, jusqu'au 27 juin 1893, qu'un rapport de M. Vival, du 16 mai 1893, que nous avons indiqué en parlant des propositions de lois déposées, et des rapports auxquels elles ont pu donner lieu.

Enfin, la proposition de loi, laissée en suspens d'une façon inquiétante, et pendant un si long espace de temps, revint devant la Chambre, qui passa à une deuxième délibération le 27 juin 1893, délibération qui, cette fois, fut définitive. La Chambre adopta le projet de loi dont l'économie générale est la suivante : la saisie sera de 1/10, le salaire étant de 2,000 ou au-dessous ; l'excédent, au delà de ce chiffre, est saisissable pour le tout. Le patron se rembourse successivement par quotité de 1/10 des avances faites pour outils, matériaux ; les acomptes sur un travail en cours ne constituent pas des avances. Le 1/10 est cessible ; les cas prévus par les articles 203, etc. font exception : la procédure est sensiblement la même que la procédure de la loi de 1895. Cette loi a donné lieu à la Chambre à des débats assez longs, dont

nous nous servirons plus tard. Aussitôt voté, le projet fut déposé, sans aucun commentaire, au Sénat par le ministre de l'Industrie, M. Hervieu, et celui de la Justice, M. Guérin. Le vote de la Chambre était du 27 juin 93 (rapporté à l'*Officiel* de 1893, Chambre des débats, session ordinaire de 93, p. 1852), et le dépôt était fait un mois après. Le Sénat se séparait pour aller en vacances de sorte que l'examen du projet de loi se trouvait fatalement reculé. Un rapport fut déposé au Sénat le 29 juin 1894 par M. Régismonset ¹. Après les vacances parlementaires, le projet vint en première délibération au Sénat le 26 octobre 1894. Le projet fut adopté en première lecture presque sans observation; et le Sénat déclara qu'il passerait à la discussion des articles dans une seconde délibération qui serait fixée ultérieurement. Cette seconde délibération ne tarda pas à avoir lieu; elle est du 27 novembre 1893. La discussion y fut assez vive et le projet venu de la Chambre subit quelques modifications. Par suite du dépôt d'amendements nombreux à apporter aux derniers articles, le Sénat fut sur le point de renvoyer la fin de la discussion. Dans son désir d'en finir le plus vite possible, les amendements ayant été retirés par leurs auteurs, le Sénat renonça à discuter toutes les espèces qui pourraient se présenter, se rangea à l'avis de son rapporteur (M. Régismonset), et adopta le projet de loi de sa commission avec quelques

1. V. *Officiel* de 1894, séance du 29 juin 94, session ordinaire. (Sénat, documents parlementaires.)

modifications : par exemple, les salaires, *quel que soit le taux*, sont saisissables pour $\frac{1}{10}$; l'alinéa suivant est supprimé ¹. Le Sénat fait une distinction entre le salaire et le traitement, qui ne lui est assimilé qu'autant qu'il ne dépasse pas 2,000 ; le visa du greffier remplace celui du juge quand il y a titre. (la Chambre ne faisait aucune distinction.) Les débats sont rapportés dans l'*Officiel* de 1894, session extraordinaire. (Sénat, débats, p. 921 et 924 et suivantes.) La loi ainsi votée n'était pas parfaite, les deux Chambres ne s'étant pas entendues.

Le projet du Sénat fut renvoyé à la Chambre le 17 décembre 1894.² ; un rapport s'ensuivit, déposé sur le bureau par M. Roze le 23 décembre 1894. (V. *Off.* 94, Chambre, documents parlementaires, session extraord. 94, annexe n° 1103, p. 2210.) Le rapporteur déclare les modifications du Sénat excellentes, et prie la Chambre de transformer le plus rapidement possible le projet en une loi, en adoptant le texte admis par le Sénat. Enfin, vint devant la Chambre la délibération du 27 déc. 1894 : ce fut la dernière. Cette délibération est rapportée dans l'*Officiel* de 94. (Chambre, débats, session extraordinaire de 94, séance du 27 décembre 94.) La Cham-

4. D'après cet alinéa, ce qui dépassait 2,000 était saisissable pour le tout ; la Chambre, en effet, n'appliquait l'article 1^{er} qu'aux salaires de 2,000 et au-dessous.

2. V. *Officiel* de 1894, (Chambre, documents parlementaires, session extraordinaire 1894, séance du 17 décembre 1894, annexe n° 1080, p. 2219.)

bre ayant adopté le texte du Sénat, la loi était votée ; elle fut promulguée le 19 janvier 1895, et figure à l'Officiel du 20 du même mois.



DEUXIÈME PARTIE

Commentaire théorique de la loi du 12 janvier 1895

TITRE PREMIER

DE LA SAISIE-ARRÊT.

ARTICLE PREMIER

Le titre même de la loi nous indique ce dont il s'agit. Il n'est pas question ici de toutes les saisies dont le salaire est susceptible, mais bien d'une espèce particulière de saisie, celle qui se pratique non pas sur le débiteur directement, mais sur le débiteur de notre débiteur : un exemple va nous montrer clairement de quelle saisie il est question dans l'article 1^{er} et dans l'article 3. Primus est créancier d'un ouvrier Secundus qui travaille chez Tertius. Celui-ci paye tous les quinze jours à son ouvrier un certain salaire ; or, actuellement, il se trouve débiteur de ce salaire envers Secundus. Primus, craignant pour sa créance, ou même ne pouvant donner un terme plus long, voudrait bien s'attaquer à son débiteur ; mais il n'a rien de saisissable chez lui. Le

créancier va agir d'une autre manière : il va prévenir Tertius qu'il est créancier de Secundus pour telle somme ; qu'il veut être payé, et en conséquence qu'il le prévient, lui Tertius, de garder par devers lui le montant de ladite créance pour le lui verser. Le tiers saisi pourra donner le surplus de ce qu'il doit à Secundus, qui se trouvera ainsi avoir acquitté indirectement la dette qu'il avait envers Primus : l'acte par lequel Primus obtient ce résultat s'appelle une saisie-arrêt. Ceci dit, nous transcrivons l'article 1^{er} de la loi :

« Les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quel que soit le montant de ces salaires. — Les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 francs par an. »

1^o *Historique de l'article 1^{er}.*

Cet article n'a pas eu tout d'abord la rédaction que nous venons d'indiquer ; il est passé par des phases très diverses, et a subi à la Chambre et au Sénat des modifications importantes que nous allons tout d'abord indiquer rapidement. Le projet de loi que M. Jules Roche présentait au nom du gouvernement, et qui était renvoyé à la commission chargée de l'étude des propositions analogues, contenait un article 3 ainsi rédigé : « Les salaires des ouvriers et

gens de service, à quelque somme qu'ils puissent monter, ne peuvent être saisis que jusqu'à concurrence du dixième. Il en est de même des appointements des employés, lorsqu'ils ne dépassent pas 2,400 fr. par an. Les appointements des employés dépassant cette somme ne peuvent être saisis que jusqu'à concurrence d'un dixième sur les premiers 2,400 fr.; l'excédent est insaisissable pour le tout ¹. »

La commission étudia, discuta les divers projets, et élaborà elle-même un projet qui devait être soumis à la Chambre. M. Vival, rapporteur, après un exposé des motifs, donnait le texte du projet de loi élaboré par la commission, et qui, pour le point qui nous occupe, était rédigé ainsi : « Toute saisie-arrêt, dit l'article premier, sur salaires dus à tous ouvriers et gens de service, ou sur appointements dus à tous commis, employés et fonctionnaires publics, ne frappera que le dixième, lorsque ces salaires et appointements ne dépasseront pas annuellement 2,000 fr.

1. Avant que le gouvernement déposât un projet, une première discussion avait eu lieu à la Chambre le 10 juin 1891; mais cette première délibération fut sans grands résultats; on s'arrêta à l'article 7, et l'on ajourna la discussion. Toutefois, il n'est pas inutile d'indiquer la rédaction de l'article premier : « Toute saisie-arrêt sur salaires dus aux gens de service ou à tous ouvriers, ou sur appointements dus à tous commis, employés et fonctionnaires publics, ou sur pension et retraite, mais ne dépassant pas annuellement 2,000 fr., ne frappera que le dixième. » Cet article fut mis aux voix et adopté sans délibération. Sous le rapport de la rédaction, il diffère du projet du gouvernement. Les articles 1-2 du projet Jules Roche sont relatifs aux paiements des salaires : ils ont été écartés, et feront l'objet d'articles spéciaux dans une autre loi industrielle actuellement à l'étude.

Au delà de ce chiffre, l'excédent est saisissable pour le tout. » Tel est le texte qui fut soumis à l'examen de la Chambre dans la séance du 27 juin 1893 ¹. Après discussion, la Chambre repoussa un amendement de M. Royer, et admit le texte de la commission ²; le projet voté par la Chambre fut déposé au Sénat et renvoyé à la commission. Celle-ci élabora et justifia par la bouche de M. Régismonset, rapporteur, un projet de loi dont l'article 1^{er} est ainsi conçu : « Les salaires des ouvriers et gens de service

1. V. *Officiel*, documents parlementaires, ses. 93, p. 838. Le rapporteur, expliquant l'article premier, dit : « Votre commission vous propose en principe, tout en admettant un maximum des salaires ou des appointements ne dépassant pas 2,000 fr., de n'autoriser le créancier qu'à saisir un dixième de ces salaires ou appointements. Le salaire de l'ouvrier travaillant à la journée devra être calculé en multipliant par 300 le montant du salaire quotidien. Ce qui excède 2,000 fr. est saisissable, puisque le droit au pain et aux choses indispensables à la vie du travailleur et des siens lui est maintenant consacré. »

2. Cet amendement était ainsi conçu : « Le salaire des ouvriers, les gages des gens de service et les appointements des commis ou employés ne pourront être saisis-arrêtés que pour la portion fixée par le juge de paix du domicile du débiteur. » La Chambre nous semble avoir bien fait en repoussant l'amendement. Le rapporteur a déclaré que l'on en restait à l'ancien état de choses si l'on admettait le texte de M. Royer, et cela est vrai. On veut faire une loi pour éviter l'arbitraire de la jurisprudence, et l'on va donner au juge de paix le pouvoir appréciateur que les tribunaux possédaient avant : c'est maintenir une solution, en la modifiant il est vrai, et non pas en donner une autre. M. Royer objectait que la loi était plus dure pour les uns (aux chargés de famille) que pour les autres, et que par suite, pour la rendre équitable, il fallait permettre aux tribunaux d'en augmenter ou baisser le taux suivant les espèces ; qu'un dixième est trop pour un père de famille ayant une femme, cinq ou six enfants et ne gagnant que 1,800 fr., et peut-être moins par an. Nous n'insistons pas, car nous allons étudier bientôt cette question en recherchant les différents systèmes que le législateur avait à sa disposition.

ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quel que soit le montant de ces salaires. Les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, lorsqu'ils ne dépassent pas 2,000 fr. par an¹.

Le Sénat, repoussant un amendement de M. Chovet (amendement que nous retrouverons plus loin), adopte le projet de la commission. Le texte de la Chambre ayant subi des modifications, le projet du Sénat re-

1. Le texte que nous venons de reproduire modifie assez fortement le texte voté par la Chambre. Pour justifier ces modifications, le rapporteur déclare qu'il s'est inspiré surtout de la décision du conseil supérieur du travail et de la discussion qui s'est produite au sein de ce conseil; que c'est de là que la commission a tiré la quotité d'un dixième, quotité d'ailleurs admise déjà par la Chambre. La commission a pensé aussi que limiter la faveur aux salaires ne dépassant pas 2,000 fr. par an, c'était entraver de suite l'application de la loi. Il est difficile, en effet, de calculer avec précision le montant du salaire, qui peut varier chaque semaine, s'augmenter de bénéfices, gratifications, etc., diminuer, au contraire, par suite de chômages, grèves, maladies, etc. La limitation, inadmissible pour les ouvriers, est, au contraire, logique pour les employés, qui sont assujétis à des traitements fixes en général, et ne subissant pas de fluctuations venant des causes indiquées pour les salaires d'ouvriers. Le rapporteur pria donc le Sénat d'admettre la distinction faite par la commission et de voter le texte qu'elle lui soumettait. Le rapporteur ajoutait que la commission avait supprimé le dernier alinéa du texte voté par la Chambre, et que c'était une modification heureuse; car, sans cette suppression, on se serait trouvé en présence d'une injustice criante, que les chiffres avaient mis en jour très rapidement. Ainsi (c'est l'exemple même du rapporteur), on prend 200 fr. à l'employé qui gagne 2,000 fr., tandis qu'on ne prend que 100 fr. à celui qui gagne 2.100 fr.; et, même, en allant plus loin, on peut supposer un employé chargé de famille et gagnant 3,000 fr. saisi pour 1,000 fr., tandis que ce même employé ne verrait pratiquer la saisie que pour 200 fr. s'il gagnait 2,000 fr. Ainsi donc, on lui prendra 800 fr. sur les 1,000 fr. qui dépassent le maximum fixé par la Chambre.

vint devant la Chambre, qui, pour hâter la solution, admit le texte de la Chambre haute; c'est donc le texte que nous venons de citer qui constitue le texte de la loi. Telle est, indiquée brièvement, l'histoire de l'article premier et de ses vicissitudes diverses.

Le salaire est saisissable pour $1/10$, quel que soit son importance; le traitement est saisissable aussi pour $1/10$, s'il ne dépasse pas 2,000 fr.: tel est le système admis par le législateur. Voyons, avec leurs arguments, les autres systèmes qui s'offraient à lui.

2° Systèmes entre lesquels le législateur pouvait opter

On pouvait tout d'abord déclarer que les salaires et appointements seraient saisissables pour $1/10$, par exemple jusqu'à 2,000 f.; pour $1/6$, de 2,000 à 4,000; pour $1/5$, de 4,000 à 7,000; pour $1/4$, de 7,000 à 10,000; pour $1/3$, de 10 à 15,000, etc. Ces chiffres sont pris au hasard, et ne sont donnés que comme exemples. Le premier système se rapproche de la loi de germinal an IX, et a été appliqué dans un tout autre ordre d'idées, il est vrai, pour le droit de partage en matière d'enregistrement. C'est un droit gradué, qui est équitable en première analyse; on peut le soutenir ainsi: ce que la loi veut en déclarant le salaire en partie insaisissable, c'est donner, dans tous les cas et quels que soient les événements, à l'ouvrier et à l'employé les choses indispensables pour permettre à sa famille et à lui-même de sub-

sister. Il faut toujours donner le nécessaire à l'employé ou à l'ouvrier ; car il est constant que, au delà d'un chiffre, la saisie peut frapper une plus grande partie du traitement. Ainsi, par exemple, prendre le dixième seulement d'un traitement de 6,000 fr., c'est-à-dire 600 fr., ce n'est pas prendre ce que le créancier a le droit de saisir légitimement : il restera 5,400 fr., somme plus que suffisante pour procurer le nécessaire à l'employé et à sa famille. D'un autre côté, saisir le dixième d'un salaire de 2,000 fr., c'est-à-dire 200 fr., c'est saisir le maximum de ce que l'on peut enlever au débiteur ; c'est, autrement dit, lui laisser bien juste le nécessaire : on ne peut descendre au-dessous. Il faut donc établir une quotité graduée, de telle sorte que plus le salaire ou traitement est important, plus la partie saisissable est importante elle-même. Ce système a été admis, comme nous l'avons dit, par la loi de germinal an IX : il nous semble préférable à tout autre. Ce système, qui a subi l'épreuve du temps et a résisté, semble donner satisfaction aux intérêts opposés qui sont en présence. Il permet aux débiteurs d'assurer leur lendemain ; il procure aux créanciers leur paiement dans la mesure du possible, autant que le permet l'ordre social.

On peut rapprocher de ce premier système une autre solution développée par M. Chovet au Sénat, lors de la deuxième délibération, c'est-à-dire dans la séance du 27 novembre 1894. Ce système est contenu dans l'amendement proposé par ce député et ainsi

rédigé: « Les salaires des ouvriers, les gages des gens de service, les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires, ne sont saisissables que jusqu'à concurrence d'un dixième, lorsqu'ils s'élèvent à 1,500 fr. par an; d'un cinquième lorsqu'ils s'élèvent de 1,500 à 3,000 fr.; d'un quart au-dessus de cette somme, sans que toutefois les bénéfices de la présente loi puissent s'étendre aux salaires, gages, appointements ou traitements qui seraient supérieurs à 4,000 fr. » M. Chovet, à l'appui de sa thèse, donnait les arguments suivants : d'abord le chiffre de 2,000 fr., comme limite d'application de la loi, est trop faible ; le salaire n'est pas si variable qu'on ne puisse en fixer le montant à un moment donné. La difficulté, en tout cas, n'est pas plus grande pour le déterminer, lorsqu'on veut chercher s'il dépasse ou non 4,000 fr., que pour en saisir la dixième partie. Si l'on admet le chiffre de 2,000, on laisse de côté l'employé qui n'a que 2,400 fr., et dont, certes, la rémunération fait partie des petits traitements. On pourra saisir 400 fr., car tout ce qui dépasse 2,000 est saisissable. Le créancier est aussi de la classe des humbles, des petits, puisque, très souvent, sinon toujours, c'est l'épicier, le boulanger : il est juste que le débiteur fasse des efforts pour lui donner satisfaction. La loi du 21 ventôse an IX admet cette quotité graduée.

Nous avons dit que ce second système se rapprochait du premier. En effet, il établit comme lui une

échelle variable ; mais il en diffère notablement sur beaucoup d'autres points, comme l'a démontré péremptoirement M. Régismonset au Sénat. Pour faire écarter l'amendement, il a invoqué les raisons suivantes : le système admis par la commission est, dans tous les cas, très simple et très facilement applicable : quand le tiers saisi sera touché par une saisie-arêt, il aura toujours un critérium certain pour se déterminer ; il saura que, dans tous les cas, il pourra donner aux ouvriers et employés les 9/10 de ce qu'il leur doit. Cette première raison ne nous paraît pas bien convaincante, la simplicité d'un système n'étant pas suffisante pour le faire admettre. Le système le plus simple est toujours le meilleur, est une règle qu'il faut bien se garder d'admettre sans réserve. Le rapporteur ajoutait, ce qui est plus sérieux, que les résultats auxquels conduisait la solution proposée, suffisaient pour la faire rejeter : si l'on gagne 1,499 fr., la quotité saisissable est 150 fr. ; si l'on gagne 1,500, cette même quotité est de 300 fr.

Ce saut brusque, qui ne peut s'expliquer, est bien plus accentué quand le traitement est plus important. Ainsi, le salaire étant de 3,000 fr., on peut saisir jusqu'à concurrence de 600 fr., tandis qu'on peut aller jusqu'à 750 si l'on gagne 3,001 fr. : la proportion existe, mais elle n'est pas équitable. Quant au rapprochement fait par M. Chovet entre son système et la loi de l'an IX, on peut dire que l'analogie existe seulement en apparence.

Le rapporteur n'a pas de mal à en démontrer la fausseté. La loi de l'an IX admet une quotité tout à fait graduée, ressemblant absolument à un droit gradué, tandis que l'amendement Chovet comprend une série de proportions ou gradations. Nous allons en donner un exemple qui fera bien comprendre la différence : de 1 à 5,000, on prendra le dixième ; de 5,000 à 10,000, le cinquième ; à partir de 10,000, le tiers, etc. C'est là un système gradué. Voici un système qui s'en rapproche et qui se confond avec le procédé de M. Chovet : de 1 à 2,000, on prend le dixième ; de 1 à 5,000, le cinquième ; de 1 à 10,000, le tiers. Le chiffre minimum pour le calcul de la quotité saisissable est l'unité dans tous les cas ; le seul chiffre variable, chiffre qui fait varier la quotité elle-même, est le chiffre maximum. On sait que cette solution, combattue par le rapporteur, n'a pas été admise par le Sénat.

Un autre système, assez simple et se rapprochant un peu du système de la jurisprudence antérieure de 1895, est proposé par M. Loustalot. Il consiste à déclarer purement et simplement insaisissable pour le tout le salaire qui ne dépasse pas une somme de... par mois ou par an. M. Loustalot admettait le minimum de 60 fr. par mois. On devine facilement quels peuvent être les arguments invoqués à l'appui de cette opinion : on peut dire que l'ouvrier (ce que nous disons de l'ouvrier s'applique à l'employé) qui ne gagne que 3 ou 4 fr. par jour a besoin de tout

son salaire pour vivre, surtout s'il a une famille. Si l'on prend un salaire plus élevé, on peut n'être plus tout à fait dans la vérité: tel ouvrier qui gagne 5 fr. par jour peut vivre dans l'aisance s'il est rangé, célibataire; il peut avoir juste ce qu'il lui faut, s'il est chargé de famille et s'il a la passion du cabaret. Ces considérations mises à part, dire qu'un ouvrier gagne 5 fr. par jour, ce n'est pas dépeindre exactement la situation; il faut indiquer en même temps l'endroit où il demeure: s'il habite en Bretagne où la vie est à bon marché, ou au contraire à Paris où la vie est très chère et où il y a de nombreuses occasions de dépenses. Si l'on prend un salaire de 2 francs par jour, c'est un salaire courant, personne ne peut nier que ce salaire ne soit indispensable à l'ouvrier, que, par suite, en saisir la plus petite partie, c'est prendre sur le nécessaire. Le dixième (le taux actuel) fait 0.20, et cette somme, insignifiante pour beaucoup, est énorme pour qui n'a que 2 francs par jour¹. Pour être juste, la loi doit déclarer que tout le salaire est insaisissable. Pour tout ce qui ne constitue pas le salaire minimum, le strict nécessaire, le créancier peut agir sans crainte. La loi n'a pas voulu protéger le débiteur qui ne veut pas payer, alors qu'il peut le faire; mais bien protéger l'ouvrier malheureux, et empêcher le créancier de le réduire à la

1. N'oublions pas que la loi actuelle autorise la saisie ou cession, dans des cas déterminés, de 3/10, ce qui donne 3 fois 0.20 ou 0.60 centimes par jour; il reste donc à l'ouvrier 1 fr. 40. C'est peu.

misère, ce qui est un danger social, industriel en même temps que privé. Ce système, comme on le voit, est très simple ; cependant, il n'a pas triomphé. Sans parler de l'objection tirée de la difficulté, de l'impossibilité même où l'on est de donner la limite du salaire minimum insaisissable ¹, il y a d'autres arguments proposés par M. Jules Roche, lors du dépôt du projet du gouvernement : il est contraire à l'honnêteté publique qu'un homme puisse se soustraire complètement au paiement des dettes qu'il a contractées, sous prétexte qu'il gagne juste de quoi vivre. C'est contraire même au crédit de l'ouvrier ; il faut, en effet, prévoir les cas de maladies et chômages, dans lesquels l'ouvrier sera bien forcé de faire appel au crédit : cet appel serait fait en vain, si le quantum de son salaire correspondait au minimum déclaré insaisissable par la loi. M. Vival, dans son rapport à la Chambre, invoque les mêmes arguments que M. J. Roche : « Votre commission, dans l'intérêt même du crédit de l'ouvrier, n'a pas cru devoir admettre les principes contenus dans le projet Thellier

1. Le minimum devra être moins élevé pour un ouvrier habitant la campagne, plus élevé pour un ouvrier habitant une ville, plus élevé si dans telle ville la vie est plus chère que dans telle autre ; moins élevé pour le célibataire que pour l'homme marié, plus élevé pour celui qui a beaucoup d'enfants que pour celui qui en a peu, moins élevé pour celui qui a des enfants et une femme qui travaillent que pour celui qui doit suffire à la subsistance de toute la famille, etc. Ces distinctions ne peuvent être faites par le législateur : il faut que l'on voie tout de suite le texte à appliquer, la quotité à saisir.

de Poncheville et Loustalot ¹, sur l'insaisissabilité des petits salaires, Tout en voulant protéger l'ouvrier, il a paru à la commission qu'un salaire, si minime qu'il fût, ne pouvait échapper à la saisie du créancier, et qu'il ne restait qu'à fixer la fraction insaisissable : elle a dès lors adopté celle qui paraissait être entrée dans les usages des centres ouvriers les plus peuplés. » Cette opinion est partagée par M. Martelin. Celui-ci, dans la séance tenue par le conseil supérieur du travail, le 28 février 1891, déclarait ² que le commission, s'occupant, non seulement de la conservation du salaire, mais même du crédit de l'ouvrier, avait fixé un quantum saisissable et un quantum insaisissable, de façon que dans tous les cas il y eût une partie du salaire saisissable pour tous les créanciers, quelque minime que fût ce salaire.

Un autre système était admis par M. Royer (Aube) et proposé, sous forme d'amendement, à la Chambre des députés lors de la discussion de la loi, le 27 juin 1893. Ce système consiste à donner au juge de paix le droit de fixer, dans chaque cas particulier, la quotité saisissable. L'auteur de ce système invo-

1. C'est dans la forme, et non dans le fond, que ces deux projets diffèrent. Le projet de M. Thellier de Poncheville porte que les salaires des ouvriers ne dépassant pas une moyenne de 3 francs, par jour de travail, sont insaisissables. Le projet Loustalot porte que les traitements et salaires payés par mensualités, ne dépassant pas 60 francs, sont insaisissables : l'un et l'autre admettent, avec une base différente, un minimum de salaire insaisissable.

2. V. conseil supérieur du travail, première session, année 1891, p. 84.

quait pour le soutenir les arguments suivants : la proportion établie par le projet n'est pas équitable parce qu'elle est unique. Une règle unique inflexible ne s'applique bien qu'à certains cas ; mais, pour la plus grande partie de ceux-ci, elle s'applique trop ou pas assez. Les uns ont de la famille, beaucoup ou peu ; d'autres n'en ont pas du tout ; cependant, pour tous, il y a une même quotité saisissable. M. Royer cite des exemples ¹. Il faut donc laisser au juge de paix le soin de décider si dans tel cas tout peut être saisi ; si, dans tel autre, tout est insaisissable. Le rapporteur a réfuté ce système en déclarant que l'on voulait faire une loi supprimant l'arbitraire des magistrats, quels qu'ils soient ; que les solutions d'espèces rentrent dans le domaine du juge, et non dans celui du législateur ; qu'il faut, pour qu'une loi réponde à sa définition, qu'elle soit applicable à la généralité d'une façon équitable ; que, d'ailleurs, cette solution de la commission est tirée des vœux du conseil supérieur du travail, des chambres et tribunaux de commerce, des documents fournis par certains membres de la commission et du rapport de M. Jacquemart du 10 juin 1891 ². On sait que l'amendement a été repoussé.

Une autre solution est celle qui déclare le salaire insaisissable jusqu'à tel chiffre ; au-dessus de ce

1. V. *Off.* de 1893, Chambre, séance du 27 juin 1893, débats, p. 1833.

2. Rapport Jacquemart de cette date sur les propositions de loi sur la saisie-arrêt.

chiffre le salaire serait saisissable pour $1/10$ ou $1/5$; ou bien encore saisissable suivant une quotité graduée. Le 1^{er} procédé est celui de la proposition Thellier de Poncheville ¹. Ce procédé qui n'est que la combinaison de deux autres comporte évidemment les mêmes observations, se soutient par les mêmes arguments, et soulèvent les mêmes objections que les systèmes dont il est tiré.

Enfin, un dernier système est celui énoncé par M. Chiché dans son projet : le salaire est saisissable pour $1/5$, s'il ne dépasse pas 1.000 francs par an ; au delà, il est saisissable pour le $1/4$ sur les 5.000 fr. suivants ; pour le tiers sur la portion excédant 6.000, à quelque somme qu'elle s'élève. C'est, si l'on veut bien le remarquer, la saisissabilité graduée et un procédé analogue, nous disons même identique à celui adopté par la loi de l'an IX : c'est celui qui nous semble préférable. Il peut être quelquefois difficile de déterminer le salaire ; mais ce n'est pas là une impossibilité, et l'on s'est encore bien exagéré, du moins d'après nous, cette difficulté. Nous pensons qu'un chef d'usine sait aussi bien ce que gagnent des ouvriers que le gouvernement connaît le traitement

1. Il déclare que, au-dessous de 3 francs par jour, le salaire est insaisissable ; au-dessus, il est saisissable pour $1/5$; les employés ont un traitement complètement insaisissable s'il ne dépasse pas 100 fr. par mois, saisissable pour $1/5$ au-dessus de cette somme. C'est là le point de divergence entre cette proposition et la proposition Loustalot, qui admet que le salaire est entièrement saisissable quand il dépasse 60 fr. par mois.

de ses employés. La rémunération des employés est, pour beaucoup, proportionnelle aux recettes, et, à ce point de vue, il y a grande ressemblance avec le salaire de certains ouvriers. Saisir, comme le veut la loi, le dixième d'un salaire de 3.000 francs, c'est-à-dire 300 francs, c'est prendre au débiteur une partie de l'utile, tandis que c'est souvent empêcher au créancier d'avoir le nécessaire. Nous l'avons dit, le créancier, c'est le boulanger, le boucher, etc., et, s'il ne faut pas permettre à celui-ci de retirer à son débiteur le nécessaire, il ne faut pas non plus permettre au débiteur de vivre dans l'aisance pendant que son créancier est dans la gêne par sa faute.

Quoi qu'il en soit, le système admis définitivement est celui-ci : le salaire de l'ouvrier, quelle que soit la somme à laquelle il s'élève, est saisissable pour $\frac{1}{10}$; le traitement est saisissable pour la même fraction, quand il ne dépasse pas 2,000 fr.

3° Traitement supérieur à 2,000 fr. — Distinction entre les ouvriers, employés et fonctionnaires

Quid du traitement supérieur à 2,000 fr. ? La réponse est simple. Si le débiteur rentre dans une catégorie de fonctionnaires favorisés (marins, militaires, prêtres, etc.), on lui appliquera la loi qui concerne ces personnes. S'il est, au contraire, employé dans une administration privée, la loi actuelle ne lui est pas applicable, et il se trouve dans une situation

identique à celle où il se serait trouvé avant 1895 : les tribunaux décideront souverainement quelle partie est saisissable. Cette solution certaine résulte des travaux préparatoires et du rapport de M. Régismonset au Sénat (2 octobre 1891) ¹. On a vu que, depuis le vote du Sénat, la loi fait une distinction entre les employés et les ouvriers, en ce sens que, pour les premiers, il y a un maximum au-dessus duquel la loi ne s'applique pas ; tandis que, pour les seconds, la loi s'applique sans limite. Il est donc nécessaire de faire une distinction bien nette entre l'ouvrier et l'employé, la règle n'étant pas la même pour les deux. Malheureusement, on ne peut donner une définition bien précise et bien exacte de ces deux mots : un commis est un employé, et une personne que l'on prend pour réparer une boiserie, un ouvrier ; ici, la distinction est facile à faire : il n'en est pas de même dans tous les cas. Ce que la loi a voulu surtout, c'est que l'on mit d'un côté ceux qui ont un traitement difficile à déterminer et ceux qui en ont un fixe ². Et, tout d'abord, il est certain que les courtiers, les commissionnaires en marchandises ne sont pas compris dans notre texte. Ce ne sont pas des ouvriers, cela est certain ; ce ne sont pas non plus des employés, même s'ils reçoivent une rémunération proportionnelle. Au contraire, rentrent

1. V. *Off.* du 2 octobre 1894. (Sénat, documents parlementaires, p. 177.)

2. V. STRAUSS, p. 10, *Commentaire de la loi sur les saisies-arrests des salaires*.

dans le texte les commis voyageurs : ce sont des employés, même s'ils représentent plusieurs maisons. Sont aussi employés les commis qui, à divers titres et sous divers noms, travaillent dans une maison de commerce, tels que caissiers, surveillants, etc., que leur traitement soit fixe ou proportionnel¹. De même il est très difficile d'établir une ligne de démarcation entre les employés et les fonctionnaires. Cette distinction est d'ailleurs peu importante, puisque le législateur fait, dans tous les cas, la même situation pour tous les créanciers, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent : on ne peut que donner des décisions d'espèce. Ainsi, rentrent dans le texte de la loi : les employés de commerce, les artistes dramatiques, le précepteur, le jardinier, le contremaitre, etc., en un mot, celui dont la situation est réglementée par l'article 1780 du Code civ. (ce qui comprend encore les employés dans les trésoreries, les bibliothécaires, les rédacteurs de journaux, les employés de chemins de fer, etc.² En réalité, il n'y a qu'un point important : c'est la distinction à faire entre

1. V. SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *Les lois nouvelles*, n° du 15 février 1895, p. 42 et 43.

2. V. : AUBRY et RAU, t. 4, § 372. — Lyon, 13 novembre 1883 (rap. dans Gaz. du Pal., 84, 1, suppl. 9). — Versailles, 6 janvier 1891 (Gaz. Pal., 91, 1, 228). — Trib. paix Châlons-sur-Marne, 25 avril 1887 (Mon. des Juges de paix, 1887, p. 406). — Cass., 24 janvier 1863 (D. P., 63, 1, 40; 19 août 1867 (D. 67, 1, 372). — Toulouse, 24 juin 1882 (D. 84, 2, 140). — Cass., 24 mai 1876 (S. 76, 1, 320); 26 novembre 1878 (D. 79, 1, 283). — SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *Les lois nouvelles*, n° du 25 février 1895, p. 44.

l'ouvrier et l'employé, puisque la situation n'est pas la même dans les deux cas. Cette distinction est difficile à faire, avons-nous dit ; en effet, ce n'est pas dans la durée du salaire qu'il faut rechercher le critérium, non plus que dans la fréquence des paiements. MM. Schaffhauser et Chevresson proposent un critérium qui nous paraît assez exact : on examine la nature même des travaux accomplis par le salarié. Une occupation manuelle, une adaptation ou transformation des choses matérielles montrent que l'on est en présence d'un ouvrier ; si, au contraire, il s'agit d'un acte où l'intelligence a sa part, et coopère à la réussite d'un commerce, d'une industrie, on est en présence d'un employé. Enfin, les auteurs auxquels nous empruntons ce système, ajoutent qu'il est de la compétence des tribunaux de trancher les difficultés qui peuvent s'élever à ce sujet. En réalité, il s'agit, comme nous l'avons dit plus haut, d'une solution d'espèce : il faudra, dans chaque cas douteux demander au tribunal de décider si l'on est en présence d'un employé ou d'un ouvrier.

Le fonctionnaire ou, plus exactement, l'employé de mairie est-il un de ces salariés dont s'occupe l'article 1780 du Code civil, ou, au contraire, est-il en dehors ? Le Code civil ne traite pas des rapports des employés de mairie avec le maire ; la jurisprudence est divisée, et l'on peut fort bien soutenir qu'ils rentrent dans la catégorie des fonctionnaires. Ils sont fonctionnaires de la commune, comme les employés

de l'État sont fonctionnaires de l'État. D'ailleurs, le mot de fonctionnaire est un de ces mots qui peuvent avoir plus ou moins de compréhension, suivant la manière dont on les définit ; au sens large, il comprend les secrétaires de mairie, les secrétaires d'état-major, etc., et, d'une manière générale, ceux qui ont en main une parcelle de l'un des deux pouvoirs ¹.

4^e Détermination du quantum du salaire (gratifications, logement, frais de route, tant pour cent dans les bénéfices, etc.)

Nous avons dit que la dixième partie du salaire est saisissable. Une question se pose tout de suite : Quel est exactement le quantum du salaire ? Pour connaître le dixième du salaire, il faut savoir quelle elle est la valeur du salaire tout entier : c'est ce que nous allons chercher à déterminer maintenant. L'ouvrier gagne 5 fr. par jour de travail, cette somme constitue le salaire ; mais est-ce tout ? Il y a bien un moyen qui supprime toute une catégorie de difficultés, c'est de s'adresser au tiers saisi ; celui-ci sait parfaitement à combien s'élève le traitement du débiteur. On avait bien senti la difficulté lors de la discussion de la loi au Sénat ; MM. Rattier et Griffé l'avaient signalée, M. Regismonset, le rapporteur, avait répondu sans hésiter : on s'adressera au tiers saisi ;

1. V. SCHAFFHAUSER, *op. cit.*, p. 47 et 48.

tout en ne manquant pas d'ajouter qu'il n'examinerait pas les différents cas douteux qui pouvaient se présenter. Remarquons que la question ne se pose que pour les personnes qui sont régies par le paragraphe 2 de l'article 1^{er} ; pour les autres, il n'y a pas à se demander quel est le montant du salaire, puisque la loi s'applique, quel que soit le montant de ce salaire. Nous avouons que cette réponse ne nous satisfait pas complètement : sans doute, on peut s'adresser au tiers saisi ; mais je suppose qu'il ne réponde pas, car nulle loi ne l'y force, le créancier sera dans le plus grand embarras. La vérité est que le législateur n'a pas prévu le cas que nous examinons. Quelle solution faut-il donner ? Nous n'en voyons qu'une possible et c'est la suivante : le créancier agira dans tel sens qu'il voudra, suivant une appréciation faite par lui de la valeur du salaire, et, dès qu'il viendra devant le juge, il y aura lieu d'examiner s'il ne s'est pas trompé. Cet examen sera fait par le juge des référés, si le créancier a estimé le salaire supérieur à 2,000 fr., ou par le juge de paix, s'il l'a considéré comme inférieur à 2,000 francs ¹.

Dans beaucoup de cas, le salaire ou traitement ne comprend que la rémunération normale journalière ; mais il arrive quelquefois que des gratifications extraordinaires augmentent les appointements de

1. V. en ce sens EMION, *La saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements*, p. 35 et 36.

l'employé ou de l'ouvrier. La question qui se pose est de savoir si ces gratifications rentrent dans le salaire pour le calcul de la quotité saisissable? Un premier système, admettant que ces gratifications font partie du salaire, peut être soutenu : on peut dire, en effet, qu'elles augmentent d'autant le salaire ou traitement, que la loi ne suppose pas que celui-ci soit toujours fixe, que même les travaux préparatoires supposent le contraire ¹. Or ces fluctuations résultent, sinon entièrement, du moins pour une grande partie, des gratifications et suppléments de traitement ; et l'on peut argumenter d'une matière, toute différente, il est vrai, de la vente, où l'on voit le législateur déclarer que les pots-de-vin, épingles, etc., font partie du prix. On ajoute que, si ces gratifications sont souvent répétées, les employés comptent sur ce supplément, et la place est prise et donnée en en tenant compte.

Ce système absolu ne nous satisfait pas ; il en est de même du suivant, soutenu par M. Émion dans l'ouvrage que nous avons cité. L'auteur déclare que les gratifications ne font pas partie du traitement, et il raisonne ainsi : « Le traitement est la somme fixe à laquelle a droit l'employé pour rémunération de son travail. Or, la gratification n'a pas ce caractère :

1. On a vu plus haut que des sénateurs avaient posé cette question : comment saura t-on la valeur du salaire au moment de la saisie? C'est preuve qu'il peut varier.

elle constitue un don fait à l'employé, non pas en rémunération de son travail, mais en récompense de son zèle, de son intelligence et de son assiduité. C'est un don facultatif pour le patron, un don qui peut être fait une année et ne pas l'être l'année suivante, sur lequel l'employé ne doit pas compter, et sur lequel son créancier ne doit pas compter davantage. »

Nous admettons un troisième système qui distingue. Si la gratification est accordée tous les ans, si elle est dans l'usage de la maison, l'employé a vraisemblablement compté sur cette augmentation normale, qui n'est pas aussi facultative pour le patron qu'on veut bien le dire ; l'emploi nouveau a été peut-être accepté comme un avancement et donné à ce titre, alors que le traitement normal de cette place était le même que celui accordé à l'employé dans la fonction qu'il remplissait avant. Il y a même des cas où c'est un droit pour l'ouvrier ou l'employé. Dans ce premier cas, nous admettons que la gratification fait partie du salaire ; si, au contraire, elle est absolument anormale, facultative pour le patron, rare pour l'employé, justifiée par l'existence de faits extraordinaires arrivés dans l'année, alors nous admettons, avec M. Émion, qu'il ne faut pas en tenir compte pour estimer la valeur du salaire, parce que personne, ni l'employé ni le créancier, n'a pu la prévoir.

Au fait, cette question sera peu importante ; car les tribunaux se décideront suivant les circonstances de la cause.

De cette solution que nous avons adoptée, il résulte que le créancier pourra saisir le dixième du salaire augmenté des gratifications, quand celles-ci sont normales et dues à l'ouvrier, sinon en droit, du moins par la force des choses, et que le créancier ne pourra saisir que le dixième du salaire, si les gratifications sont exceptionnelles ¹.

Pour le logement, la nourriture, le blanchissage, etc., qui sont accordés comme supplément de traitement dans certains établissements ², faut-il les compter dans le calcul du salaire? Pour les établissements universitaires, il a été décidé qu'on doit mettre ces suppléments de traitement à l'écart. Pour les autres,

M. Émion admet la négative, ce qui, d'ailleurs, concorde avec la solution qu'il donne sur la question précédente. Nous admettons l'affirmative, sans qu'il y ait lieu pour nous de distinguer entre le cas où le logement est donné dans les établissements eux-mêmes, et le cas où il y a une indemnité de logement ³. Notre

1. V. en sens contraire, sur l'un et l'autre point, Émion, ouvrage cité p. 37, 38. — Régismonet, débats du Sénat, à l'Of. cité : le rapporteur dit que les tribunaux apprécieront. — Strauss, *commentaire sur la loi des saisies-arriérés*, qui est dans le même sens que le rapporteur au Sénat. — Schaffhauser et Chevreton, n° du 15 mars, p. 73 et 74, en note, qui semblent admettre la distinction que nous proposons, tout en posant comme règle que l'on doit comprendre dans le salaire tous les émoluments que le titulaire perçoit, à quelque titre que ce soit.

2. Par exemple, dans les lycées, en ce qui touche les maîtres répétiteurs.

3. Dans ce premier cas, M. Emion pense qu'il n'y a pas de doute et que le logement ne peut être compté dans le salaire. V. Emion, op. cit. p. 38 et 39.

raisonnement est le même que tout à l'heure : si le logement n'était pas fourni, le salaire serait plus élevé ; c'est donc que le logement fait partie du salaire ; c'est, si l'on veut, cette partie du salaire qui est fournié en nature¹.

Naturellement, le dixième saisissable frappera ce logement, qui sera l'objet d'une évaluation.

Le prix des travaux supplémentaires faits en dehors des heures de bureau nous paraissent faire partie du traitement. M. Émion est en sens contraire, sous prétexte que l'on en arriverait à des difficultés insolubles. Nous pouvons répondre que les difficultés peuvent se présenter, si l'on admet telle solution plutôt que telle autre, mais que ce n'est pas une raison pour faire rejeter cette solution. L'auteur ajoute que cette rémunération ne rentre pas dans la définition du traitement : on pourrait dire qu'elle ne rentre pas dans la définition de l'auteur. Ce n'est ni un traitement ni un appointement, dit M. Émion ; mais alors, quel nom lui donner ? C'est quelque chose, un salaire, la rémunération d'un travail ou service rendu ; en tout cas c'est quelque chose qui rentre dans les termes de l'alinéa 1^{er} ou 2 de l'article 1^{er}. Quant à cette raison de l'auteur, c'est un travail que le patron peut donner à un employé ou à un autre, elle ne nous semble pas avoir une grande valeur juridi-

1. V. sur ce point, Émion, *op. cit.*, p. 28 et 39. Schaffhauser, n° du 15 mars, p. 75.

que. En ce qui touche les intérêts dans les bénéfices accordés à certains employés par les maisons de commerce, on reconnaît généralement qu'il faut les faire rentrer dans le traitement pour en calculer le montant. M. Emion est aussi de cet avis : nous lui laissons le soin de concilier cette décision avec les précédentes, surtout de concilier entre eux les arguments qu'il invoque dans ces solutions¹. *Quid* des frais de route ? — M. Émion pense qu'ils ne sont pas compris dans le traitement parce que ces frais « sont le remboursement anticipé des dépenses que le commis voyageur est obligé de faire pour l'exercice de sa fonction : ce n'est pas la rémunération du travail du commis. S'il en est ainsi, toutes les dépenses qui sont obligatoires pour l'exercice de la fonction viennent en déduction du traitement, par exemple les vêtements de travail. Si le commis ne recevait pas le remboursement de ses dépenses de voyage, et n'avait qu'un traitement fixe, ce traitement serait vraisemblablement plus élevé, et cependant l'on ne pourrait

1. V. Schaffhauser n° du 15 mars 1895, p. 73. Émion, p. 40 et 41.— Strauss, p. 11, admet que le traitement est fixé par la rémunération, non compris la remise, et que la remise, fait partie du salaire, c'est-à-dire que l'on pourra en saisir le dixième sans s'inquiéter du montant. Cette remise est quelquefois très importante, surtout si l'employé est zélé, actif, et a l'esprit commercial : on connaît à ce sujet le système très bien organisé de « la guelte et de la déguelte » des grands magasins du Bon-Marché et du Louvre. Un employé nous a dit que, le premier mois, il s'est fait de ce chef 100 francs, et que le quatrième mois, après avoir « attrapé le coup », il se faisait 200 francs, et cette somme a augmenté notablement. Son salaire fixe était de 500 francs par an.

pas déduire ici les frais de voyage. Si le commis reçoit un tant 0/0 sans examen des frais de voyage, la solution sera la même. Ce n'est pas certes le simple fait de mettre à part les frais et la commission qui peut conduire à donner une solution différente, ou alors, on fait dépendre une décision juridique d'une clause accidentelle de la convention des parties ¹. Le point délicat est celui-ci : un voyageur est payé à la commission ; il n'a pas de traitement fixe ni de frais de voyage : la loi nouvelle est-elle applicable ? Non, répond un 1^{er} système ; en effet, il s'agit non pas d'un employé, mais d'un courtier ou commerçant. S'il fait des affaires il sera payé ; mais peut-être pourra-t-il ne rien gagner, une fois ses frais de voyage et autres payés ; peut-être aura-t-il un gain superbe ; s'il ne fait pas d'affaires, il ne touchera rien. C'est donc bien là un commerçant. En conséquence, ce n'est pas un salaire qu'il touche, ce n'est pas non plus un traitement ; donc l'alinéa 1^{er}, de même que l'alinéa 2^o de l'article 1^{er} sont inapplicables ².

Un deuxième système admet que cette commission ne forme pas un traitement, mais constitue un salaire. Ce n'est pas un traitement, car, dans l'esprit de la loi, le traitement est quelque chose de fixe, on peut en dire à tout instant la valeur ; le salaire est cette rémunération variable, indécise, qui subit des fluc-

1. V. Émion p. 41. — Strauss, p. 11.

2. Émion, *op. cit.*, p. 42.

tuations nombreuses par suite du chômage, du manque d'affaires, etc. La commission présente bien les caractères du salaire ; en conséquence, elle pourra être saisie, et le tiers saisi devra retenir par devers lui le dixième de la commission, quel que soit le montant de celle-ci¹. MM. Schaffhauser et Chevreton disent que les personnes dont nous nous occupons rentrent dans le texte de l'art. 1^{er}² ; mais ils n'indiquent pas si c'est dans la catégorie des ouvriers qu'il faut les ranger ou dans celle des employés : d'après les termes qu'ils emploient dans un passage de leur commentaire de la loi de 1895³, il est permis de penser que ces auteurs penchent du côté des employés. A notre avis, M. Strauss emploie un argument qui va directement contre son système ; il dit : « Il peut, malgré tout son zèle (il s'agit de l'employé commissionnaire) et toute son activité, ne pas réussir à traiter des marchés, et, par suite, bien qu'il ait travaillé toute la journée, n'avoir réussi à se procurer aucun gain ; tandis que l'ouvrier qui a passé sa journée à l'atelier est assuré de sa rémunération. » Il y a donc une grande différence entre cette personne et l'ouvrier : or, l'auteur conclut en assimilant le premier ou second. Il ajoute que le législateur a voulu séparer la rémunération variable, indéterminée (salaire), de la rémunération fixe (traitement), et il donne

1. V. STRAUSS, *op. cit.*, p. 10.

2. V. SCHAFFHAUSER, n° du 15 mars 1895, p. 73.

3. V. SCHAFFHAUSER ; *op. cit.*, n° du 15 février, p. 40.

un exemple dans lequel le salaire est fixe, et, par suite, satisfait à la définition que l'on donne du traitement. Tout ceci n'est pas très logique, et prouve qu'il ne faut pas trop faire cas des travaux préparatoires pour trouver l'esprit exact de la loi.

Nous pensons que l'employé à la commission est un employé : sa rémunération est facile à fixer ; on sait le tant pour cent qu'il touche ; on sait ce qu'il a fait d'affaires jusqu'au jour de la saisie ; un calcul très simple indiquera ce qui lui est dû. Quant à dire que le traitement du commis sera très variable, ceci est, tout au plus, vrai dans le début de sa carrière commerciale ; mais après, il n'en sera plus de même, et il touchera tous les ans une somme qui ne variera pas beaucoup d'une année à une autre. Si les affaires vont, le tant pour cent diminuera un peu, cela est certain ; si elles vont mal, il fera peu d'affaires, mais il touchera un tant pour cent plus élevé, cela est forcé. Dans le premier cas, il ne fera pas des bénéfices exagérés ; dans le second, il ne sera pas dépourvu de rémunération, et même il n'aura pas une rémunération par trop minime.

Quid du pourboire ? Il s'agit évidemment des ouvriers ou gens de services. Il y a des maisons dans lesquelles les domestiques ont des gages déterminés, et, de plus, on leur garantit une somme déterminée de pourboires, épingles ou aiguillettes (les noms varient avec les pays). Un premier cas très simple peut se présenter : c'est quand l'année du domestique est

finie, et qu'il n'a pas reçu ce qui est convenu ; un calcul simple indique ce que le maître de maison doit en plus des gages. Nous admettons que, dans cette première espèce, le créancier peut faire une saisie-arrêt du dixième sur cette somme, de même qu'il le peut sur les gages. Dans les autres cas, la solution est différente : il y a des ouvriers qui n'ont comme rémunération que les pourboires, et même certains paient pour occuper tel emploi¹. Dans ce cas, qui va-t-on saisir-arrêter ? Le débiteur de notre débiteur : cela est très vrai et très simple en théorie ; en pratique, le tiers qui doit être saisi, c'est tout le monde ; il n'est donc pas possible de songer à appliquer cette règle. Le patron, en tout cas, est hors de cause, car, à aucun titre, il n'est le débiteur ; quelquefois même il est créancier, comme nous venons de le dire².

Pour terminer sur toutes ces questions controversées, disons qu'en pratique, les choses se passeront très simplement : la jurisprudence interviendra, et les tribunaux rendront, la plupart du temps, des décisions d'espèces.

1. On en a un exemple dans les bonnes des bouillons Duval, qui payaient, pendant l'exposition de 1889, cinq francs par jour pour servir ; il y en avait qui donnaient bien davantage. Les espérances qu'elles fondèrent sur la générosité des provinciaux furent à ce point trompeuses, qu'elles demandèrent la résiliation de leur bail, et la chose reçut une solution judiciaire.

2. V. en ce sens ÉMION, *op. cit.*, p. 43-44.

*3° Variations subies par le traitement pendant la
procédure de saisie-arrêt.*

Supposons le salaire fixe : le juge de paix est toujours compétent, et la loi de 1895 s'appliquera. Mais il n'en est plus de même du traitement : s'il est supérieur à 2,000 fr., la loi ne s'applique plus ; s'il est inférieur à 2,000, elle s'applique. Rien de plus simple quand ce traitement, dont la valeur est connue au moment de la saisie-arrêt, ne change pas pendant toute la durée de la procédure ; mais il peut se faire que le salaire de moins de 2,000 fr. au moment de la saisie-arrêt, soit de plus de 2,000 avant que la procédure soit terminée ; il se peut aussi, et à l'inverse, que, supérieur à 2,000 fr. au début, il tombe au-dessous de ce chiffre au milieu de la procédure : quelles conséquences vont résulter de ces changements ? Rien, dans les travaux préparatoires, ne peut donner d'indication précise. M. Régismanset a bien dit que la date de l'opposition fixait les ressources du débiteur et la procédure à suivre ; mais, au moment où la discussion de la loi touchait à sa fin, ce même sénateur reconnaissait qu'il s'agissait de question d'espèces rentrant dans le domaine du juge. M. Émion pense qu'il faut se montrer favorable au débiteur, et que, en conséquence, on doit admettre que le juge de paix restera compétent. C'est, dit-il, l'esprit de la loi, qui se montre surtout favorable au débiteur ; c'est

l'intérêt du créancier, qui ne verra pas la dette diminuée par les frais ; et ceci compensera au delà la perte qu'il pourra éprouver en ne saisissant que le dixième au lieu du cinquième, s'il s'agit d'un fonctionnaire, par exemple. M. Émion indique quelques moyens permettant d'obvier à cet inconvénient : par exemple, donner mainlevée de la saisie-arrêt, et en faire une autre conforme à la loi antérieure ; par exemple encore, une convention entre le saisi et le saisissant autorisant celui-ci à saisir le dixième jusqu'à 2,000, en vertu de la loi de 1895, et le cinquième du surplus. Cette solution, assez pratique, nous inspire les doutes les plus sérieux : avec ce système on arrive, bon gré mal gré, à donner compétence au juge de paix pour une somme supérieure à 2,000 fr. Quand le tribunal de première instance sera-t-il compétent ? Quand, d'après M. Émion, il y aura un traitement supérieur à 2 000 fr. dès avant la saisie-arrêt. Cette distinction n'est ni dans la loi ni dans les travaux préparatoires ; le rapport de M. Régismanset au Sénat est formel : « C'est le retour au droit commun pour les traitements supérieurs à 2,000 fr., c'est-à-dire l'arbitrage des tribunaux pour les employés ordinaires, et l'application de la loi du 21 ventôse an IX pour les fonctionnaires publics et employés visés par cette loi. » Donc aussi le retour à l'état de choses antérieur pour la procédure ¹. Quand

1. V. ÉMION, *op. cit.*, p. 47 et 48 ; *Off.* du 29 novembre 1894, année 1895 (Sénat, documents parlementaires, p. 176). — SCHAFFHAUSER et

il sera question d'une diminution de traitement, la solution sera la même : le juge de paix sera compétent.

M. Émion admet cette solution ; mais, alors, nous ne voyons pas bien les raisons qu'il peut invoquer pour changer d'avis. « La loi de 1895, dit-il, attribue compétence au juge de paix, compétence exclusive chaque fois que le traitement n'est pas supérieur à 2.000 francs ». D'accord ; mais alors, quand il est supérieur à 2.000 francs, pourquoi M. Émion applique-t-il, par une extension injustifiée, la loi de 1895 ? Est-ce que de ce texte ne se dégage pas un argument *a contrario* très fort qui se retourne contre lui ¹ ? Ceci, d'ail-

CHEVRESSON, n° du 15 mars, p. 85, 86, 87. Ces derniers auteurs invoquent des arguments très sérieux, notamment le Code de procédure, qui déclare que c'est à la date de l'opposition qu'il faut se reporter pour savoir quel sera le juge compétent, et l'article 12 de notre loi, qui déclare « que les effets de la saisie et les oppositions consignées par le greffier sur le registre spécial, subsisteront jusqu'à complète libération du débiteur ». Ces auteurs pensent que la procédure doit être continuée sans s'inquiéter des modifications survenues : encore ne sont-ils pas très fermes dans cette solution. On peut répondre peut-être que l'article 12 a statué *de eo quod plerumque fit*. En effet, l'augmentation sera bien rare, et, quand elle se produira, elle sera très minime. Reste l'argument tiré du Code de procédure, qu'il est difficile de détruire : dans le silence de la loi, on doit revenir au droit commun, et celui-ci est inséré dans le Code de procédure civile. Il nous semble bizarre d'admettre, comme le font certains auteurs, notamment ceux que nous venons de citer, que l'augmentation constitue un simple accessoire du traitement principal. Pour nous, il n'y a pas de traitement principal et de traitement accessoire ; c'est toujours le traitement, mais maintenant augmenté ; et puis, quand cet accessoire cessera-t-il d'être un accessoire pour se confondre avec le principal ? Une gratification est un accessoire, mais non une augmentation de traitement : et la diminution du traitement, quel nom va-t-on lui donner ?

1. Émion, p. 50.

leurs, ne veut pas dire que le créancier pourra saisir plus d'un dixième : sur ce point nous sommes absolument de l'avis de M. Émion ; car, alors, ce serait faire dire au législateur quelque chose de contraire à son intention, telle qu'elle résulte du texte lui-même.

6° *Saisie-arrêt supérieure au dixième du salaire.*

Une remarque est nécessaire en terminant : le législateur a voulu, au moins pour les salaires, que l'ouvrier touchât toujours, et que le tiers saisi payât, dans tous les cas, les neuf dixièmes de la rémunération. Si donc une saisie-arrêt est faite pour une fraction plus forte qu'un dixième ¹ le tiers saisi ne devra la respecter que pour le dixième ; autrement, et sous prétexte de ne pas se faire juge du cas, il violerait manifestement la loi de 1895, qui est une loi d'ordre public au premier chef. Il est bien évident que le créancier qui s'apercevrait lui-même de l'erreur qu'il a commise pourrait de suite la réparer ; il devrait même le faire. Quant au saisi, il ne pourrait pas autoriser le tiers saisi à garder par devers lui une quotité plus forte qu'un dixième, parce qu'il ne peut pas faire indirectement ce que la loi veut empêcher, et qu'il ne doit pas contrevenir à une mesure qui, si elle est prise en sa faveur, est d'ordre public. C'est une pro-

1. Ceci s'applique aux traitements qui ne dépassent pas 2.000 fr. ; pour les autres, on applique le droit commun ou la loi de l'an IX.

tection de la loi qui ne peut être rejetée, même si elle est excessive : cette situation est semblable à celle faite aux incapables, de quelque catégorie qu'ils soient. Enfin, il est certain que les créanciers ne peuvent saisir-arrêter que le dixième du salaire ou du traitement inférieur à 2.000 francs, même si le paiement en est garanti par un privilège.

A propos de privilège, une digression est nécessaire. Il y a des cas, en effet, où les ouvriers jouissent de faveurs particulières, ont un privilège leur permettant d'obtenir leur paiement. L'article 549 du Code de commerce avait subi en 1838 (loi du 28 mars 1838) et en 1889 (loi du 4 mars 1889) des modifications successives tendantes toutes à élargir le cercle des bénéficiaires du privilège que cet article accordait.

D'après la rédaction due à la loi de 1889, « le salaire acquis aux ouvriers directement employés par le débiteur pendant les trois mois qui ont précédé l'ouverture de la liquidation judiciaire ou la faillite, est admis au nombre des créances privilégiées, au même rang que le privilège établi par l'article 2101 du Code civil pour le salaire des gens de service.

« Les salaires dus aux commis pour les six mois qui précèdent le jugement déclaratif sont admis au même rang. »

Les besoins du commerce faisaient désirer un remaniement de cet article, et, dès 1890, des propositions furent faites à ce sujet. La jurisprudence était un peu cause de ces appels au législateur : elle n'ad-

mettait pas que le privilège pût être invoqué par les acteurs, en cas de faillite ou liquidation judiciaire du patron. Ces personnes ne pouvaient rentrer, soit dans la catégorie des commis, soit dans celle des ouvriers ou gens de service. (Tellé est la raison donnée par un arrêt de cassation.) De même, étaient exclus du bénéfice de l'article 549 les commis voyageurs représentant plusieurs maisons à la fois, ou ceux qui, ne représentant qu'une maison, recevaient une rémunération proportionnelle aux commissions qu'ils obtenaient. (V. tribunal de la Seine du 27 janvier 1857, dans Dalloz, 1858, 3, 48. — Paris, 1^{er} février 1892, Dalloz, 1893, 2, 3.) Actuellement, l'article 549 du Code de commerce se trouve modifié une fois de plus par la loi récente du 16 février 1895, insérée au *Journal Officiel* du 19 du même mois. Voici, au surplus, le texte de cette loi :

ARTICLE UNIQUE

« Le dernier alinéa de l'article 549 du Code de commerce est modifié ainsi qu'il suit : Le même privilège est accordé aux commis attachés à une ou plusieurs maisons de commerce, sédentaires ou voyageurs, savoir : s'il s'agit de remises proportionnelles, allouées à titre d'appointements ou de suppléments d'appointements, pour toutes les commissions qui leur sont définitivement acquises dans les trois derniers mois qui précèdent le jugement déclá-

ratif, alors même que la cause de ces créances remonterait à une époque antérieure. » Comme on le voit, c'est une mesure de protection du salaire semblable à celle créée par la loi du 12 janvier 1895, et qui, comme cette dernière, a pour but d'assurer aux travailleurs ce que l'on appelle le « droit au pain ».

S'il faut protéger le salaire contre les agissements d'avides créanciers, il faut aussi le mettre à l'abri des conséquences inévitables d'une faillite ou, d'une manière générale, de l'insolvabilité du patron.

Qu'il y ait beaucoup de saisies-arrêts ou qu'il y en ait peu, l'ouvrier jouira toujours du privilège : une saisie-arrêt ne nuit ni ne profite à l'ouvrier. En est-il de même du créancier ? Le privilège accordé à son débiteur ne lui profitera-t-il pas indirectement ? Sous une autre forme, comment pourra-t-on combiner la loi du 12 janvier 1895 avec l'article 549 du Code de commerce dans sa rédaction nouvelle ?

La combinaison est très simple en théorie : l'ouvrier exercera son privilège sans s'occuper du point de savoir s'il y a ou non des saisies-arrêts entre les mains du patron. Ceci fait, le créancier se conformera aux prescriptions de la loi de 1895 pour saisir le patrimoine de son débiteur (l'ouvrier), y compris les sommes touchées grâce au privilège. Donnons quelques exemples.

Supposons d'abord que le débiteur saisi rentre dans la catégorie des personnes dont s'occupe l'ar-

ticle 1^{er}, al. 1^{er}, de la loi du 12 janvier 1895. Le salaire peut toujours être saisi pour un dixième, quelle que soit son importance ; le créancier pourra donc saisir le dixième des sommes provenant du privilège.

Supposons, au contraire, que le débiteur soit un employé : dans ce cas, la loi ne s'applique que si le salaire ne dépasse pas 2,000 francs par an. Le créancier devra donc s'assurer que les salaires recouvrés à l'aide du privilège et les appointements actuels ne sont pas supérieurs au total, à 2,000 francs ; il pourra alors saisir le dixième. Si le total dépassait 2,000 francs, la loi de 1895 ne serait plus applicable, et il faudrait en revenir au droit commun, c'est-à-dire à l'appréciation des tribunaux ou à l'application des lois spéciales à certains fonctionnaires ¹.

7^e Résumé des explications données sur l'article 1^{er}.

1^o Cet article déroge au droit commun (articles 1166 et 2092 du Code civ.), qui déclare que le patrimoine entier du débiteur répond des dettes de celui-ci.

2^o Il déroge à la loi du 21 ventôse an IX sur les traitements des fonctionnaires publics et employés civils inférieurs à 2,000 francs. Avant la loi de 1895, on pouvait saisir-arrêter entre les mains de l'administration le cinquième du traitement de 1 à 1,000

1. V. ÉMION, *op. cit.*, p. 44 et 45. — SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, n^o du 15 février 1895, p. 41, et n^o du 15 mai, p. 208.

francs ; le quart, de 1,000 à 6,000 francs ; le tiers, de 6,000 francs et au-dessus. Actuellement, on peut saisir-arrêter, en vertu de la loi de l'an IX et conformément à ses dispositions, les traitements de 2,001 francs et au-dessus. Mais, pour les traitements de 2,000 francs et au-dessous, c'est seulement le dixième des 2,000 francs qui est saisissable. Donc, en considérant ce traitement et un traitement de plus de 2,000 francs, mais jusqu'à 2,000 francs seulement, on voit que, d'après la loi de 1895, on saisit 200 francs et, d'après la loi de l'an IX¹, 425 francs, ce qui donne 225 francs de plus qu'avec la loi de 1895. Mais, remarquons bien que c'est la loi de l'an IX ou le droit commun qui s'applique pour le tout, c'est-à-dire depuis 1 franc et non depuis 2,000 francs, quand le traitement est supérieur à 2,000 francs. Cette solution, qui s'impose, n'est pas cependant à l'abri de la critique : l'exemple que nous venons de citer le prouve péremptoirement. Élever à 3,000 francs le taux maximum d'application de la loi, c'est restreindre les critiques, mais non les anéantir. Pour nous, il eût été bien simple d'éviter cette anomalie ; c'était de déclarer que, jusqu'à 2,000 francs, le dixième du traitement du fonctionnaire était saisissable : la loi de ventôse se trouvait ainsi modifiée naturellement, *in parte qua*².

1. $\frac{1}{5}$ sur 1,000 ou 200 francs, plus $\frac{1}{4}$ sur 1,000 ou 225 francs.

2. V. SCHAFFHAUSER, n° du 15 février, p. 37, 38, 48, 49.

ARTICLE 2

« *Les salaires, appointements et traitements visés par l'article 1^{er} ne pourront être cédés que jusqu'à concurrence du dixième.* »

1^o *Historique.*

Cet article, qui était l'article 3 du projet de la commission de la Chambre, était rédigé ainsi : « Les salaires et appointements sont également cessibles pour un dixième. » Ainsi voté par la Chambre, qui lui fit subir et un changement de place et un changement de rédaction, c'est le texte de la commission du Sénat qui constitue l'article 2 de la loi : le changement dans la rédaction est d'ailleurs sans importance. Tous les auteurs admettent de plus que, par ces mots *un dixième*, la loi entend un autre dixième ; c'est ce que le rapporteur au Sénat explique clairement : « C'est à bon droit que la Chambre des députés a voulu garantir l'application loyale de l'article premier du projet en décidant que les salaires et traitements pourraient être cédés pour un dixième, ce que la commission traduit : pour un autre dixième ¹. »

2^o *Aperçu de la cession de créance. — La quotité cessible est égale à la quotité saisissable.*

Le système qui nous occupe maintenant est le

1. V. *Officiel* du 1^{er} octobre 1894. (Sénat, Documents parlementaires, p. 177.)

système de l'incessibilité du salaire, qui exige un aperçu rapide de la cession de créance. Cette matière est régie par les articles 1689 à 1696 du Code civil. La transmission d'un droit par acte entre vifs, moyennant un prix en argent, constitue un transport qui peut porter sur tous les droits actifs : c'est une vente ordinaire qui est régie par les règles ordinaires de la vente, sauf les dérogations apportées par la loi. Si c'est une créance qui est vendue, on est en présence de ce qu'on appelle une cession de créance. Cette cession suppose trois personnes en présence : le cédant propriétaire de la créance, qui joue le rôle de vendeur (c'est dans notre loi le fonctionnaire ou l'ouvrier; le cédé, sujet passif du droit ou plutôt de la créance transmise (c'est le patron ou l'administration débiteur du salaire ou traitement), enfin le cessionnaire, qui est acquéreur de la créance (c'est le créancier de l'ouvrier, le saisissant dans la saisie-arrêt). La seule dérogation apportée par la loi de 1895 au droit commun, est que le débiteur cédant ne peut céder plus d'un dixième de sa créance. Les autres conditions de la cession, ses effets sont réglés par les articles du Code civil indiqués ci-dessus. Si l'on compare l'article 1^{er} et l'article 2, on remarque que la quotité saisissable est la même que la quotité cessible. Le rapporteur de la loi au Sénat, M. Régismonset, explique cette disposition de la façon suivante : « Quoi de plus facile, en effet, pour un débiteur de mauvaise foi,

que de se procurer le bénéfice de l'insaisissabilité complète en cédant l'unique dixième à un compère ! D'un autre côté, grâce à cette limitation, le créancier ne pourra obtenir de son débiteur une cession plus ou moins volontaire hors des limites voulues par la nouvelle loi. » M. Jules Roche, commentant le projet du gouvernement qu'il déposait, s'exprimait de la même façon : « Il faut reconnaître qu'accepter un tel régime (il s'agit de la liberté absolue en matière de cession), c'est donner aux intéressés le moyen de tourner la loi ; car les créanciers obtiendront la cession des salaires, et les ouvriers ou employés s'en trouveront privés comme ils le seraient par une saisie totale. La loi protectrice que les travailleurs réclament et que nous voulons leur donner, doit être envisagée avec toutes ses conséquences ; et, si on veut réellement assurer aux travailleurs le paiement de leur salaire, il faut le garantir contre les entreprises des créanciers, qui pourraient, grâce à la cessibilité totale, réduire à néant toutes les dispositions prises à l'égard de la saisissabilité. »

Dans la séance du conseil supérieur du travail du 28 février 1891, la question fut agitée, et M. Martelin, rapporteur, expliqua la disposition de l'article 2 du projet de la commission ¹ : « Nous sommes parti de cette idée qu'il fallait protéger l'ouvrier et lui in-

1. Cet article était ainsi conçu : « Les salaires et traitements ne pourront également être cédés à un tiers que jusqu'à concurrence du dixième. »

terlire de faire, par un moyen indirect, ce qu'il ne peut faire directement. Nous avons alors admis la même quotité pour la cessibilité que pour la saisissabilité. » Cette opinion était celle de MM. Thevenet, Martelin, Tolain ¹. La loi actuelle assimile la cession à la saisie, en ce sens qu'un dixième est cessible de même qu'un dixième est saisissable ².

3° *Divers systèmes possibles.*

D'autres systèmes étaient possibles : on pouvait déclarer que les salaires de 3 francs et au-dessus par jour, les traitements de 100 francs et au-dessous par mois étaient incessibles absolument ; on pouvait, comme pour la saisissabilité, établir une graduation des fractions cessibles. Il y a d'autres variantes ; mais toutes font parties d'une même catégorie, où la saisissabilité et la cessibilité sont calquées l'une

1. Ce dernier s'exprime ainsi : « Dans la théorie, les deux questions peuvent être séparées d'une manière très nette ; mais, au point de vue des éconômats et des pratiques habituelles de l'industrie, je crains qu'elles ne se mêlent et se confondent. Et comme, dans bien des cas, l'ouvrier n'est pas maître de sa situation, qu'il ne peut se défendre comme il lui plaît, qu'il entre dans l'atelier où il y a de l'ouvrage, on peut prévoir le cas où, tout en lui laissant le dixième, on lui fera faire d'avance l'abandon de toute sa part de cessibilité. » Il y a peut-être exagération à dire que l'ouvrier en passe par où le patron veut et qu'il est un débiteur très docile : autrefois cela pouvait être.

2. V. *Officiel* 1894 du 1^{er} octobre. (Sénat, documents parlementaires, p. 177.) — *Officiel* de 1891, séance du 16 juin 1891. (Chambre, documents parlementaires, annexe n° 1506, p. 1431). — Conseil supérieur du travail, année 1891, p. 83 et suivantes, 156, 195.

sur l'autre. Il reste deux solutions proposées l'une et l'autre au législateur, et qu'il n'a d'ailleurs pas admises.

On peut déclarer insaisissable le salaire de l'ouvrier ou le traitement de l'employé par neuf dixièmes, et cependant lui laisser la liberté pleine et entière de le céder dans telle proportion qu'il le jugera bon. Les arguments que l'on peut invoquer sont les suivants : limiter le droit de cession de l'ouvrier, c'est porter atteinte à sa liberté ; c'est le mettre en tutelle ; c'est le traiter en incapable contrairement aux principes du Code civil, tels qu'ils résultent de la théorie de l'incapacité ; c'est lui retirer la libre jouissance de ses biens. Il est vrai que l'on répond que cette objection peut être faite pour toutes les lois édictant des mesures protectrices de l'ouvrier. — Un second argument est tiré du crédit de l'ouvrier : son crédit sera considérablement restreint, sinon anéanti ; il pourra même en résulter la misère pour l'ouvrier. Il faut penser aux cas fréquents de chômages, maladies, grèves, etc., cas dans lesquels le crédit de l'ouvrier jouera le rôle principal ; car réduire son droit de disposition, c'est réduire évidemment son crédit. Dans le système adverse on ne nie pas que quelquefois des situations malheureuses se présentent ; mais on répond que le crédit de l'ouvrier est surtout moral, et que sa conduite honnête et laborieuse constitue son meilleur répondant. Enfin, c'est une loi d'ordre public, et il ne faut pas que l'ouvrier puisse la violer indirectement, d'autant plus qu'elle nuira seulement

aux créanciers qui veulent surprendre la bonne foi de l'ouvrier ou abuser de sa situation embarrassée. Quoi qu'il en soit de la valeur de ce système, on remarquera que le législateur de 1891 votait une loi sur la saisie-arrêt des salaires dans laquelle il n'y avait aucune disposition relative à la cession du salaire. On sait que la délibération fut ajournée¹.

Un autre système a été proposé au conseil supérieur du travail, dans la séance du 28 février 1891, par M. Gibaut; mais il a été repoussé. Ce système consiste à admettre une quotité de cessibilité différente de celle de la saisissabilité: par exemple, le salaire est saisissable pour un dixième et cessible pour un cinquième ou même pour une fraction plus forte. Les arguments que l'on peut invoquer à l'appui sont les mêmes que ceux donnés pour soutenir la cessibilité absolue. M. Hector Depasse était dans le sens de l'auteur de l'amendement. La proposition formulée par M. Gibaut était rédigée ainsi: « Les salaires et traitements ne pourront être cédés à un tiers que jusqu'à concurrence de 15 % ». Si l'on rapproche cette solution de celle admise pour la saisissabilité, on permet à l'ouvrier de céder trois vingtièmes, et on n'autorise la saisie que pour deux vingtièmes. La différence est d'un vingtième, soit (pour prendre un chiffre) sur 2.000 francs de 100 francs; l'écart n'est

1. V. *Officiel* de 1893, séance du 13 novembre 1890. (Chambre, documents parlementaires, annexes n° 992, p. 1299 et 1301). — *Officiel* 1891 séance du 10 juin 1891. (Chambre, débats, p. 1195.)

donc pas aussi grand qu'on pourrait le supposer tout d'abord.

Le système de la loi de 1895 est que l'ouvrier peut céder un dixième de son salaire ; il peut être privé des deux autres dixièmes, en sorte que le salaire tout entier peut être réduit de trois dixièmes ; mais c'est là un maximum qui ne sera pas en général dépassé.

4^e Comment se fait la cession. — Ses effets

La cession, la loi ayant gardé le silence, se fait conformément au droit commun, tel qu'il est indiqué par le Code civil.

La cession étant le plus souvent faite à titre de vente, le consentement des parties est suffisant pour rendre celle-ci valable à l'égard du cédant ou du cessionnaire (article 1583 du Code civ.), sauf, bien entendu, les difficultés de la preuve. Le cédant délivre la chose (ici la créance) en donnant le titre ainsi que l'indique l'article 1689 du Code civil: « *Dans le transport d'une créance..... la délivrance s'opère entre le cédant et le cessionnaire par la remise du titre.* » Il est bien clair que cet article ne s'applique que dans la mesure du possible ; bien souvent, il n'y aura pas de titre ; par suite, il ne pourra être question de la remise du titre constatant la créance. La question présente rarement de l'intérêt ; en effet, la difficulté réside surtout dans la preuve ; or, ici, il s'agit de créances qui sont bien souvent au-dessous de 150 francs, en

sorte que, pour toutes les contestations, la preuve orale sera admise. Quant au cessionnaire, il faut qu'il justifie d'un transport régulier, soit authentique, soit sous signatures privées : telle est la situation entre les parties ¹.

A l'égard des tiers, la situation est toute différente, et la loi ne les considère comme prévenus que lorsque les conditions exigées par l'article 1690 sont remplies : il faut « *une signification du transport faite au débiteur cédé.* » Il a toutefois une condition équivalente à la signification ; « *néanmoins, le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport faite par le débiteur dans un acte authentique.* » Pour la signification, il faudra employer le ministère d'huissier ². L'acceptation doit être authentique, d'après la loi ³. Il n'y a pas de délai fatal pour exécuter les conditions exigées par l'article 1690 ; toutefois, les actes conservatoires (inscription d'hypothèque, saisie-arrêt, etc.) sont permis au cessionnaire.

1. V. SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, n° 15 février 1893, p. 50. — ÉMION, p. 54. — STRAUSS, p. 13.

2. Ce sera un exploit remplissant toutes les conditions et produisant tous les effets de ces sortes d'actes, notamment l'authenticité, la date certaine, la force probante. Il sera fait à personne ou domicile, quel que soit le requérant, cédant ou cessionnaire. La convention de transport pouvant être verbale et l'étant même le plus souvent pour le salaire, l'exploit servira à prévenir le cédé qu'il a changé de créancier ; on ne donnera donc pas toujours copie du transport.

3. Elle peut l'être, soit si l'on accepte dans un acte authentique, soit si l'on dresse un acte spécial pour la constater. Il résulte *a contrario* du texte de l'article 1690 qu'une acceptation par acte privé ou par paroles n'est pas suffisante à l'égard des tiers : elle forcerait le débiteur à réitérer son acceptation dans un acte authentique.

Les tiers qui ont besoin d'être prévenus sont : le débiteur cédé, qui ne connaît qu'un créancier jusqu'à preuve contraire ; le cédant. Il en résulte notamment que : « *Si, avant que le cédant ou le cessionnaire eût signifié le transport au débiteur, celui-ci avait payé le cédant, il serait valablement libéré.* » Cette première conséquence est déduite par l'article 1691. Il en résulte encore que la compensation ne peut plus être opposée après la notification du transport (art. 1295), et que, s'il s'agit d'un titre exécutoire, l'exécution doit être précédée de la signification. (Art. 2214, Code civ.) Les autres tiers sont les autres cessionnaires de la créance cédée, les créanciers qui ont la chose en gage (art. 2075 et 1690), les créanciers chirographaires du cédant (art. 2092), qui doivent être prévenus que leur gage est diminué.

Il peut se faire que l'ouvrier ait cédé sa créance à un autre. Si c'est postérieurement à la signification du transport par le premier cessionnaire, la cession dernière est nulle, et il n'y a pas de difficulté ; si c'est avant, qu'arrive-t-il ? Le premier qui fera la signification sera préféré tout de même que le créancier hypothécaire qui fait transcrire sa créance le premier est préféré à tous autres, même à ceux qui ont une hypothèque antérieure. Supposons que la signification soit du même jour : si la date est mise en entier et si cette date contient l'heure, il n'y a pas de difficulté ; s'il n'y a que le jour d'indiqué, il faut admettre que les deux cessions viendront en concours.

La cession comprend les accessoires de la créance ; sur ce point, l'article 1692 s'exprime ainsi : « *La vente ou cession d'une créance comprend les accessoires de la créance, tels que caution, privilège et hypothèque* » Ce cas se présentera rarement pour le salaire, parce que la créance ne comportera jamais de tels accessoires.

L'article 1693 règle la garantie de droit ou garantie due, quand il n'a été rien dit : « *Celui qui vend une créance doit en garantir l'existence au temps du transport, quoiqu'il soit fait sans garantie.* » Il arrive souvent que les parties ajoutent à la loi, et admettent une garantie plus sévère ; pour notre cas, cette convention est licite, la loi ne l'ayant pas défendue. L'ouvrier peut garantir la solvabilité du débiteur. Dans le doute, ou doit déclarer qu'il s'agit seulement de la solvabilité présente ; l'article 1694 est formel : « *il ne répond de la solvabilité du débiteur que lorsqu'il s'y est engagé, et jusqu'à concurrence seulement du prix qu'il a retiré de la créance* » ; de même, article 1695 : « *lorsqu'il a promis la garantie de la solvabilité du débiteur, cette promesse ne s'entend que de la solvabilité actuelle, et ne s'étend pas au temps à venir, si le cédant ne l'a expressément stipulé* ». La garantie de solvabilité future pourrait être promise avec clause portant qu'un commandement préalable, une discussion des biens du cédé ne seraient pas nécessaires.

Il y a en droit civil une question très discutée, et

qui n'a aucun intérêt ici. Voici l'espèce : une cession étant faite, une saisie-arrêt intervient, puis la cession est signifiée ; il peut même se faire que, postérieurement à cette signification, une saisie-arrêt intervienne, etc. La solution est très délicate, et les difficultés en face desquelles on se trouve sont souvent inextricables. Avec la loi de 1895 les choses se passent simplement, parce que les cessionnaires ne viennent pas en concours avec les saisissants. Chaque catégorie de créanciers a sa portion du salaire, bien distincte ; chaque saisissant ne peut être en conflit qu'avec un autre saisissant : il en est de même d'un cessionnaire.

Pour terminer avec l'article 2, il nous reste à faire une remarque : le législateur de 1895 a fait cadrer, et avec intention, la cessibilité avec l'insaisissabilité. A ce point de vue, il n'a fait qu'appliquer à un cas spécial une règle admise en droit civil, à savoir que ce qui est insaisissable est incessible, et dans la même mesure¹. Il ne faudrait pas donner à cette règle un caractère trop absolu ; il y a des exceptions remarquables : les rentes sur l'État, par exemple.

1. Par exemple, sont insaisissables et incessibles : les droits d'usage, d'habitation, d'une succession future (art. 1130, 1600 Code civ.) ; les pensions militaires et civiles, pensions de la Légion d'honneur, de la caisse des retraites pour la vieillesse. — En plus, il faut remarquer que, si telle chose n'est saisissable que pour une fraction déterminée, elle est incessible pour la même quotité.

ARTICLE TROISIÈME

« *Les cessions et saisies faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 203, 205, 206, 207, 214, 349 du Code civil, ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent.* »

Cet article n'a fait l'objet d'aucune discussion aux Chambres, et il est par lui-même très clair ; l'exception qu'il apporte à la règle formulée en l'article premier, et à celle de l'article deuxième, se comprend d'elle-même. Les textes visés par l'article qui nous occupe sont ainsi conçus :

Art. 203. « *Les époux contractent ensemble, par le fait seul du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants.* »

Art. 205. « *L'enfant doit des aliments à ses père et mère ou autres ascendants dans le besoin ; la succession de l'époux prédécédé en doit, dans le même cas, à l'époux survivant : le délai pour les réclamer est d'un an à partir du décès, et se prolonge, en cas de partage, jusqu'à son achèvement.* » *La pension alimentaire est prélevée sur l'hérédité ; elle est supportée par tous les héritiers et, en cas d'insuffisance, par tous les légataires particuliers, proportionnellement à leur émolument. Toutefois, si le défunt a expressément déclaré que tel legs sera acquitté de préférence aux autres, il sera fait application de l'article 927 du Code civil.* »

Art. 206. « *Les gendres et belles-filles doivent égale-*

ment, et dans les mêmes circonstances, des aliments à leurs beau-père et belle-mère; mais cette obligation cesse : 1^o lorsque la belle-mère a convolé en secondes noces, 2^o lorsque celui des époux qui produisait l'affinité, et les enfants issus de son union avec l'autre époux sont décédés. »

Article 207. « Les obligations résultant de ces dispositions sont réciproques. »

Article 214. « La femme est obligée d'habiter avec le mari et de le suivre partout où il juge à propos de résider ; le mari est obligé de la recevoir et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état. »

Article 349. « L'obligation naturelle qui continuera d'exister entre l'adopté et ses père et mère, de se fournir des aliments dans les cas déterminés par la loi, sera considérée comme commune à l'adoptant et à l'adopté, l'un envers l'autre ».

L'article troisième est exceptionnel de sa nature, c'est dire que l'interprétation restrictive s'impose. De là, nous tirons les conséquences suivantes : les articles cités par le texte sont les seuls à faire exception aux articles 1 et 2 de la loi de 1895, et, notamment, les articles 259, relatifs à la pension alimentaire en cas de divorce (cet article est abrogé en tant qu'exception au droit commun, loi du 18 avril 1886), et 268 relatif également à la pension alimentaire de la femme demanderesse ou défenderesse en divorce pendant l'instance (cet article est aussi abrogé par la loi

de 1886) ne rentrent pas dans le texte de l'article 3¹.

Les fournisseurs de choses nécessaires pour la vie, et notamment d'aliments, sont créanciers de dettes alimentaires ; cependant, ils ne rentrent pas dans le texte de notre article, et, par suite, sont régis par le droit commun, c'est-à-dire par l'article premier. On peut regretter que le législateur n'ait pas fait l'assimilation². S'il y a plusieurs créanciers, la réglementation n'est pas sans difficulté : cela tient à ce que le législateur n'a pas dit sur quelle partie du salaire pourrait agir le créancier de l'article 3, et aussi à ce que les travaux préparatoires ne fournissent aucun renseignement. Nous pensons que ce créancier pourra concourir avec les autres sur le dixième accordé par l'article 1^{er}, et ensuite, s'il n'a pas touché ce à quoi il a droit, il aura action sur tout le reste du salaire. Cette situation désastreuse est adoucie par les tribunaux et, indirectement au moins, par l'article 280 du Code civil, qui est ainsi conçu : « *Les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame, et de la fortune de celui qui les doit* »³. »

ARTICLE QUATRIÈME

« Aucune compensation ne s'opère au profit des

1. V. en ce sens : ÉMION, *op. cit.*, p. 60 et 61. — SCHAFFHAUSER, *op. cit.* n° du 1^{er} mars 1895, p. 54.

2. V. SCHAFFHAUSER, p. 54.

3. V. SCHAFFHAUSER, *op. cit.*, n° du 1^{er} mars 1895, p. 54 et 55. — ÉMION, *op. cit.*, p. 62 à 66.

patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers, et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois : 1° Des outils ou instruments nécessaires au travail ; 2° Des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage ; 3° Des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets. »

*1° De la compensation admise par la loi de 1895,
et de ses effets.*

Les textes auxquels l'article 4 fait allusion sont :

L'article 1289 du Code civil, ainsi conçu : « *Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, il s'opère entre elles une compensation qui éteint les deux dettes, de la manière et dans les cas ci-après exprimés. »*

Les articles 1290 : « *La compensation s'opère de plein droit par la seule force de la loi, même à l'insu des débiteurs ; les deux dettes s'éteignent réciproquement, à l'instant où elles se trouvent exister à la fois, jusqu'à concurrence de leur quotité respective. »*

1291 : « *La compensation n'a lieu qu'entre deux dettes qui ont également pour objet une somme d'argent, ou une certaine quantité de choses fongibles de la même espèce, et qui sont également liquides et exigibles. »*

1293 : « *La compensation a lieu quelles que soient les causes de l'une ou l'autre des dettes. »*

Dans les cas où la compensation sera permise, le patron pourra l'opposer même à un cessionnaire, sauf s'il a accepté purement et simplement cette cession. (Article 1295.) Dans les autres cas, ce sont les règles formulées par le droit civil qui s'appliqueront.

La loi n'a parlé que des ouvriers, et l'on pourrait dire que les employés sont traités autrement. Nous ne le pensons pas, et nous admettons que le texte s'applique aux employés : 1° les raisons de décider sont les mêmes. On a voulu obvier aux inconvénients des économats, qui accordaient des avances trop longues ; les paiements s'y réglaient par compensation. Nous admettons, avec M. Jules Simon, que l'intérêt de l'ouvrier est de payer comptant : l'ouvrier sait mieux ce qu'il fait ; il n'a pas une tendance trop grande à admettre comme un axiome ce mot « qui a terme ne doit rien », et à faire des dépenses exagérées. La situation des économats va être plus précaire depuis la loi de 1895, et aussi celle des maisons dites « maisons d'abonnements », ce qui est peut-être regrettable quant à ces dernières. — 2° la situation indiquée par notre article sera surtout celle de l'ouvrier ; la loi a donc statué *de eo quod plerumque fit*. Il serait peut-être plus nécessaire qu'on ne le pense d'insérer le mot « employé » dans le texte ; car cet article est une exception au droit commun, en tant qu'il défend la compensation, et un texte peut à juste titre paraître nécessaire.

La compensation étant interdite, le patron se

trouve créancier ordinaire, et, par suite, vient en concours avec les autres créanciers sur le dixième saisissable. Il ne pourrait pas obtenir de l'ouvrier, par convention, une situation différente; la loi est en effet d'ordre public.

La compensation étant admise par l'article 4, les règles générales sur la compensation s'appliqueront :

1° Ainsi une signification de cession faite après que la compensation s'est produite est nulle. (V. art. 1295, al. 2, du Code civil.)

2° La dette compensable étant postérieure à la cession et à la signification de celle-ci, la cession est valable; car le cédant n'était plus créancier.

3° L'acceptation de la cession par le débiteur cédé empêche celui-ci d'opposer la compensation au cessionnaire. (Art. 1295, al. 1, Code civ.)

4° La saisie-arrêt faite après que la créance du patron a pris naissance est valable, et la compensation ne peut s'opérer à son préjudice: il a un droit acquis. (Article 1298 du Code civ.)

5° La saisie-arrêt qui serait postérieure à la dette de l'ouvrier envers le patron, serait nécessairement nulle comme n'ayant plus de fondement.

9° Pour la partie de la somme qui ne se compense pas, le patron, resté créancier de son ouvrier, pourra agir comme un créancier ordinaire sur le dixième saisissable ¹.

1. Ceci suppose que la compensation ne peut se produire par suite de circonstances de fait: par exemple, l'ouvrier n'est plus chez le patron créancier.

Ces exceptions, qui ne constituent qu'un retour au droit commun, s'expliquent d'elles-mêmes; elles ne s'appliquent qu'autant que la dette de l'ouvrier est envers l'employeur : toute autre personne aurait la qualité d'un créancier ordinaire ¹.

ARTICLE CINQUIÈME

« Tout patron qui fait une avance en espèces, en dehors du cas prévu par le paragraphe 3 de l'article 4 qui précède, ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le dixième du montant des salaires ou appointements exigibles. — La retenue opérée de ce chef ne se confond, ni avec la partie saisissable ni avec la partie cessible portée en l'article 2. Les acomptes sur un travail en cours ne sont pas considérés comme avances. »

1^o Historique.

Le texte proposé à la Chambre en 1893 formait l'article 2, et était ainsi conçu : « Tout patron qui fait une avance en espèces ou en fournitures consistant seulement en outils et instruments nécessaires au travail, ou en matières et matériaux dont les ouvriers

1. Voir, sur cet article 4 : ÉMION, *op. cit.*, p. 66 à 74. — SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, n^o du 1^{er} mars 1893, p. 55 à 61. — *Officiel* du 1^{er} octobre 1894. (Sénat, documents parlementaires, p. 177). — Conseil supérieur du travail, séance du 28 février 1891, (année 1891, p. 80 à 83). — *Officiel* de 1893, séance du 27 juin 1893. (Chambre, débats, p. 1854, 1855, 1856).

et employés ont la charge et l'usage, ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le dixième du montant des salaires ou appointements exigibles. La retenue opérée de ce chef ne se confond, ni avec la partie saisissable, ni avec la partie cessible portée en l'article 3: les acomptes sur un travail en cours ne sont pas considérés comme avances. »

A noter dans le texte le mot « employé », qui figure à côté du mot « ouvrier », et qui a disparu dans le texte de la loi sans qu'on sache les raisons de cette disparition. Nous avons cependant admis qu'il faut le suppléer dans l'article 4.

Le texte de la Chambre fut modifié au Sénat ; on le dédoubla, et on en forma les articles 4 et 5. M. Regismanset donne les raisons de cette modification dans son rapport au Sénat. Il s'exprime ainsi :

« Tellé est l'économie de l'article 2 voté parla Chambre. Peut-être aurait-on pu supprimer ces diverses distinctions, et s'en tenir au principe fixant dans tous les cas au dixième la quotité saisissable du salaire: la loi y aurait certainement gagné en simplicité et en clarté ; mais l'ouvrier aurait pu être atteint dans son crédit. Aussi votre commission a-t-elle cru devoir maintenir les dérogations proposées par la Chambre, en décidant toutefois que ces diverses espèces ne comportaient pas la même solution. Ainsi, il ne lui a pas paru équitable de faire une assimilation complète, pour le recouvrement de

l'avance, entre le prêt d'argent d'une part, et de l'autre la fourniture des outils et des matériaux. S'inspirant de la rédaction même du conseil supérieur du travail, la commission vous propose : d'abord de décider..... » ; et le rapporteur indique l'économie des articles 4 et 5 de la loi actuelle.

Le conseil supérieur du travail, auquel le rapporteur a fait allusion, avait admis la décision suivante :

« II. Des avances en espèces faites par le patron ne pourront donner lieu, à son profit, qu'à une retenue du dixième de la somme avancée. Les acomptes sur un travail en cours ne sont pas considérés comme des avances.

III. « Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers, et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois : 1° des outils ou instruments nécessaires au travail ; 2° des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage. »

2° Des acomptes et des avances.

La question de savoir ce qu'il faut entendre par un acompte ou une avance, fut discutée longuement au conseil supérieur du travail à la séance du 28 février 1891. Un acomptenous paraît un paiement partiel d'une somme que le patron a l'habitude de payer,

d'un seul coup et à une époque plus reculée, pour un travail en cours ou terminé. Par exemple, un patron qui paie tous les quinze jours doit, au bout de la première quinzaine, un certain salaire à ses ouvriers comme rémunération du travail accompli pendant ce temps. Si, au bout de 8 jours, un ouvrier vient lui demander une somme, représentant 4 jours de travail par exemple, il y a là un acompte. Je suppose que le même ouvrier demande, à la fin de la quinzaine, au patron de lui donner la même somme, alors qu'il a déjà reçu sa quinzaine, ce n'est plus là une rémunération d'un travail fait ou en cours : dans ces conditions, il y a une avance. Cette distinction est admise par MM. Hector Depasse, Ricard, qui pose très nettement la distinction, Seydoux, Favette, Rochet, Mesureur, Mazurier. — Le rapporteur, M. Martelin, ne l'admet pas, et s'exprime ainsi : « Les sommes remises en compte avant l'échéance représentent des avances, et non pas, à proprement parler, des acomptes. » Donc, un acompte sur un travail effectué ou même en cours n'est pas une avance, et c'est le sens admis par le législateur, dans l'article 5, p. 3.

Cette disposition de la loi est très favorable à l'ouvrier : le patron, ne craignant aucune lenteur dans la procédure de recouvrement de ses avances, sera plus disposé à en faire ; l'ouvrier, de son côté, n'aura pas à craindre pour son crédit, le patron ne pouvant se rembourser que par dixièmes. La distinction faite par

le Sénat entre ces avances et celles de l'article 4, alinéas 1 et 2, se comprend donc très facilement.

N'oublions pas que ce dixième ne se confond, ni avec le dixième de l'article 1^{er}, ni avec le dixième de l'article 2. Il en résulte que le patron, ne pouvant pas être en concours avec les deux classes de créanciers des articles 1 et 2, ne peut craindre des difficultés de ce chef. La situation du patron varie donc suivant la qualité de sa créance : 1^o il a des créances ordinaires pour lesquelles aucune faveur ne lui est accordée ; 2^o il a des créances qui, vu leur caractère, peuvent se compenser avec ce qui lui est dû par l'ouvrier ; 3^o il y en a enfin pour lesquelles il n'a qu'un droit de remboursement successif et par dixièmes.

Enfin, dernière observation, cet article 5 est, comme tous les précédents, d'ordre public. Il en résulte que les parties ne peuvent y déroger, que la dérogation peut être invoquée par toutes personnes, qu'elle ne se prescrit jamais, que le juge devra constater, en tout état de cause, la nullité, qu'enfin aucune exécution totale ou partielle ne peut valider cette convention ¹.

1. V., sur tous ces points : SCHAFFHAUSER et CHEVRESON, *op. cit.*, n^o du 1^{er} mars 1893, p. 61 à 63. — ÉMION, *op. cit.*, p. 74 et 75. — STRAUSS, p. 42 et 43. — Conseil supérieur du travail (année 1891, p. 74 à 79, 152, 159, 193). — *Officiel* du 1^{er} octobre 1894 (Sénat, documents parlementaires, p. 177) ; *Off.* du 28 novembre 1894 (Sénat, débats, p. 924) ; *Off.* du 3 janvier 1895 (Chambre, documents parlementaires, p. 2240, séance du 22 décembre 1894, annexe n^o 1103) ; *Off.*, 1893, séance du 27 juin 1893 (Chambre, débats, p. 1855 et 1856).

TITRE II

PROCÉDURE DE SAISIE-ARRÊT SUR LES SALAIRES ET PETITS TRAITEMENTS

1^o *Notions générales sur la procédure de saisie-arrêt en droit commun*

Avant d'étudier le titre II^o de notre loi, il est nécessaire, pour bien voir l'étendue des dérogations apportées à la théorie de la saisie-arrêt ordinaire, de donner un aperçu rapide de cette procédure. D'ailleurs, à propos de chaque article et de chaque point controversé, nous dirons si la loi de 1895 a fait une application du droit commun, ou si, au contraire, elle y a dérogé, et, dans ce dernier cas, la portée de la dérogation et sa valeur. Après cet exposé général de la saisie-arrêt, et avant celui du titre II^o, il nous faudra indiquer les motifs qui ont poussé le législateur à établir une procédure spéciale. A ce propos, l'exposé des motifs des diverses propositions de lois, des divers projets et les débats nous fourniront la réponse. Et d'abord, quelle est la procédure de saisie-arrêt ordinaire ? Nous avons indiqué plus haut ce qu'il faut entendre par une saisie-arrêt ; nous ne reviendrons pas sur ce point. Nous rappellerons seulement que la saisie-arrêt est l'acte par lequel un créancier arrête entre les mains d'un tiers les sommes et objets mobiliers qui sont dus ou qui appartiennent à son débiteur, et par suite duquel il obtient, jusqu'à

concurrence de ce qui lui est dû, la délivrance de ces sommes ou du prix provenu de la vente de ces objets. Cette définition contient en elle la définition légale qui est en germe dans l'article 557 Code de procédure civile, ainsi conçu : « *Tout créancier peut....., saisir-arrêter entre les mains d'un tiers les sommes et effets appartenant à son débiteur, ou s'opposer à leur remise.* » — Ceci dit, on peut, pour étudier la procédure normale de la saisie-arrêt, diviser celle-ci en quatre parties : 1° signification de l'exploit de saisie-arrêt au tiers saisi ; 2° dénonciation de l'exploit au saisi ; 3° dénonciation de la demande en validité au tiers saisi ; 4° distribution des objets saisis-arrêtés. Voyons très rapidement chacune de ces quatre parties, et d'abord signification de l'exploit.

PREMIÈRE PARTIE. — Signification de l'exploit de saisie-arrêt au tiers saisi.

Elle est faite par le créancier. — Une question préalable se pose immédiatement : Qui peut faire la saisie-arrêt ? C'est « tout créancier », dit l'article 557, cité tout à l'heure ; mais cet article a soin d'ajouter « *en vertu de titres authentiques ou privés* ». — L'article 558, suivant nous, indique qu'elle peut avoir lieu, même quand le créancier n'a pas de titre : « *S'il n'y a pas de titre, le juge du domicile du débiteur, et même celui du domicile du tiers saisi, pourront, sur requête, permettre la saisie-arrêt ou opposition.* » En résumé, le créancier peut faire saisie-arrêt quand il a un titre authentique ou privé, ou,

n'ayant pas de titre, quand il a obtenu une autorisation du juge. Le titre peut être, par exemple, une décision judiciaire constatant que telle personne est créancière; ce peut être encore un acte notarié constatant la créance du saisissant, par exemple une obligation. L'écrit peut même être un simple acte sous signatures privées : tel serait le cas d'un acte authentique nul qui aurait été signé des parties. Mais il faut au moins une décision du juge; s'il n'y avait pas de titre ou d'autorisation du juge, la saisie-arrêt serait certainement nulle : cela résulte implicitement, mais très certainement, des articles 557 et 558, déjà cités. Le créancier va donc signifier au tiers débiteur de son débiteur qu'il arrête et saisit les sommes qu'il peut lui devoir. Pour cela, le créancier va s'adresser à l'huissier, qui rédigera un exploit contenant, outre les indications générales à tous les exploits, les mentions suivantes : 1° les noms et qualités du saisi¹; 2° le titre qui permet de faire la saisie-arrêt; 3° la somme pour laquelle on saisit-arrête; 4° l'élection par le créancier d'un domicile au lieu où est le domicile du tiers saisi. Ces trois dernières mentions sont exigées par l'article 559 Code de proc. civ., qui s'exprime ainsi : « *Tout exploit de saisie-arrêt ou opposition fait en vertu d'un titre, contiendra l'énonciation du titre et de la somme*

1. V. article 1^{er}, décret du 18 août 1807, qui prescrit les formes à suivre pour les saisies-arêts ou oppositions entre les mains des receveurs ou administrateurs de caisses ou de deniers publics.

pour laquelle elle est faite ; si l'exploit est fait en vertu de la permission du juge, l'ordonnance énoncera la somme pour laquelle la saisie-arrêt ou opposition est faite, et il sera donné copie de l'ordonnance, en tête de l'exploit. Si la créance pour laquelle on demande la permission de saisir-arrêter n'est pas liquide, l'évaluation provisoire en sera faite par le juge. L'exploit contiendra aussi l'élection de domicile dans le lieu où demeure le tiers saisi, si le saisissant n'y demeure pas, le tout à peine de nullité. » La saisie-arrêt est faite généralement par un huissier ; elle peut l'être par un porteur de contraintes, quand la saisie est pratiquée par le Trésor public pour le paiement de contributions directes ¹. La loi, pour prévenir les abus, édicte les dispositions suivantes : 1° D'abord, le tiers saisi peut habiter en dehors du territoire continental ; dans ce cas, et par exception à l'article 69, p. 9 ², l'article 560 du Code de pr. dit que l'exploit sera signifié à personne ou à domicile, conformément aux règles prescrites pour les significations faites dans les colonies, ou suivant les formalités usitées dans le pays où cette signification doit avoir lieu ³. — 2° Le tiers saisi peut être trouvé en France : dans ce cas, une

1. V. GARSONNET, *Cours de procédure*, p. 731, t. III.

2. Ce texte autorise les assignations au procureur de la République du tribunal où la demande est portée ; celui-ci vise la copie, l'envoie au ministre compétent, quand il s'agit d'une personne qui ne demeure pas en France, en Algérie ou en Europe, alors même qu'elle serait sur territoire français.

3. V. article 73 Code de pr., pour les délais accordés, 74.

signification à personne produit ses effets immédiatement, sans cependant que le tiers soit tenu de répondre des paiements faits par ses employés non prévenus, ce qui est naturel ¹. — 3° Le tiers saisi n'ayant qu'une résidence sera assigné en cet endroit, conformément à l'article 69, p. 8, pourvu que cette résidence soit connue; si elle ne l'est pas, on appliquera l'article 69, p. 8, *in fine*. Deux copies seront rédigées; l'une sera affichée dans l'auditoire du tribunal; l'autre sera donnée au procureur de la République. — 4° Le tiers saisi peut être un mineur. Ce cas n'offre aucune difficulté, et la signification sera valablement faite au tuteur, son représentant légal. Il n'en serait pas de même d'un mandataire. L'article 561 prévoit le cas où le tiers saisi est une administration: la signification sera faite à la personne préposée pour la recevoir, et celle-ci sera tenue de signer l'original; à son refus, l'huissier demandera au procureur de la République de mettre son visa.

Cette disposition tient à ce que, parmi les receveurs, dépositaires ou administrateurs, il y a une personne spécialement chargée de recevoir les significations de ce genre. L'huissier agit au nom du créancier; mais, comme il peut se faire que le créancier n'existe plus à l'époque de la signification, que même il n'ait jamais existé, l'huissier est tenu, s'il en est requis, de justifier de l'existence du saisissant à l'époque où le

1. V. GARSONNET, *Cours de pr.*, t. III, p. 732 et 733.

pouvoir de saisir a été donné, et ce, à peine d'interdiction et de dommages-intérêts des parties. L'exploit étant signifié au tiers saisi, il faut en prévenir le saisi lui-même, et établir de plus que la saisie est valablement faite.

DEUXIÈME PARTIE. — Dénonciation de l'exploit de saisie-arrêt au saisi. — Validité de la saisie. — Jugement sur la validité.

Il est nécessaire que le saisi connaisse la saisie-arrêt qui frappe sa créance, de façon à prendre ses mesures en conséquence, et à prouver l'inanité de la saisie si elle n'est pas fondée. Si l'on ne portait pas la saisie-arrêt à sa connaissance, il pourrait arriver ceci de regrettable, que le saisi apprendrait trop tard la saisie qui le frappe. A cet effet, l'article 563 du Code de procédure exige que la dénonciation soit faite dans la huitaine de l'opposition, et que, dans cette même huitaine, il soit assigné en validité de saisie. L'article ajoute que les délais seront augmentés pour les distances ¹. L'assignation à comparaître se fait en même temps ou par acte séparé ; le tribunal compétent est celui du domicile du défendeur (c'est-à-dire le saisi), conformément au droit commun.

Le président du tribunal civil n'est pas seul compétent pour autoriser le créancier à faire une saisie-

1. 1 jour par 5 myriamètres (l. du 3 mai 1862) entre le domicile du tiers et celui du saisissant, plus 1 par 5 myr. entre celui du saisissant et celui du saisi.

arrêt (quand le créancier n'a pas de titre). Le président du tribunal de commerce et le juge de paix le sont aussi lorsque la créance, par sa nature ou sa quotité, rentre dans leurs attributions. Lorsqu'il s'agit de valider la saisie-arrêt, le tribunal civil est seul compétent, parce qu'il y a là une question d'exécution, et que les tribunaux d'exception ne sont pas juges. En ce qui concerne le titre exécutoire (le jugement peut être le seul titre exécutoire à la disposition du créancier, celui-ci n'ayant aucun acte revêtu de ce caractère) que le créancier demande au tribunal, il faut s'adresser, soit au tribunal civil, soit au tribunal de commerce, soit au juge de paix : cette dernière question ne rentre plus dans la validité de la saisie ¹. L'affaire s'instruit suivant le droit commun, c'est-à-dire tantôt sommairement, tantôt dans la forme ordinaire ; par exemple, sommairement, s'il s'agit d'un appel de juge de paix, d'une demande faite sans titre, et inférieure ou égale à mille francs : en un mot, on appliquera les distinctions de l'article 404 Code de procédure, et, pour la procédure des affaires sommaires, les articles 405 et suivants. Le jugement déclarera valable ou non la saisie pratiquée, et même, s'il n'y a pas de titre exécutoire, condamnera le saisi à payer la dette en question. Dans ce dernier cas, il y a deux décisions spéciales ; en sorte que le tribunal

1. V. GARSONNET, *Cours de procédure*, p. 741 et 742, t. 3, et les auteurs et arrêts cités en note.

est libre de statuer dans tel sens pour l'une, et dans tel sens pour l'autre.

TROISIÈME PARTIE. — Dénouciation au tiers saisi.
— Assignation en déclaration. — Jugement sur ce point. — Exécution du jugement de validité.

Tout jusqu'ici s'est passé à l'écart du tiers saisi, et, cependant, la saisie-arrêt l'intéresse : il faudra qu'il sache la somme qui est rendue indisponible dans ses mains ; il faudra qu'il puisse dire s'il est débiteur du saisi, et pour quelle somme. Enfin, le tiers saisi doit être prévenu pour que le saisissant puisse exécuter le jugement qu'il a obtenu.

L'article 568 du Code de procédure nous indique d'abord que le créancier ne peut exiger du tiers saisi une déclaration, s'il n'a un titre ; le jugement est un titre nécessaire quand le créancier n'avait pas de titre antérieur, le texte le dit formellement : « *Le tiers saisi ne pourra être assigné en déclaration, s'il n'y a titre authentique ou jugement qui ait déclaré la saisie-arrêt ou l'opposition valable.* » Mais supposons que le créancier a un titre ou, sinon, qu'il a pris un jugement : à ce moment, le saisissant assigne, comme nous l'avons dit, le saisi en validité de la saisie ; il doit porter cette assignation à la connaissance du tiers saisi. A cet effet, il dénonce à celui-ci la demande dont le saisi est l'objet ; le délai pour faire cette dénonciation est le même que celui admis par l'article 563, c'est-à-dire huit jours, plus les délais pour les distances. Le tiers saisi peut, sans doute, mais

n'est pas tenu de faire une déclaration. Tout ceci résulte de l'article 564 Code de proc. — Cette dénonciation se fait par acte d'huissier. Le saisissant peut, d'ailleurs, faire dans un seul et même exploit la saisie-arrêt, la dénonciation, la demande en validité et, enfin, la dénonciation au tiers saisi : ceci évitera à lui les pertes de temps, et au saisi des frais. De plus, la déclaration et la procédure qui la suit n'ont pas de raison d'être, si le saisi et le tiers saisi sont d'accord pour la dette et le paiement au saisissant. L'article 585 contient la sanction des dispositions exigeant la demande en validité de saisie (c'est la nullité de la saisie-arrêt) et de la dénonciation de cette demande au tiers saisi (c'est la validité de tous les paiements faits par lui jusqu'à la dénonciation). Où se fait la déclaration, autrement dit devant quel tribunal le tiers saisi est-il assigné? — Devant celui qui doit connaître de la saisie, répond l'article 570 Code de proc.; et cela se comprend facilement, car le tiers saisi ne devient contradicteur que du jour où sa déclaration est contestée.

Ce jour-là, le tiers saisi a le droit de demander son renvoi devant ses juges naturels (570 Code de pr., *in fine*) ¹. La demande en déclaration étant faite ², le tiers saisi est tenu de faire sa déclaration

1. V. GARSONNET, *Cours de procédure*, t. III, p. 748, 749, 750.

2. L'assignation en déclaration est, comme la demande en validité (article 566 Code de pr.), dispensée du préliminaire de conciliation (article 570 Code de pr.)

de la manière et d'après les distinctions suivantes :
1° Il a son domicile dans le lieu où siège le tribunal qui doit connaître de la validité de la saisie ; dans ce cas, qui est prévu par le premier alinéa de l'article 571 du Code de pr., il fait sa déclaration, en l'affirmant sincère, au greffe de ce tribunal.—2° Il peut être domicilié dans un autre lieu ; dans ce cas, il a le choix entre les moyens suivants : faire sa déclaration devant le juge de paix de son domicile, sans qu'il soit besoin de réitérer son affirmation au greffe (art. 570, *in fine*) ; envoyer sa déclaration au greffe par mandataire ; aller lui-même au greffe, s'il le juge à propos, sans que le juge soit tenu de lui passer ses frais de voyage en taxe.—3° Le tiers saisi a pu recevoir l'assignation en personne, mais non à son domicile. Les mêmes solutions que plus haut sont possibles : devant le juge de paix, au greffe par lui-même ou par mandataire.—4° Enfin, il peut avoir son domicile à l'étranger. Dans ce cas, il peut la faire, par mandataire ou en personne, dans les formes exigées dans ledit pays qu'il habite ; mais il peut aussi la faire en France devant le tribunal qui doit connaître de la saisie, sauf, dans ce cas, à supporter la plupart du temps les frais du voyage. La déclaration sera toujours affirmative, soit qu'il se reconnaisse débiteur, soit qu'il déclare ne rien devoir, en ce sens qu'elle sera précise et accompagnée de preuves. Par exemple, le tiers saisi devra déclarer : le montant de sa dette ; si celle-ci est liquide ; si elle est affectée

d'une condition, d'un terme, de rescision, etc. Il faut qu'il précise, s'il déclare avoir payé, le fait libératoire, etc. S'il y avait d'autres saisies-arrêts entre ses mains, il serait tenu de l'indiquer. Voici la déclaration faite : elle peut être admise, alors pas de question ; elle peut être contestée, soit par le saisi (par exemple si le tiers saisi s'est déclaré libéré par un paiement ou tout autre fait), soit par le saisissant (par exemple, si le tiers saisi se déclare débiteur d'une partie seulement de ce que lui réclame le saisissant). Dans ce cas, la contestation s'introduit par un simple acte d'avoué à avoué, sans préliminaire de conciliation et devant les juges naturels du tiers saisi, c'est-à-dire tantôt le tribunal civil, tantôt le tribunal de commerce, tantôt le juge de paix (V. articles 59, 60, 420, 3, 2 Code de proc. civile ¹.) Le jugement peut déclarer que le tiers saisi est débiteur de la dette ; il peut aussi reconnaître que la déclaration et les justifications n'ont pas été fournies ou l'ont été tardivement. S'il n'y a pas eu de déclaration, il est condamné comme débiteur pur et simple des causes de la saisie. (Art. 577.) Il en sera de même s'il n'a pas fourni les justifications ; mais il a jusqu'au jugement définitif de la contestation pour les produire. (Cassation, 7 juillet 1868.) S'il y a déclaration tardive, il ne sera pas forclos ; mais il devra tous les frais

1. V., sur tous ces points : GARSONNET, *Cours de procédure civile*, t. III, p. 750 à 760 et notes. — V. articles 572, 573, 574, 575, 576 Code de proc.

faits par le saisissant et occasionnés par son silence. Telles sont les règles admises pour un tiers saisi ordinaire ; s'il s'agit de fonctionnaires publics rentrant en l'article 561, la déclaration est remplacée par un certificat délivré par eux, et indiquant s'il est dû quelque chose à la partie saisie et combien il est dû. (Art. 569, Code de pr.)

L'article 578 prévoit le cas où la saisie est faite sur effets mobiliers ; dans ce cas, le tiers saisi est tenu de joindre à sa déclaration un état détaillé des dits effets. L'article 579 indique le résultat normal de la saisie-arrêt : c'est la vente des objets saisis-arrêtés et la distribution du prix en provenant. Cette distribution se fait, nous dit l'article, d'une manière spéciale, et qui est indiquée au titre de la distribution par contribution, c'est-à-dire dans les articles 656 à 672 Code de pr.

QUATRIÈME PARTIE. — Attribution des valeurs saisies-arrêtées.

S'il n'y a pas d'incidents, les choses se passent simplement : les objets sont vendus dans la forme des saisies-exécutions, s'ils sont corporels ; s'il s'agit de valeurs de Bourse, la vente sera faite dans la forme indiquée par le tribunal. Pour les sommes, le saisissant les retire de la caisse des dépôts et consignations, si elles y sont, etc. Mais les choses ne se passent pas toujours ainsi. D'abord, la saisie-arrêt peut traîner en longueur, si le saisissant use entièrement des délais accordés par la loi, délais qui peuvent être longs à

cause des distances : le tiers-saisi a un moyen de parer à cet inconvénient ; c'est de demander la mainlevée de la saisie, soit par voie principale, soit incidemment. Le tribunal décidera s'il faut maintenir ou lever la saisie, pourra décider si le saisi touchera les sommes arrêtées, sauf à consigner.

Le cas de beaucoup le plus fréquent est celui où il y a plusieurs saisies-arrêts, et où la somme à distribuer ne peut désintéresser tout le monde : les parties doivent s'entendre dans le mois, pour procéder à une distribution amiable. S'ils ne s'entendent pas, alors la justice intervient ; l'officier public consigne la somme dans les huit jours ; un juge est commis ; les créanciers produisent dans le délai d'un mois à partir de la sommation qui leur en est faite, et constituent avoué. Le juge, une fois les productions faites, dresse un état ; les créanciers et le saisi ont quinze jours pour contredire, ou alors sont forclos sans nouvelle sommation et sans jugement. (V. art. 657 à 665.) S'il n'y a point de contestation, le juge clora son procès-verbal ; les deniers seront délivrés par mandements du greffier aux créanciers. En cas de contestation, les parties qui peuvent être mises en cause sont : la partie saisie, l'avoué le plus ancien des opposants, le contestant, le créancier contesté. Elles sont mises en causes par le plus diligent, sur simple acte. (V. art. 666, 667.) Le jugement est rendu sur rapport du juge-commissaire et sur les conclusions du ministère public ; la voie de recours est l'appel dans les dix jours.

Le juge clora dans ce cas son procès-verbal, soit après l'expiration du délai d'appel, soit après la signification de l'arrêt au domicile de l'avoué. (V. art. 659-670.) La distribution est faite conformément à l'article 671.

Telles sont les grandes lignes de la procédure de saisie-arrêt ordinaire dépourvue d'incidents. En étudiant le titre II de la loi de 1895, nous pourrions signaler, à propos de chaque article, les points communs et les divergences ; dès maintenant nous pouvons dire qu'il y a de nombreuses dérogations à la procédure ordinaire. Quels en sont les motifs ? Les débats à la Chambre et, à défaut, les chiffres nous les fournissent amplement.

2° *Nécessité de simplifier la procédure. — Opinions principales.*

Nous allons d'abord citer l'avis du conseil supérieur du travail et de la commission de ce conseil. M. Martelin, rapporteur de la commission s'exprimait dans les termes suivants : ¹ « Il y a fort longtemps que de vives plaintes s'élèvent au sujet des complications de la procédure de saisie-arrêt et des frais qu'elle entraîne. Cette procédure implique un exploit de saisie-arrêt, etc..... Ces frais sont souvent, quand la créance du saisi est minime, hors de toute proportion avec elle. Ils dépassent parfois de beaucoup le

1. V. conseil supérieur du travail, année 1891, p. 136.

montant de la créance saisie, et, comme ils restent à la charge du débiteur, ils retardent sa libération. Nous demandons, en conséquence, que le parlement vote, dans un avenir très prochain, une loi simplifiant notablement les formalités de la saisie-arrêt des salaires. » Au sein du conseil supérieur du travail, où la question de la simplification de la procédure de saisie-arrêt fut posée, tous furent de l'avis du rapporteur et de la commission ¹; si bien que le paragraphe 3 fut mis tout entier aux voix ².

1. V. conseil supérieur du travail, année 1891, p. 88 et 89, avec les opinions de MM. Martelin, rapporteur, Lamendin, Jules Simon, Labeyrie.

2. Ce paragraphe nous paraît utile à transcrire, parce qu'il contient le résumé de la procédure actuelle :

« VIII. En matière de saisie-arrêt, la compétence du juge de paix sera substituée à celle du tribunal civil.

« IX. Les exploits d'huissiers seront remplacés par des lettres recommandées.

« X. Si le saisissant n'a pas de titre, il doit, dans les 24 heures de l'envoi de la lettre de saisie, faire délivrer au saisi un avertissement à comparaître devant le juge de paix, qui valide ou lève la saisie. Ce jugement est notifié par simple lettre recommandée au tiers saisi.

« XI. Dans les huit jours de la notification à lui faite, soit de la saisie-arrêt, soit du jugement qui la valide, le tiers saisi devra faire connaître au juge de paix, soit par une déclaration au greffe, soit par une lettre : 1^o le montant du salaire quotidien ou mensuel du saisi, 2^o ce qui lui est dû à ce moment.

« XII. La contre-dénonciation faite au saisi sera supprimée, de même que la demande en validité, quand le saisissant aura un titre.

« XIII. Pour le cas où plusieurs saisies-arêts sont formées sur les mêmes valeurs, des mesures devront être prises pour éviter, autant que possible, l'accumulation des frais, et une procédure de distribution par contribution très simple devra être organisée. »

On voit donc, en comparant ce texte à la loi de 1895, que les vœux du conseil supérieur du travail résument les dispositions du titre II, et indiquent la tâche que le législateur avait à remplir et les moyens dont il pouvait disposer pour atteindre ce but.

Le projet Jules Roche, déposé au nom du gouvernement, s'inspirait de ces sages dispositions. Dans l'exposé des motifs de la loi, le ministre, pour le point qui nous occupe, s'exprimait ainsi : « Il y a urgence à réformer la procédure de saisie-arrêt. De vives plaintes s'élèvent depuis longtemps au sujet des complications de cette procédure et des frais qu'elle entraîne. . . . Les frais sont, par suite, quand la créance du saisi est minime, hors de proportion avec elle, et il en est spécialement ainsi lorsque la saisie-arrêt s'applique à des salaires peu importants : les frais dépassent de beaucoup le montant de la créance saisie ; et, comme ils restent à la charge du débiteur, ils retardent sa libération. Il importe donc que la procédure de saisie-arrêt soit simplifiée, en tant qu'elle s'applique aux salaires des ouvriers et employés. Tous les corps consultés sont tombés d'accord pour en reconnaître la nécessité. » Mentionnons encore les rapports de MM. Jacquemart, Vival, Regismanset : le rapport très formel de M. Jacquemart est malheureusement trop long pour que nous puissions le citer en entier. Le rapporteur déclare que ce qui ruine et décourage l'ouvrier, ce sont les frais de procédure ; que la procédure du Code de 1806 était alors utile pour éviter ou supprimer les abus ; mais que, depuis, on sent de plus en plus vivement la gêne des formalités inutiles ; que, d'après M. Thellier de Poncheville, « on peut citer telle petite dette de 20 francs qui a donné lieu à 40 et même 60 francs de frais » ;

que, la loi à la main, il faut nécessairement faire 276 francs de frais pour une créance de 1,000 francs, et 500 francs s'il y a de plus une distribution par contribution ; que l'on dépense, sur les 50,000 saisies-arrêts sur salaires, tous les ans, 3,000,000 de francs en frais inutiles ; qu'il est urgent de remédier à ces vices de procédure, et qu'il faut au moins donner à l'ouvrier cette satisfaction de voir ce qui lui est enlevé tourner à sa libération.

De son côté, M. Vival s'exprime ainsi : « Par suite de notre projet, les frais de procédure, si considérables et si ruineux pour tous, sont supprimés ou tellement atténués, qu'ils n'augmenteront que dans des proportions très faibles le passif du débiteur. »

M. Regismanset allait encore plus loin dans cette voie, et il affirmait que « de la procédure seule venait tout le mal, et qu'il était urgent de la modifier pour la rendre plus expéditive et moins coûteuse ».

Quand la loi fut discutée à la Chambre le 27 juin 1893, M. Thellier de Poncheville, dans une question posée au rapporteur, s'exprima ainsi sur la procédure de saisie-arrêt : « Tous, nous avons été frappés du spectacle affligeant de cette pluie de saisies sur les salaires ouvriers, des frais énormes qui viennent se greffer sur la saisie et auxquels elle sert de prétexte. Il n'est pas un de nous qui n'ait vu quelque malheureux ouvrier ou quelque modeste employé traînant derrière lui ce boulet de la saisie, alourdi, pour ainsi dire, par des frais incessants. Nous en avons vu qui

avaient payé une fois, et même deux fois, la valeur de leur dette, et qui cependant n'étaient pas encore libérés, à cause de l'accumulation incessante des intérêts et des frais. »

Toutes ces opinions prouvent qu'il y avait unité de vues dans cette matière ; on voulait fermement diminuer les frais en simplifiant la procédure. A cet effet, et cela va nous donner un aperçu du titre II, on a admis les différents points suivants :

1° Le juge de paix sera compétent en matière de saisie-arrêt, au lieu et place du tribunal de première instance.

2° Le visa du greffier s'il y a un titre authentique, la décision du juge de paix, s'il n'y a pas de titre, seront suffisants.

3° Le seul acte fait par huissier sera l'exploit de saisie-arrêt.

4° Toutes les formalités qui s'accomplissaient par actes d'huissier ou d'avoué, exigeront simplement une lettre recommandée.

5° La complication et la multiplicité des saisies-arrêts seront évitées par l'office du juge de paix, qui ne pourra autoriser plus d'une saisie-arrêt.

6° Les ordres de comparution et autres émanant du greffier seront faits par avertissement recommandé.

7° Le juge de paix connaîtra de l'exécution de ses décisions.

8° La procédure de distribution par contribution sera réglée très simplement par le juge de paix.

9° Il n'y aura de distribution qu'au cas où les deniers formeront une somme suffisante pour donner à chacun 20 %.

Nous allons entrer à l'instant même dans l'étude de l'article 6.

ARTICLE SIXIÈME

« *La saisie-arrêt sur les salaires et les appointements ou traitements ne dépassant pas annuellement 2.000 francs, dont il s'agit à l'article premier de la présente loi ne pourra être pratiquée, s'il y a titre, que sur le visa du greffier de la justice de paix du domicile du débiteur saisi. S'il n'y a point de titre, la saisie-arrêt ne pourra être pratiquée qu'en vertu de l'autorisation du juge de paix du domicile du débiteur saisi. Toutefois, avant d'accorder l'autorisation, le juge de paix pourra, si les parties n'ont déjà été appelées en conciliation, convoquer devant lui par simple avertissement le créancier et le débiteur ; s'il intervient un arrangement, il en sera tenu note par le greffier sur un registre spécial exigé par l'article. L'exploit de saisie-arrêt contiendra en tête l'extrait du titre, s'il y en a un, ainsi que la copie du visa et, à défaut de titre, copie de l'autorisation du juge. L'exploit sera signifié au tiers saisi ou à son représentant préposé au paiement des salaires ou traitements, dans le lieu où travaille ledit saisi. »*

1^o Historique.

Le projet soumis à la Chambre et voté par elle diffère du texte que nous venons de transcrire, et qui émane de la commission du Sénat. Le texte de l'article 5 voté par la Chambre était ainsi conçu : « La saisie-arrêt formée sur les salaires des ouvriers, employés et gens de service, qu'il y ait titre ou non, ne pourra être formée qu'en vertu d'une autorisation du juge de paix du domicile du débiteur saisi. L'exploit de saisie-arrêt contiendra en tête copie : 1^o du titre, s'il y en a un ; 2^o de l'autorisation du juge. S'il n'y a point de titre, le juge de paix pourra, avant d'accorder son autorisation, convoquer devant lui, par avertissement, le créancier et le débiteur ; s'il intervient un arrangement, il en sera tenu note par le greffier sur le registre spécial exigé par l'article 13. »

La différence qui existe entre ces deux textes est expliquée par M. Regismanset : « Dans le texte voté par la Chambre, dit le rapporteur, l'opposition est alors subordonnée à l'autorisation du juge de paix. Mais, sur l'observation reconnue exacte du comité des huissiers de France, la commission a considéré qu'on ne pouvait subordonner la saisie-arrêt à l'autorisation du juge, lorsque le créancier était porteur d'un titre exécutoire entraînant de droit la saisie-exécution, ou d'un titre régulier que la loi a toujours considéré comme suffisant pour permettre de faire opposition.

Le nouveau texte soumis à votre approbation distingue le cas où il n'y a pas de titre, et alors l'opposition reste soumise à l'autorisation du juge, et le cas où il y a titre, et alors le juge de paix appose un visa sur l'exploit qui lui sera présenté ». Sur ce dernier point, la commission du Sénat substitua le visa du greffier au visa du juge de paix. Le texte, ainsi modifié, fut voté sans discussion au Sénat.

2^e Dérogation apportée par l'article 6 au droit commun.

De toutes les modifications et dérogations apportées au droit commun par le titre II, celle de la substitution du juge de paix au tribunal civil est la plus importante, d'autant que toutes les autres en sont, en quelque sorte, comme autant de conséquences naturelles ¹.

Cette première dérogation au droit commun est indiquée et expliquée par M. Regismanset dans son rapport au Sénat. Le rapporteur s'exprime ainsi :

1. V., sur ces points, et aussi sur les motifs qui ont porté le législateur à modifier la procédure: *Officiel* du 20 janvier 1895, partie officielle, p. 353; *Officiel* de 1893 (Chambre, documents parlementaires, annexe n° 992, p. 1300); *Off.* 1891, séance du 16 juin, (annexe n° 1506 Chambre, documents parlementaires, p. 1431). — Conseil supérieur du travail (année 1891, p. 88, 89, 90-156 et 157-196). — *Officiel* du 29 août 1893 (Chambre, documents parlementaires, annexe n° 2743, p. 859); *Off.* 1893, séance du 27 juin (Chambre, débats parlementaires, 1852, 1853, 1855). — ÉMION, *op. cit.*, p. 20 à 24. — *Officiel* 1894, séance du 1^{er} octobre (Sénat, documents, p. 178). — STRAUSS, *op. cit.*, p. 13 et 14. — SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, n° du 1^{er} février, p. 20, 21 à 24; n° du 15 février, p. 33; n° du 1^{er} mars, p. 67 et 68.

« On s'explique d'ailleurs facilement la tendance actuelle à préférer la juridiction du juge de paix à celle des tribunaux, quand il s'agit de litige sans importance : l'audience du juge de paix est moins solennelle, plus familière ; la contradiction y est permise, même avec le juge ; les parties s'expliquent en personne, ce qui n'est indifférent ni au point de vue de l'économie des frais, ni au point de vue des notions d'équité. L'attitude des parties, l'accent de sincérité, l'énergie des protestations, sont de précieux éléments à consulter pour un juge clairvoyant ; et, en somme, il ne faut pas oublier que c'est à la comparution personnelle des parties et à leur interrogatoire direct que recourent les tribunaux quand ils sont le plus embarrassés de décider. Enfin, et en tout état de cause, la conciliation intervient plus facilement devant le juge de paix, qui la désire et peut en donner acte sans frais et sans recourir à des intermédiaires. A cet effet, aucun exploit de saisie-arrest ne peut être régularisé avant d'avoir été présenté au juge de paix du domicile du débiteur à saisir. » Ces raisons sont plus que suffisantes pour justifier en théorie la substitution du juge de paix au tribunal de première instance.

Outre cette dérogation au droit commun, l'article en contient encore d'autres très importantes que nous indiquerons au fur et à mesure de nos explications.

3^o Du titre. — Du juge compétent.

La loi suppose d'abord que le créancier saisissant a un titre ; dans ce cas, il faudra un visa du greffier de la justice de paix du domicile du débiteur saisi. Ce visa, nécessaire pour faire la saisie-arrêt, se trouve en même temps suffisant. Cette formalité du visa est contraire au droit commun : l'article 557 du Code de procédure civile permet de saisir-arrêter sans aucune autorisation quand on est muni d'un titre. L'article 558 fournit, à ce propos, un argument *a contrario* qui confirme encore cette solution. Il nous semble que le droit commun était suffisant, et que le visa du greffier ou, *a fortiori*, celui du juge de paix¹ constitue une formalité inutile. En tout cas, on se trouve conduit fatalement à cette différence bizarre, qu'un titre suffisant par lui-même pour permettre de droit la saisie-exécution, doit être revêtu d'un visa pour pratiquer une saisie-arrêt. Si cette formalité est, d'après nous, inutile, elle a du moins l'avantage d'être gratuite, ce qui retire à la question la plus grande partie de son intérêt.

La loi suppose ensuite que le créancier saisissant n'a pas de titre : dans ce cas, il est obligé de s'adresser au juge de paix du domicile du débiteur saisi, qui

1. Dans le texte voté par la Chambre, on ne distinguait pas s'il y avait titre ou non ; dans tous les cas, il fallait un visa ou une autorisation du juge de paix.

va lui accorder l'autorisation de saisir-arrêter les sommes qui lui sont dues. Le juge de paix du domicile du débiteur saisi est compétent au lieu et place du juge désigné par l'article 558 du Code de procédure. Cette disposition de la loi modifie encore le droit commun. En effet, dans l'article 558, que nous venons de citer, nous lisons que l'autorisation peut être donnée par le juge du domicile du débiteur saisi, et aussi par le juge du domicile du tiers saisi. L'article 6 de la loi de 1895 n'admet pas que ce dernier juge soit compétent; que le juge de paix du domicile du saisissant soit incompétent, cela est tout naturel et n'a pas lieu de surprendre. En droit français, la règle est que l'on doit, pour la compétence, examiner quel est le domicile du défendeur. Il n'y avait, dans l'espèce, aucune bonne raison pour apporter une exception à la règle *actor sequitur forum rei*. Restait donc à choisir entre les deux solutions suivantes : admettre la compétence de l'un des tribunaux (soit celui du domicile du tiers saisi, soit celui du saisi, sauf à discuter lequel devait être pris), ou admettre la compétence de ces deux tribunaux cumulativement, c'est-à-dire appliquer le droit commun.

Pour soutenir que le tribunal du tiers saisi devait être seul compétent, M. Jacquemart, dans sa proposition de loi, invoquait plusieurs arguments : « Le juge de paix compétent, disait-il, est celui du tiers saisi ; ce choix est justifié par les prescriptions des articles 3 et 4 du projet : presque toujours, du reste,

le juge de paix du tiers saisi sera, en fait, celui de toutes les parties intéressées. Par le juge de paix du tiers saisi, il faut entendre le juge de paix du canton où se produit le salaire frappé de saisie-arrêt : cela est très important ; il peut arriver, en effet, que le tiers saisi n'ait pas son domicile légal dans la localité où est employé l'ouvrier, que le domicile en soit même éloigné ; par exemple, les compagnies de chemins de fer ont leur siège à Paris, et elles occupent en province des milliers d'ouvriers et d'employés sur lesquels, très souvent, sont formées des oppositions. Dans l'esprit du projet de loi, le juge de paix compétent qui autorise la saisie-arrêt en pareil cas, sera celui de la localité où travaille l'ouvrier, parce que cet ouvrier et son fournisseur pourront se rendre devant lui sans grand déplacement, sans perte de temps et sans frais ¹. » M. Émion est de l'avis de M. Jacquemart, et cela parce que, « l'ouvrier étant obligé, souvent par son travail même, de changer fréquemment de domicile, les créanciers qui voudront former une saisie-arrêt sur leur débiteur, ne sauront pas s'il y a eu déjà ou s'il n'y a pas eu d'autres oppositions : ils ne sauront pas s'ils doivent agir en vertu de l'article 6 ou de l'article 7. — Si un grand industriel occupe un nombre considérable d'ouvriers habitant dans plusieurs cantons, à Paris dans plusieurs

1. V. *Officiel* de 1890, séance du 10 décembre 1889, (Chambre, documents parlementaires, annexe n° 167, p. 334.)

arrondissements, il sera obligé de comparaître devant plusieurs juges de paix, et sera, par suite, fort disposé à congédier les ouvriers ayant des oppositions. » Le législateur n'a pas admis ces raisons; il a donné compétence au juge de paix du domicile du débiteur saisi, pensant que ce juge, qui est sur place, qui connaît le débiteur et ses besoins, est en état de dire, mieux qu'une loi inflexible, dans quelle mesure le salaire est insaisissable.

Nous pensons que le droit commun de l'article 558 du Code de procédure était bien suffisant, bien plus logique, et qu'il n'y avait pas de raison pour y déroger ¹.

4° De l'office du juge.

Quel est l'office du juge de paix chargé de donner l'autorisation? Le juge de paix doit faire ce que faisait le juge auquel il est substitué: il doit examiner si le créancier a bien véritablement une créance contre la personne qu'il veut saisir, si le tiers saisi est débiteur du saisi, si la créance en vertu de laquelle on demande à faire une saisie-arrêt est exigible, etc. En

1. V. ÉMION, *op. cit.*, p. 87.—SCHAFFHAUSER, *op. cit.*, n° du 15 mars, p. 69 et 70.—STRAUSS, *Officiel* de 1893 (Chambre, documents parlementaires, annexe n° 992, séance du 13 novembre 1890, p. 1299); *Officiel* de 1890, séance du 5 décembre 1889 (Chambre, documents parlementaires, annexe n° 143, p. 269); *Officiel* de 1894, du 3 janvier 1895 (Chambre, documents parlementaires, annexe n° 1103, séance du 22 décembre 1894, p. 2240).

un mot, le juge doit s'assurer du bien fondé de la prétention du saisissant. Il ne faut pas aller trop loin en cette voie, et notamment il suffit, pour que la saisie-arrêt soit autorisée, que les circonstances rendent vraisemblable la prétention du saisissant. Le juge de paix ne décide donc pas de la légitimité de la créance, bien que, sous certains rapports, son autorisation constitue un préjugé en faveur de celle-ci. Le juge pourra notamment changer d'opinion, lorsqu'il entendra le défendeur et connaîtra ses moyens de défense ¹.

Le juge de paix chargé de donner l'autorisation est requis de le faire : doit-il déférer de suite à la demande qui lui est adressée? — L'article 6, qui répond à cette question, est rédigé ainsi : « Toutefois, avant d'accorder l'autorisation, le juge de paix pourra, si les parties n'ont déjà été appelées en conciliation, convoquer devant lui, par simple avertissement, le créancier et le débiteur. » Il y a un point très controversé et qui est le suivant ² : les parties ont été entendues en conciliation ; le juge de paix peut-il appeler de nouveau les parties devant lui, s'il le croit utile? — Une première opinion admet qu'il peut le faire ; elle raisonne ainsi : 1° c'est l'esprit de la loi nouvelle, qui

1. V. EMION, *op. cit.*, p. 88.

2. Il y a deux solutions à tirer du texte : une controversée, que nous examinons, une admise par tous, et d'après laquelle le juge de paix n'est jamais forcé de convoquer les parties devant lui. La loi dit, en effet, qu'il peut le faire, mais non qu'il doit le faire.

n'a pas voulu que l'on fit des actes inutiles, qui a voulu simplifier la procédure autant que cela était possible ; 2° c'est l'intérêt des deux parties : du débiteur, qui a intérêt à éviter les frais et à s'entendre avec le créancier, s'il doit réellement ; du saisissant, qui a également intérêt à s'entendre avec le saisi pour éviter une saisie-arrêt, c'est-à-dire des frais, si c'est possible, frais qui diminueront la créance du saisi sur le tiers saisi, et indirectement sa propre créance. Un arrangement peut résulter, rarement il est vrai, d'une convocation nouvelle : le juge de paix doit pouvoir la faire¹.

Nous admettons, au contraire, que le juge de paix ne peut faire cette convocation ; cela résulte en effet, d'une façon certaine, du texte même de l'article 6, si on a soin de ne pas séparer le passage que nous avons cité plus haut de ce qui précède. L'article 6, alinéa 2, est en effet ainsi conçu : « *S'il n'y a point de titre, la saisie-arrêt ne pourra être pratiquée qu'en vertu de l'autorisation du juge de paix du domicile du débiteur saisi. Toutefois, avant d'accorder l'autorisation, le juge de paix pourra, etc...* »

Ne résulte-t-il pas évidemment de ce texte que la faculté accordée au juge de paix de citer devant lui n'est admise que quand les parties, le saisissant n'ayant pas de titre, n'ont pas déjà été appelées en conciliation. Cet argument est, il est vrai, un argu-

1. V. ÉMION, *op. cit.*, p. 84.

ment *a contrario* et dont il faut se défier, par cela même qu'il est rarement probant et souvent dangereux ; mais, ici, il n'y a aucune crainte à avoir, car il s'impose de lui-même. Quant à l'argument tiré de l'esprit de la loi, il est très sérieux sans doute ; mais il ne doit pas prévaloir contre le texte, quand le texte est clair par lui-même : il est toujours grave d'abandonner le texte pour rechercher l'esprit de la loi. D'ailleurs, cette simplification de la procédure est sans doute la règle que s'est imposée le législateur de 1895 ; mais encore n'est-ce pas une règle absolue. Ainsi, et pour n'en donner qu'un exemple, nous verrons bientôt que le premier acte de saisie-arrêt est un exploit d'huissier, acte plus cher, moins simple qu'une lettre recommandée ou un avertissement de greffier, par exemple.

Reste l'intérêt des parties. Il nous suffira, pour détruire l'argument, de faire remarquer qu'il s'applique à toutes les affaires où il y a déjà eu préliminaires de conciliation : les parties, notamment le débiteur, peuvent s'entendre à un second essai de conciliation qui leur montre que les poursuites vont avoir lieu incessamment. Ajoutons à cela que ceux qui n'ont pu se concilier la première fois, ne vont pas changer d'avis quand on leur dira que les poursuites commenceront de suite, s'ils ne s'entendent pas. Enfin la question n'est pas de savoir ce que le législateur aurait dû dire ou a voulu dire, mais bien ce qu'il a dit réellement.

5^o *De l'office du greffier.*

Nous avons vu quel est l'office du juge de paix donnant l'autorisation : quel est celui du greffier quand on lui demande le visa ? Le greffier n'a pas à examiner si la créance est fondée ou non ; il doit se borner à l'examen du titre : celui-ci est-il irrégulier en la forme, il doit refuser le visa ; est-il régulier, il doit le viser. Que doit faire le greffier, s'il a un doute sur la validité ou le caractère de l'acte ? La loi ne le dit pas ; M. Émion pense qu'il doit s'adresser à son juge de paix pour éviter des difficultés ultérieures, et notamment une déclaration de nullité de l'opposition. C'est un moyen assez pratique de se tirer d'affaire ; ce n'est pas, d'après nous, un moyen juridique.

Nous pensons que le greffier doit, dans le doute, accorder le visa : d'abord, cette solution n'est pas contraire au texte, la loi ne disant rien ; de plus, elle est conforme à l'esprit de l'article 6 ; la loi veut, en effet, que le greffier borne son examen à la forme de l'acte. Cette solution se rapproche du droit commun de l'article 558 du Code de procédure civile, qui doit être appliqué toutes les fois que la loi n'a rien dit. Enfin, si le greffier examinait les cas douteux, il ferait l'office du juge de paix statuant sur la validité de l'opposition.

*6^s De l'exploit de saisie-arrêt et du titre qui lui sert
de base.*

L'acte d'opposition ou saisie-arrêt est un exploit d'huissier, nous dit l'article 6, alinéa 3. On verra, par la suite, que le législateur a usé largement, pour les différents actes de procédure, de la lettre recommandée et de l'avertissement du greffier. Il semble qu'ici le même procédé pouvait être employé ; on ne l'a pas pensé, et on a donné de l'exigence de la loi les raisons suivantes : « Dans un premier amendement, notre honorable collègue avait demandé que l'exploit de saisie-arrêt, qui est le premier acte d'opposition, fût remplacé par un avertissement ou une lettre recommandée. La commission n'a pas voulu entrer dans cet ordre d'idées : elle a considéré que la saisie-arrêt était plutôt un acte d'exécution qu'un exploit d'huissier ordinaire. L'article 14 du projet de loi en discussion porte que tous les exploits, autorisations, jugements, décisions, procès-verbaux et états de répartition qui pourront intervenir en exécution de la présente loi, seront inscrits sur papier non timbré, et enregistrés gratis. Par suite de la suppression du timbre et des frais d'enregistrement, la commission n'a pas cru qu'il y eût une différence sensible, au point de vue des dépenses, entre le coût d'un acte signifié par huissier, dans un canton, et celui de la lettre chargée ; elle a donc préféré laisser signifier

l'exploit de saisie-arrêt, qui est l'acte le plus important, plutôt que par une lettre chargée ou recommandée, comme le demandait M. Thellier de Poncheville. »

Ces raisons ne nous semblent pas péremptoires : on peut, sans doute, considérer que la saisie-arrêt est plutôt un acte d'exécution qu'un acte conservatoire, bien que ce soit une question controversée ; mais il n'en résulte pas pour cela qu'il soit nécessaire de faire appel à un huissier pour saisir-arrêter. Cette raison n'est donc pas suffisante, quand on veut réduire les frais d'une procédure à leur plus simple expression. La raison tirée de l'importance de ce premier acte n'est pas non plus très convaincante : comme tout à l'heure, nous dirons que le premier acte de saisie-arrêt peut être très important, et cependant être fait par lettre recommandée ou avertissement du greffier. Quant à la différence entre le coût de l'exploit et celui d'une lettre, elle est assez importante ; donc, de ce chef, les frais se trouvent augmentés. Si l'on veut résumer la pensée et les explications du rapporteur, on peut dire que le premier acte de saisie-arrêt, qui est un acte très important, est fait par exploit d'huissier qui coûte très peu. Mais ce n'est là qu'une pure affirmation, dénuée de valeur quand on doit répondre à cette question : faut-il que le premier acte de saisie-arrêt soit nécessairement fait par exploit d'huissier ? Le rapporteur a tourné la question ; il ne l'a pas résolue.

Une lettre eût été suffisante : le prix d'une lettre recommandée est insignifiant ; cette lettre arrive sûrement, ne paie pas autant pour le déplacement du porteur que l'exploit ; cette solution est conforme à l'esprit général de la loi et surtout du titre II. — Enfin, la loi exige une simple lettre recommandée pour des actes ou des formalités de procédure aussi importants que le premier acte de saisie-arrest.

La loi n'ayant pas indiqué les conditions à remplir par l'exploit, on doit appliquer le droit commun, sauf dans les points où l'article 6 et l'article 15 y dérogent :

1° Ainsi, l'huissier n'aura pas de droits d'enregistrement à payer, en vertu de l'article 15 de la loi.

2° L'huissier devra rédiger l'exploit (l'original et la copie) sur papier libre, toujours en vertu de l'article 13. C'est une exception qui rappelle une dérogation du même genre établie par l'article 976 du Code civil, en ce qui concerne le testament mystique.

3° L'article 6 exige que l'huissier transcrive en tête de l'exploit le titre, s'il y en a un, ainsi que la copie du visa et, à défaut de titre, copie de l'autorisation du juge ¹.

1. Le titre peut être un acte ou un jugement ; l'acte peut être un titre exécutoire ou même un titre privé. Ceci n'est pas une exception au droit commun, la saisie-arrest n'étant qu'une mesure conservatoire. L'exécution ne commence vraiment que lorsqu'on dépouille le débiteur des deniers saisis-arrestés et qu'on se les attribue. A ce moment, le titre exécutoire est exigé impérieusement ; si on n'en a pas, il faut s'en procurer un, et obtenir un jugement de condamnation. La saisie-arrest,

4° L'huissier devra indiquer, dans son exploit, pour quelle somme est pratiquée la saisie-arrêt. Si la créance est liquidée, cette indication est faite par le créancier lui-même ; si elle n'est pas liquidée, elle

en effet, si elle prive le débiteur de disposer de ce qui lui appartient, elle ne l'en dépouille pas cependant. La loi veut seulement que l'on soit créancier : cette remarque nous aidera à trouver les solutions de quelques questions controversées. Puisqu'il faut être créancier, le titre relatant une créance à terme, dont le terme n'est pas arrivé, est insuffisant pour autoriser une saisie-arrêt : la maxime « qui à terme ne doit rien » s'applique ici. L'article 1186 du Code civil est très explicite : « *Ce qui n'est dû qu'à terme ne peut être exigé avant l'échéance du terme ; mais ce qui a été payé d'avance ne peut être répété.* » Donc, le terme n'étant pas arrivé, le débiteur ne doit rien, et, par suite, le créancier ne peut lui enlever la disposition de son bien par une saisie-arrêt. Ce que nous venons de dire du terme ne s'applique qu'au terme conventionnel ; pour le terme de grâce, nous proposons une solution différente. Le terme de grâce est donné au débiteur en considération de son état malheureux qui l'empêche de payer. Une saisie-arrêt prouve qu'il est créancier, qu'il peut payer, et par suite cette saisie est valable. Ce que nous venons de dire du terme conventionnel s'applique *a fortiori* à la condition. La saisie-arrêt qui relate une créance conditionnelle est nulle, parce que non seulement il n'est encore rien dû, mais même à la différence du terme, il se peut qu'il ne soit jamais rien dû. (Arg. des art. 1186, 1185, 1168, 1182 du Code civil. — *Non obstat* article 1180, qui permet les actes conservatoires au créancier conditionnel ; le Code de procédure exige que l'acte conservatoire de saisie-arrêt soit fait par un créancier ; le créancier conditionnel n'est pas créancier tant que la condition n'est pas accomplie, et il peut même n'être jamais créancier.) Pour la condition résolutoire, qui n'est pas à vrai dire une condition, on applique la définition romaine : « *Obligatio pura quæ sub conditione resolvitur.* »

Un compte courant non arrêté constitue non seulement une créance non liquide (le juge pourrait la liquider), mais même non certaine, et, par suite, ce titre est insuffisant pour autoriser une saisie-arrêt : comment peut-on dire que celui qui se prétend créancier à l'heure actuelle sera créancier quand on arrêtera le compte ? — Le titre en vertu duquel on saisit, et qui doit être transcrit en tête de l'exploit, peut être un jugement.

Ce jugement peut reconnaître l'existence d'une dette contestée. La saisie-arrêt se trouve régularisée, puisque la dette existait lors de

est faite par le juge, quand celui-ci donne son autorisation.

5° L'exploit contiendra élection de domicile dans le lieu où demeure le tiers saisi, si le saisissant n'y demeure pas. Ces deux conditions sont exigées par l'article 559 du Code de procédure civile. La loi de

l'exploit, ainsi que le déclare le jugement. Au contraire, la saisie-arrêt est nulle, comme n'ayant pas de base, si le jugement constate qu'il n'y a pas de dette. Ces deux solutions s'imposent, car le jugement ne crée pas le droit ; il ne fait que constater l'existence ou la non-existence du droit, c'est-à-dire de la créance.

Un jugement provisoire est un titre suffisant ; car il constitue un titre authentique, capable d'autoriser une mesure conservatoire comme la saisie-arrêt. Cette solution devrait être maintenue même en cas d'appel, le fait d'appeler ne modifiant pas la nature du titre ni le caractère de la saisie-arrêt. L'appel empêcherait, au contraire, la distribution des deniers et le dessaisissement du tiers saisi : ce serait là un acte d'exécution qu'un titre exécutoire seul peut autoriser. (V., sur ce point, Rennes, 24 avril 1815.)

Un jugement frappé d'appel est-il un titre suffisant ? — Il faut mettre à part le cas où ledit jugement est exécutoire par provision. — Pour l'affirmative, on peut donner les raisons suivantes :

1° La saisie-arrêt n'est qu'un acte conservatoire pouvant être fait sans titre, et, par suite, un jugement qui est un titre, même lorsqu'il est frappé d'appel, doit donc être *a fortiori* suffisant. — 2° Si l'on admet la solution négative, il dépendra du débiteur, s'il est de mauvaise foi, de préjudicier à un créancier légitime : il lui suffira pour cela de faire appel, même s'il sait le droit du créancier bien fondé. (V., dans ce sens, Paris, 8 juillet 1808. S. 8, 2, 254 ; — Rouen, 14 juin 1828.) — Pour la négative, on raisonne ainsi :

1° L'article 437 du Code de Procédure civile déclare que l'appel des jugements définitifs ou interlocutoires sera suspensif, si le jugement ne prononce pas l'exécution provisoire dans les cas où elle est autorisée. — 2° la saisie-arrêt, en vertu de ce jugement, est une exécution du jugement, et non pas seulement un acte conservatoire inoffensif. — 3° L'appel, ouvert à tous, est en règle générale suspensif ; et quand il est interjeté, il n'y a plus de créancier et de débiteur ; tout est remis en question. (V., en ce sens : Bordeaux, 24 décembre 1828. — Rennes, 5 décembre 1836. — Circulaire ministérielle du 10 avril 1827,

1895 a gardé le silence sur ces deux formalités ; c'est donc le droit commun qu'il faut appliquer.

6° Cette formalité et les suivantes sont exigées pour la validité de tout exploit en général. L'exploit contient : la date, ce qui comprend l'année, le mois et le jour ;

Le nom du saisissant, avec ses prénoms, profession, domicile réel ¹ ;

Les nom, prénoms, domicile de l'huissier ;

Les nom, prénoms, profession, domicile du tiers saisi ² ;

L'indication du but auquel tend l'acte signifié, et la somme que l'on saisit-arrête ;

Le parlant à.

7° L'article 6 indique à qui doit être signifié l'exploit dont nous venons d'étudier les formalités.

déclarant qu'on ne peut former de saisie-arrêt pour les frais de justice en vertu d'un jugement correctionnel dont est appel.)

Le pourvoi en cassation n'est pas suspensif en matière civile, et, par suite, n'empêche pas la saisie-arrêt.

Quid d'un jugement par défaut frappé d'opposition ? — La saisie-arrêt ne peut plus être faite ; et, si elle l'est déjà, l'opposition l'anéantit complètement, car tout est remis en question. La procédure antérieure n'existe plus, et toute exécution est arrêtée. Il y a analogie entre l'appel et l'opposition. Le créancier, dans tous ces cas, a un moyen d'éviter tant de difficultés et de parer à la mauvaise foi du débiteur : il n'a qu'à laisser son jugement de côté, à s'adresser au juge, qui lui donnera l'autorisation exigée par la loi pour ceux qui veulent saisir-arrêter et qui n'ont pas de titre.

1. Le domicile élu ne dispense pas d'indiquer le domicile réel.

2. Les termes à employer varient, d'ailleurs, suivant que le tiers saisi est un particulier ou un dépositaire de deniers, ou le procureur de la République (s'il y a refus de recevoir copie).

Sur ce point, la loi de 1895 déroge au droit commun à un double point de vue. En règle générale, l'exploit, d'après l'article 560 du Code de procédure civile, doit être signifié à personne ou à domicile ; d'après notre loi, il en est autrement. L'article 6 exige que l'exploit « soit signifié au tiers saisi ou à son représentant préposé au paiement des salaires ou traitements, dans le lieu où travaille le débiteur saisi ». Cette disposition dérogatoire a pour but de forcer le saisissant à informer le débiteur de la saisie dont il est l'objet le plus rapidement possible. Cette disposition permet encore d'éviter une fraude assez facile à pratiquer et qui rendrait la saisie-arrêt inutile. Le saisi peut, en effet, pendant le temps écoulé entre la saisie-arrêt faite au domicile réel du tiers saisi et la signification de cette saisie à l'endroit où il travaille, se faire remettre par le tiers saisi tout ou partie des salaires ou appointements qui lui seraient dus.

8° Les juges de paix de Paris ont ajouté d'autres formalités à celles que nous venons d'indiquer. Il faudra que le saisissant indique le montant du salaire ou traitement dans son exploit, s'il y a titre, ou dans sa requête à fin d'autorisation, pour les autres cas ; le genre de travail fait par le débiteur, si celui-ci est un ouvrier ou employé. Cette dernière condition nous semble bien difficile à remplir ; et, dans certains cas, rares si l'on veut, le saisissant sera fort embarrassé. D'ailleurs, ces formalités sont arbitraires, la loi de 1895 et le Code de procédure ne les exigent pas.

Lorsque le tiers saisi rentre dans la catégorie des personnes visées par l'article 561 du Code de procédure civile, on doit appliquer les dispositions de cet article, et la signification devra être faite à la personne préposée pour la recevoir; il faudra de plus que la dite personne vise l'original.

Dans certains cas, les dispositions de la loi de 1895 sont en contradiction avec d'autres lois spéciales : quelle loi doit-on appliquer ? C'est évidemment la loi de 1895, soit en vertu de ce principe que les lois récentes abrogent les dispositions contraires des lois antérieures, soit en vertu de cet autre principe que l'on formule ainsi : *specialia generalibus derogant*. C'est donc pour avoir oublié ce dernier principe que certains receveurs des postes ont refusé des saisies-arrests faites sur des sommes dues aux facteurs attachés à leur bureau, sous ce prétexte que, par instruction ministérielle, la saisie-arrest doit être signifiée aux mains des receveurs principaux. L'instruction et le décret du 18 août 1807, qu'elle complétait, sont abrogés par la loi de 1895¹. Le coût est de

1. V. sur tous ces points et sur les formalités de l'exploit de saisie-arrest. — Le Moniteur des huissiers, recueil bimensuel de législation et de jurisprudence, par Émile Schaffhauser, explication des articles 6 et 7. — L'encyclopédie des huissiers ou dictionnaire général et raisonné de législation, etc., par Deffaux et Harel, p. 606 à 608, 620 et 621. — ÉMION, La saisie-arrest sur les salaires et petits traitements, commentaire pratique de la loi du 12 janvier 1895, p. 77 à 90. — STRAUSS, Commentaire de la loi sur les saisies-arrests des salaires et petits traitements, p. 14 et 15. — CARRÉ et CHAUVEAU, Les lois de la procédure civile, t. IV, p. 536 à 538, 551 à 560 et notes sous ces pages. — GAR-

2 fr. à Paris et 1 fr. 50 dans les départements pour l'original, de 0 fr. 50 à Paris et 0 fr. 375 dans les départements pour la copie. Il faut y ajouter le transport, l'inscription au répertoire, etc.¹

ARTICLE HUITIÈME

« *L'huissier saisissant sera tenu de faire parvenir au juge de paix, dans le délai de huit jours à dater de la saisie, l'original de l'exploit, sous peine d'une amende de dix francs, qui sera prononcée en audience publique.* »

Nous faisons passer le commentaire de l'article 8 avant l'article 7, parce que les articles 6 et 8 nous semblent unis intimement et devoir être rapprochés l'un de l'autre. Cet article, qui est une pure formalité, n'a fait l'objet d'aucun débat, tant à la Chambre qu'au Sénat. Le législateur a voulu, par cette disposition, empêcher que des saisies-arrêts pussent être

NIER, *Répertoire général de l'enregistrement*, 7^e édition, au mot *exploit*, p. 1118 à 1124, au mot *saisie-arrêt*, p. 821 à 823. — *Dictionnaire des droits d'enregistrement*, au mot *exploit*, p. 355 à 359, 3^e édition, t. III. — SCHAFFHAUSER et CHEVRESON, *Les lois nouvelles*, revue de législation et de jurisprudence, numéro du 1^{er} mars 1895, p. 67 et 68; numéro du 15 mars 1895, p. 69 et 70, 74 à 78. — *Dictionnaire des droits d'enregistrement*, p. 610 et 611. — BIOCHE, *Dictionnaire de procédure* au mot *saisie-arrêt*. — ROUSSEAU et LAISNEY, *op. cit.*, au mot *saisie-arrêt*. — Les lois du 9 juillet 1836, articles 13, 14, 15, etc.; loi du 8 juillet 1837, article 11. — ROGRON, *Code de procédure civile expliqué par des motifs, par des exemples et par la jurisprudence*, p. 1377 à 1388.

1. V. tarif de procédure du 16 février 1807, n^o 29, et les auteurs cités en la note précédente. Rogron, p. 92 et 93, du modèle d'acte. — Defaux et Harel, p. 620 et 621.

faites inutilement. Comme on le verra en étudiant l'article 7, il ne peut y avoir qu'une seule saisie-arrêt sur le même débiteur. Or, pour éviter que le juge de paix en autorise plusieurs dans l'ignorance où il serait de l'existence d'une première saisie-arrêt, la loi a voulu qu'il fût prévenu très rapidement, et c'est pour cela que l'huissier doit lui remettre l'original de l'exploit dans les 8 jours. L'huissier qui fait le dépôt peut-il exiger un certificat ou récépissé, soit du greffier, soit du juge de paix ? C'est là une question que la loi a omis de régler, pensant qu'il ne pourrait surgir aucune difficulté. On peut admettre qu'il est en droit d'en demander un, ce qui évitera tout conflit entre ces deux fonctionnaires, si plus tard le juge venait soutenir que le dépôt n'a pas été fait, alors que l'huissier viendrait, de son côté, soutenir qu'il s'est conformé aux prescriptions de l'article 8. Ce certificat ou récépissé aura un autre avantage : il permettra au saisissant de s'assurer que l'huissier, son mandataire, a bien exécuté le mandat et a évité toute discussion. Cependant, nous le répétons, la loi de 1895 n'a rien dit, et, par suite, il ne nous semble pas possible de forcer, juridiquement s'entend, le juge paix à donner un récépissé, s'il ne le voulait pas ¹.

L'exploit de saisie-arrêt ne peut être rendu à l'huissier lorsqu'un arrangement étant intervenu entre le saisissant et le débiteur, des créanciers se sont

1. V. en ce sens ÉMION, *op. cit.*, p. 95 et 96.

fait inscrire postérieurement à la signification et au dépôt de l'exploit. C'est que, en effet, l'exploit sert de base à toute la procédure, comme nous le verrons avec l'article 7. Si, au contraire, le saisissant est resté seul et unique créancier saisissant, rien ne s'oppose alors à ce que le greffier rende l'exploit à l'huissier sur le vu d'une mainlevée régulière, ou sur la réquisition personnelle du créancier ¹. La sanction édictée par l'article 8 est très sévère, et s'applique aussi bien pour le simple retard dans le dépôt que pour l'absence complète de dépôt, la loi n'ayant fait aucune distinction. On pense bien qu'en fait le juge se montrera plus conciliant en cas de simple retard; la plupart du temps, quand le retard sera minime et justifié en partie, le juge de paix se dispensera de prononcer l'amende.

ARTICLE SEPTIÈME.

« L'autorisation accordée par le juge évaluera ou énoncera la somme pour laquelle la saisie-arrêt sera formée. — Le débiteur pourra toucher du tiers saisi la portion non saisissable de ses salaires, gages ou appointements. Une seule saisie-arrêt doit être autorisée par le juge. S'il survient d'autres créanciers, leur récla-

1. V., en ce sens, SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *op. cit.*, p. 79, n° du 15 mars. Ces auteurs font d'ailleurs remarquer avec raison que le dépôt de l'exploit se fait, non chez le juge de paix, mais au greffe de la justice de paix.

mation, signée et déclarée sincère par eux, et contenant toutes les pièces de nature à mettre le juge à même de faire l'évaluation de la créance, sera inscrite par le greffier sur le registre exigé par l'article 14. Le greffier se bornera à en donner avis, dans les 48 heures, au débiteur saisi et au tiers saisi par lettre recommandée, qui vaudra opposition. »

L'article 7, alinéa 1^{er}, ne prévoit que l'un des deux cas qui peuvent se présenter quand le saisissant fait une saisie-arrêt. Il laisse de côté le cas où le créancier a un titre, et cela se comprend facilement ; quand le créancier n'a besoin que du visa du greffier, l'évaluation de la créance ne peut être faite par celui-ci : la loi ne lui donne pas ce pouvoir. Le créancier saisit-arrête pour la somme qu'il veut, et, plus tard seulement, le juge de paix aura à examiner si la saisie-arrêt a été faite pour une somme trop forte. Le cas prévu est celui où, le créancier n'ayant pas de titre, le juge de paix est appelé à autoriser la saisie-arrêt. Il est tout naturel alors que le juge évalue lui-même le montant de la créance ; ce qui ne présente pas d'inconvénients, car sa décision n'est que provisoire. Une fois qu'il aura entendu le débiteur saisi, peut-être pourra-t-il, revenant sur sa décision, restreindre la saisie ou même l'annuler complètement.

De l'alinéa premier il se dégage encore une autre conclusion : c'est que le juge de paix est toujours compétent pour faire cette évaluation, à quelque somme qu'elle puisse monter. Il s'agit de l'évaluation

de la somme pour laquelle la saisie-arrêt pourra être formée ; nous verrons plus tard quelle est la solution à donner quand il s'agit de statuer sur la créance du saisissant.

1^o De l'évaluation de la créance par le juge.

L'alinéa premier dit : « le juge évaluera ou énoncera. » Il peut en effet se présenter deux hypothèses : ou bien la créance est liquide et exigible, ou bien elle ne l'est pas. S'il s'agit de l'exigibilité, nous avons vu que la saisie-arrêt, supposant la qualité de créancier, ne peut être valable qu'autant que la créance existe et est exigible. Au contraire, la loi de 1895, conformément au droit commun, n'exige pas que la créance en vertu de laquelle le créancier fait une saisie-arrêt soit liquide, ce qui se comprend facilement, puisqu'elle admet une procédure de validité de saisie : c'est à ce moment que les parties s'expliqueront ¹. Ceci dit, le législateur déclare avec raison que le juge se contentera d'énoncer la somme pour laquelle la saisie-arrêt est faite, quand la créance est liquide et exigible. Si la créance est exigible sans être liquide, le juge autorisera la saisie-arrêt ; mais il sera obligé d'évaluer la somme pour laquelle il autorise la saisie-arrêt, évaluation qui, nous l'avons dit, est provisoire conformément au droit commun inscrit dans l'article 559,

1. V. articles 558 et 559, al. 1 et 2 du Code de procédure civile, et article 67, al. 1^{er}, loi de 1895.

alinéa 2, du Code de procédure civile. Le juge jouit cependant, dans ce dernier cas, d'un pouvoir arbitraire d'appréciation.

L'alinéa 2 de l'article 7 contient une disposition exceptionnelle : cet alinéa fait allusion aux effets de l'acte de saisie-arrêt.

2° *Des effets de l'exploit de saisie-arrêt.*

En droit commun, les effets ordinaires de l'exploit de saisie-arrêt sont les suivants :

1° D'abord, l'exploit interrompt la prescription qui courait contre le saisissant. En effet, il a manifesté l'intention de rentrer dans ce qui lui est dû ; la loi de 1895 n'ayant rien dit à ce sujet, cette conséquence doit encore être admise ici. La prescription qui s'accomplissait au profit du tiers saisi et contre le débiteur saisi, se trouve aussi interrompue par l'exploit de saisie-arrêt. Cette interruption s'explique par ce fait que le saisissant agit au nom du débiteur saisi, qui est son débiteur personnel.

2° Il empêche toute compensation au profit du tiers saisi, en vertu de l'article 1298 du Code civil, qui s'exprime ainsi : « *La compensation n'a pas lieu au préjudice des droits acquis à un tiers. Ainsi celui qui, étant débiteur, est devenu créancier depuis la saisie-arrêt faite par un tiers entre ses mains, ne peut, au préjudice du saisissant, opposer la compensation.* »

3° Il met le tiers saisi dans l'impossibilité de

payer valablement dans les mains du saisi. Le paiement fait par le débiteur à son créancier, au préjudice d'une saisie ou d'une opposition, n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants et opposants : ceux-ci peuvent, selon leur droit, le contraindre à payer de nouveau, sauf, en ce cas seulement, son recours contre le créancier.

4° La créance saisie-arrêtée n'est plus entièrement cessible : le cessionnaire est, à l'égard du saisissant, un nouvel opposant venant au marc le franc ; le premier saisissant, en effet, n'a plus de privilège actuellement comme il en avait autrefois d'après l'article 378 de la Coutume de Paris.

5° La saisie-arrêt annule une cession antérieure dont la signification au tiers saisi est postérieure à l'opposition.

La dérogation au droit commun contenue dans l'article 7, alinéa 2, consiste en ceci, que le tiers saisi peut toujours et doit toujours donner au débiteur la partie insaisissable de son salaire. Les neuf dixièmes du traitement ou salaire sont insaisissables, d'après l'article premier de la loi de 1895 : eh bien ! il faut que le débiteur touche dans tous les cas les neuf dixièmes ; peu importe le nombre des saisies-arrêts et la somme pour laquelle elles sont faites. Le tiers saisi lui-même ne doit pas en tenir compte, en tant qu'elles dépassent le quantum légal saisissable. Cette partie de notre article nous apparaît donc comme la sanction de l'article premier. Pour tous les

autres effets de l'exploit de saisie-arrêt, il y a lieu d'appliquer le droit commun, en tant qu'il est compatible avec les textes de la loi du 12 janvier 1895 ; en cas de conflit, c'est la loi spéciale qui l'emporte.

Il peut arriver que des difficultés surgissent tout à coup par suite du défaut d'entente sur la quotité à réserver aux saisissants, sur la portion à donner au débiteur saisi. Ces difficultés peuvent provenir de ce que les parties ne s'entendent pas sur le montant du salaire ou du traitement, ou de toute autre cause. Dans ce cas, nous admettons, avec M. Émion, qu'il y a lieu d'appliquer l'article 9, alinéa 2, et que le contestant doit assigner le saisissant et le tiers saisi à comparaître devant le juge de paix dans les 48 heures.

Avant de terminer l'étude de ce deuxième alinéa, il nous reste à signaler une controverse sur l'étendue de l'indisponibilité qui résulte de l'exploit. Les uns, s'appuyant sur l'article 1242 du Code civil, déclarent que l'indisponibilité s'applique à toute la dette du débiteur saisi. Il peut se faire que de nouvelles oppositions surviennent ; tous les saisissants viendront au marc le franc, puisqu'il n'y a plus maintenant de privilège. Or, supposons que l'indisponibilité soit partielle et égale à la valeur de la saisie-arrêt : le premier saisissant, qui pouvait espérer un paiement intégral, sera obligé de se contenter d'un tant pour cent. Ce système, dur et basé sur une application textuelle de la loi, ne fut pas admis par la jurispru-

dence : la Cour de cassation déclarait, dès 1834 (v. Cassation du 26 février 1834, du 18 juillet 1843, du 25 août 1864), que la saisie-arrêt ne frappait d'indisponibilité la créance saisie que jusqu'à concurrence des causes de la saisie.

La question n'a plus d'intérêt actuellement, puisque l'article 7, alinéa 2, résout la controverse dans le sens de la jurisprudence : c'est une sorte de consécration législative de celle-ci. Toutefois, les partisans du système adverse trouveront dans cette disposition un argument puissant en leur faveur¹.

3^o Dérogation apportée par l'article 7-3^o au droit commun.

L'article 7, alinéa 3, contient encore une dérogation au droit commun. D'après le Code de procédure, un créancier qui veut faire une saisie-arrêt doit agir pour son compte, remplir toutes les formalités exigées par la loi, sans que la procédure d'une saisie-arrêt antérieure lui serve, lui épargne des frais, et aussi sans que les formalités qu'il accomplit servent à d'autres créanciers postérieurs. D'après la loi de 1895, les choses se passent autrement, et, dès qu'il y a eu une saisie-arrêt faite conformément à l'ar-

1. De leur côté, ils pourront dire, en effet, que le législateur n'avait qu'à garder le silence, s'il voulait consacrer le droit commun ; s'il ne l'a pas fait, c'est qu'apparemment il a voulu établir une règle spéciale, qui est l'indisponibilité jusqu'à concurrence des causes de la saisie-arrêt ; c'est donc que, en règle générale, l'indisponibilité porte sur toute la créance.

ticle 6, les autres créanciers n'ont plus à faire d'opposition par acte d'huissier. Il suffit, pour qu'ils soient saisissants au même titre, que le premier créancier, qu'ils déclarent, avec pièces à l'appui, le montant et l'existence de leurs créances. Le débiteur saisi est prévenu, dans les 48 heures, par lettre du greffier; il en est de même du tiers saisi.

Le texte, cela résulte de sa rédaction, ne prévoit que le cas où le juge est sollicité de donner l'autorisation de pratiquer une saisie-arrêt. Ce cas n'est pas le seul qui puisse se présenter. Supposons que le créancier ait un titre¹: le visa du greffier est suffisant ici, et il n'est nullement question d'autoriser une saisie-arrêt. Dans ce cas, le créancier va faire opposition par exploit d'huissier; puis, plus tard, le juge le condamnera à payer, au lieu et place du saisi, les frais de cet acte inutile. Le créancier pouvait-il faire autrement? Il avait plusieurs moyens, non pas de se conformer au texte de la loi, mais de tourner ce texte: il pouvait tout d'abord faire abstraction de son titre, et se présenter devant le juge de paix pour obtenir l'autorisation de l'article 6. Il se serait trouvé renseigné de suite, puisqu'il n'aurait eu l'autorisation qu'en l'absence de saisie-arrêt antérieure; si on lui avait refusé l'autorisation sur le fondement d'une saisie précédente, il se serait contenté de faire la réclamation de l'article 7, al. 3. Il pouvait encore

1. Il s'agit bien évidemment d'un deuxième créancier au moins.

consulter le greffier et lui demander de parcourir le registre exigé par l'article 14, et de rechercher si le débiteur sur lequel il veut faire une saisie-arrêt n'a pas déjà été l'objet d'une saisie antérieure ; suivant la réponse du greffier, il se serait conformé aux dispositions de l'article 6 ou à celles de l'article 7, al. 3. Enfin, il peut s'adresser au tiers saisi et lui demander s'il n'a pas déjà été touché par une saisie-arrêt. — Tous ces moyens n'ont qu'une valeur pratique ; au point de vue juridique, le créancier sera fort embarrassé, et, bien souvent, il fera un exploit d'huissier qui restera à son compte. Dans tous les cas, s'il a un titre et s'il demande le visa du greffier, il nous semble que celui-ci n'a pas le droit de le refuser. La loi ne lui donne nulle part ce droit, et l'article 7-3° fournit un argument très fort en faveur de cette solution : le visa, dans l'esprit de la loi, est une pure formalité que le greffier doit accomplir sans en rechercher les conséquences. De cette règle, il peut résulter une situation bizarre, qui est la suivante : un créancier fait abstraction de son titre et demande l'autorisation de l'article 6 ; elle lui est refusée pour une raison quelconque, autre toutefois que celle tirée de l'existence d'une saisie antérieure. Le créancier va trouver le greffier et demande le visa : celui-ci ne peut le refuser, le titre étant valable et régulier en la forme ; le créancier pourra saisir-arrêter. Il est vrai que la victoire du créancier sera de courte durée, car sa saisie peut être déclarée nulle ; toute-

fois, il peut arriver aussi qu'elle soit reconnue valable. On peut signaler d'autres difficultés.

Il peut arriver que l'ouvrier, après avoir été frappé d'une saisie-arrêt, change de domicile et de canton, ou même seulement d'arrondissement à Paris : comment le créancier saura-t-il qu'il y a une opposition antérieure ? Le juge de paix du domicile du saisi (ils'agit du nouveau domicile) l'ignore absolument, et ne peut donner aucun renseignement ; le greffier est dans le même cas ; le créancier, d'un autre côté, ne connaît pas le juge de l'ancien domicile : nous pensons que, dans ce cas, et conformément à la règle « à l'impossible nul n'est tenu », le créancier devra se conformer aux prescriptions de l'article 6. Le débiteur est, d'ailleurs, en faute de n'avoir pas fait connaître son changement de domicile au greffe de la justice de paix où était faite la première saisie-arrêt : cette négligence doit lui faire supporter les frais de l'exploit de saisie signifié par le deuxième créancier.

La question se résout de la même manière quand le débiteur saisi disparaît clandestinement. Le cas se présente assez souvent, et la disparition est des plus faciles ; à Paris, notamment, il suffit d'aller loger quelques maisons plus loin pour que le domicile du saisi soit ignoré.

En général, nous admettons que le saisissant devra se conformer aux prescriptions de l'article 6, lorsqu'il ne pourra pas légalement, juridiquement, savoir s'il y a ou non une saisie-arrêt antérieure.

N'oublions pas que le tiers saisi n'est nullement tenu de répondre au créancier qui l'interroge, soit sur le montant du salaire ou du traitement, soit sur l'existence ou l'absence d'une saisie-arrêt sur tel ou tel de ses ouvriers ou employés. La solution de M^r Émion¹ est donc pratique, mais non juridique : c'est la portée que nous lui avons attribuée plus haut.

Dans toutes les explications que nous avons fournies sur les articles 6, 7 et 8, on ne voit aucune d'entre elles s'appliquer à la dénonciation et à la contre-dénonciation ; bien plus, nous avons remarqué que l'exploit de saisie-arrêt et la signification de cet exploit n'existent plus, s'il s'agit d'un deuxième créancier. La loi de 1895 a notablement simplifié, nous dirons même amélioré la procédure en ce point : elle a supprimé, dans tous les cas, la dénonciation, la contre-dénonciation et, quand il y a déjà une saisie-arrêt, l'exploit de saisie-arrêt. Dès que l'exploit est signifié, et sans autre formalité de procédure, les parties intéressées peuvent aller devant le juge de paix, qui statue en audience publique sur divers points indiqués par l'article 9, auquel nous arrivons maintenant.

ARTICLE NEUVIÈME

« Tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers saisi pourront requérir la convocation des intéressés

1. V. ÉMION, *op. cit.*, p. 94.

devant le juge de paix du débiteur saisi, par une déclaration consignée sur le registre spécial prévu en l'article 14. Dans les quarante-huit heures de cette réquisition, le greffier adressera ; 1^o au saisi, 2^o au tiers saisi, 3^o à tous créanciers opposants, un avertissement recommandé à comparaître devant le juge de paix à l'audience que celui-ci aura fixée. A cette audience ou à toute autre fixée par lui, le juge de paix, prononçant sans appel, dans la limite de sa compétence et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, statuera sur la validité, la mainlevée de la saisie, ainsi que sur la déclaration affirmative, que le tiers saisi sera tenu de faire audience tenante. Le tiers saisi qui ne comparaitra pas, ou qui ne fera pas sa déclaration ainsi qu'il est dit ci-dessus, sera déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées, et condamné aux frais par lui occasionnés. »

Cette procédure toute nouvelle a donné lieu à de longs et vifs débats parlementaires, en ce qui touche la compétence du juge de paix : nous en parlerons plus tard.

Le droit commun, outre la dénonciation et la contre-dénonciation, que nous laissons de côté, exige une demande en validité de saisie-arrêt (art. 567 du Code de proc. civ.) ; une fois la saisie déclarée valable, le saisissant assigne le tiers-saisi en déclaration devant le tribunal. (Art. 568.) Dans ces deux cas, la loi dispense les parties du préliminaire de conciliation. (Art. 566 et 570). L'article 569 indique de quelle

manière les fonctionnaires publics font leur déclaration ; les articles 571 et 572 indiquent la manière dont la déclaration du tiers saisi doit être faite ; l'article 573 ce qu'elle doit contenir¹.

*1° Dérogations apportées au droit commun
par cet article.*

Sur plusieurs de ces points, la loi de 1895 a dérogé gravement. Ainsi :

1° Il ne faut plus qu'un jugement, et il n'y a plus qu'une procédure unique pour la déclaration du tiers saisi et la demande en validité de la saisie-arrêt. Cette réunion des deux procédures explique pourquoi on convoque les saisissants, le saisi et le tiers saisi en même temps. C'est là, il faut le reconnaître, une simplification de la procédure ordinaire : la pratique montrera s'il n'y a pas quelque inconvénient à confondre tant d'intérêts et de procédures diverses.

2° En vertu de cette règle générale et certaine dans notre droit *specialia generalibus derogant*, l'article 569 du Code de proc. civ. est aboli, en tant que contraire à la loi de 1895. Le législateur, en effet, n'a pas fait de distinction pour la manière dont la

1. Il faut indiquer les causes et le montant de la dette, les paiements faits, les causes de libération, les saisies-arrêts qui existent. La déclaration est faite, soit par le tiers saisi, soit par un mandataire spécial, au greffe du tribunal qui connaît de la saisie, s'il est sur les lieux, ou devant le juge de paix de son domicile.

déclaration serait faite ; peu importe donc la personne du tiers saisi : qu'il soit fonctionnaire public ou non, il devra être averti d'avoir à comparaître devant le juge de paix, et il sera tenu de se rendre à l'audience. Dans le cas où il ferait défaut, la conséquence pourrait être grave ; nous pensons que son absence lui ferait encourir la sanction édictée par l'article 9 lui-même. Il faut préciser : cette solution ne serait vraie que si le tiers saisi était lui-même en faute de n'avoir pas comparu ; mais, si son absence était due à des ordres supérieurs ou à des instructions postérieures à 1895, l'administration à laquelle ce fonctionnaire appartient serait seule responsable ¹.

3° L'article 572 permet au tiers saisi de faire sa déclaration et son affirmation par procuration spéciale. La loi de 1895 l'abroge *in parte qua*. En effet, l'alinéa 4 de l'article 9 suppose formellement que le tiers saisi ne peut faire sa déclaration qu'en personne, et qu'il est tenu de comparaître ; il résulte de cette solution que le tiers saisi ne peut pas non plus faire sa déclaration par lettre ².

4° Les articles 570 et 571, qui permettent au tiers saisi de faire sa déclaration devant le juge de paix de son domicile, et de demander son renvoi devant son juge naturel au cas où sa déclaration est contestée, sont abrogés ; l'article 9, alinéa 1, exige

1. V., en ce sens, SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *op. cit.*, p. 491.

2. V., en ce sens, ÉMION, *op. cit.*, p. 99. — SCHAFFHAUSER, n° du 15 mars 1895, p. 92.

que la déclaration soit faite devant le juge de paix du domicile du débiteur saisi ¹.

5° Le tiers saisi doit faire sa déclaration audience tenante. Cette formalité est rigoureusement exigée par l'article 9, 3 : par cela même que la disposition est sévère, il ne faut pas l'étendre en dehors de ses termes. De là il résulte :

1° Que la déclaration seule est exigée séance tenante, et non le dépôt des pièces ;

2° Que, conformément à la jurisprudence admise, il n'y a aucun délai fatal pour produire les pièces justificatives de la déclaration affirmative faite par le tiers saisi ;

3° Que le tiers saisi a, conformément au droit commun, un délai de quinze jours pour préparer les données de sa déclaration. — Ces solutions sont encore justifiées par ce fait que, la loi n'ayant rien dit, il est naturel d'appliquer le droit commun.

Nous venons de dire que le tiers saisi a une déclaration à faire : que doit contenir cette déclaration ? La loi de 1895 garde le silence ; il faut, par suite, appliquer le Code de procédure autant que cela est possible. De là nous concluons que la déclaration doit :

1° Énoncer la cause et le montant de la dette. Cette dernière indication est très importante ; car, s'il s'agit d'un employé, la compétence variera suivant

1. ÉMION, *op. cit.*, P. 99. — SCHAFFHAUSER, p. 92

que le traitement est inférieur ou supérieur à 2,000 fr. ;

2° Indiquer les paiements à faire. C'est, en effet, en connaissant ce qui est dû par le tiers saisi au débiteur que le juge de paix pourra fixer la partie saisissable, la partie insaisissable et les bases de la distribution à laquelle il devra procéder ;

3° Énoncer l'acte qui libère le tiers saisi envers le saisi, s'il y en a un ;

4° Les saisies-arrêts qui ont été faites entre ses mains sur les sommes dues par lui audit débiteur saisi ¹.

Le juge de paix, requis par le plus diligent, doit prévenir les parties de se présenter à l'audience qu'il désigne ; à cet effet, le greffier envoie un avertissement à tous les intéressés, même à la partie requérante, puisqu'il faut bien que celle-ci soit, comme toutes les autres, avertie du jour où elle devra se présenter à l'audience.

Nous avons dit plus haut que le législateur de 1895 avait, contrairement au Code de procédure civile, donné compétence au juge de paix du domicile du débiteur saisi ; nous avons ajouté que cette solution n'était pas sans présenter quelques difficultés d'application : nous allons en indiquer deux seulement, signalées dans les lois nouvelles, p. 87 et 88, et qui ne sont pas des plus compliquées parmi celles qui peuvent surgir.

1. V. ÉMON, *op. cit.*, p. 99.

1° Tout d'abord, le débiteur peut changer de domicile pendant la procédure de saisie-arrêt, et un créancier, ignorant l'existence d'une saisie-arrêt, se conforme à l'article 6. Il en résulte que deux procédures de saisie-arrêt sont commencées à deux endroits différents. Cette première difficulté trouve sa solution dans ce principe, que le juge de paix saisi en second lieu doit se déclarer incompétent, en vertu de l'article 171 du Code de procédure. dès qu'il sait qu'il y a un autre juge saisi avant lui. Comment le saura-t-il ? Il le saura par la déclaration du tiers saisi, qui, comme nous l'avons indiqué plus haut, doit contenir, entre autre indication, l'énonciation des différentes saisies faites entre ses mains ¹.

2° Les compagnies de chemins de fer (et l'exemple s'applique à toutes les grandes sociétés), qui emploient des salariés domiciliés dans tous les arrondissements de Paris, devront-elles faire des déclarations affirmatives dans toutes les justices de paix ? Oui, évidemment ; la loi n'ayant pas fait de distinction. Les solutions basées sur l'équité et l'humanité ont sans doute une grande valeur quand la loi garde le silence ; mais elles doivent céder le pas lorsque le législateur s'est expliqué. Cette solution, qui, pour être légale, ne nous paraît pas pratique, appelle l'intervention législative ².

Nous arrivons maintenant à la question très débattue de la compétence.

1. V. ÉMION, *op. cit.*, p. 107. — SCHAFFHAUSER, p. 88, n° du 13 mars.

2. V. SCHAFFHAUSER, *op. cit.*, n° du 13 mars, p. 88.

Le projet du gouvernement, déposé par M. Jules Roche, contenait dans son article 13 la disposition suivante : « Dans toutes les instances relatives aux saisies-arrêts formées sur des salaires, le juge de paix du domicile du saisi est compétent en premier ressort, quel que soit le chiffre de la demande ; il l'est en dernier ressort quand ce chiffre ne dépasse pas 200 fr. » Le ministre déclarait, dans l'exposé des motifs, que tout le monde était tombé d'accord sur la substitution de la compétence du juge de paix à celle du tribunal civil. Le ministre ajoutait, pour justifier cette compétence exclusive des juges de paix, les motifs suivants : « En ce qui concerne la question de compétence, quelques conseils de prud'hommes demandent que les conseils de prud'hommes soient reconnus compétents pour les saisies-arrêts formées sur les salaires. Nous ne nous rallions pas à cette proposition. Les conseils de prud'hommes ont à un haut degré les connaissances et l'expérience nécessaires pour statuer sur les questions de salaires ; mais ils n'ont pas les lumières indispensables pour trancher les difficultés spéciales de procédure ou de droit civil que font naître parfois les saisies-arrêts. Au reste, il n'y a pas de conseils de prud'hommes pour les employés et gens de service, et la loi doit s'occuper de la saisie-arrêt formée aussi bien sur les salaires des personnes de ces deux catégories que sur les salaires des ouvriers. »

2° *De la compétence d'après la loi de 1895. — Débats
auxquels cette question donna naissance.*

La commission de la Chambre qui examina les différentes propositions de lois déposées sur le bureau et concernant la saisie-arrêt des salaires, élaborâ un projet de loi qui portait un article 8 ainsi conçu :
« Cette comparution aura lieu à la première audience qui suivra l'expiration de la huitaine à dater de la remise de l'avertissement. A cette audience, ou à toute autre fixée par lui, le juge de paix, dans la limite de sa compétence, validera ou lèvera cette saisie, et statuera sur toutes les questions auxquelles l'instance de saisie-arrêt pourrait donner lieu entre tous ayants droit et intervenants. »

M. Thellier de Poncheville demanda au rapporteur des explications sur ces mots : dans la limite de sa compétence. Il expliqua à la Chambre que le juge de paix, d'après le projet, autorise la saisie, quel que soit le chiffre de la créance et quelle que soit la somme à saisir. Pour tous les différends qui vont s'élever, les parties viendront devant ce juge de paix, qui sera compétent suivant le droit commun, c'est-à-dire que, jusqu'à 200 francs en matière mobilière et personnelle, il est compétent en premier ressort, et que, jusqu'à 100 francs, il l'est en dernier ressort. Supposons une créance de 201 francs : le créancier devra s'adresser au juge de paix, bien que celui-ci

ne soit pas compétent pour statuer sur la validité de la saisie. Mais qu'arrivera-t-il si le saisi conteste la créance en question? Le juge de paix est incompetent d'après le texte de la commission, et la procédure à suivre sera celle du Code de procédure. Enfin, M. de Poncheville propose de déclarer le juge de paix compétent en premier ressort pour statuer sur tous les litiges qui s'élèvent à l'occasion de la saisie-arrêt, même sur l'existence de la créance, quel qu'en soit le chiffre.

Le rapporteur, invité à expliquer le texte de la commission, déclara formellement que le texte de l'article 8 ne dérogeait pas au droit commun, c'est-à-dire à la loi de 1838 sur la compétence des juges de paix; que la compétence de ceux-ci en matière de saisie-arrêt serait augmentée naturellement, normalement, par la modification apportée à cette compétence, si le projet de M. Labussière était transformé en loi; que la commission n'admettait pas l'opinion que M. Thellier de Poncheville avait émise dans la séance du 10 juin 1891, la compétence illimitée. Après quelques échanges de vues plus ou moins confuses, M. Thellier de Poncheville posa la question au rapporteur d'une façon très précise : « Lorsque le saisissant, demanda-t-il à M. Vival, a une créance supérieure à 200 francs, sera-ce le juge de paix qui sera compétent pour autoriser la saisie-arrêt, suivant la procédure nouvelle que vous avez créée? Est-ce devant le juge de paix qu'on devra appeler le saisi

et le tiers saisi? Est-ce le juge de paix qui présidera à la distribution des deniers? » — Le rapporteur répond d'une façon nette et précise que : « Le juge de paix autorise la saisie, mais qu'il ne peut la valider, puisque ce n'est pas de sa compétence ; il renvoie donc devant le tribunal civil. »

L'article 8, ainsi rédigé quant à la question de compétence, est adopté.

La commission du Sénat modifia l'article 8 voté par la Chambre, et M. Régismanset, le rapporteur, indiqua très clairement les raisons pour lesquelles la commission du Sénat modifiait le texte de la Chambre, et expliqua le texte que l'on proposait au Sénat d'adopter : « Comme conséquence, avec le texte voté par la Chambre, le juge de paix ne convoquera point les parties, quand il s'agira d'une validité de saisie-arrest, pour un litige supérieur à 200 francs, ou plutôt, en suivant le texte à la lettre, il convoquera les parties uniquement, dans ce cas, pour les renvoyer devant le tribunal civil. Est-ce là une solution pratique? Est-il sage, utile, équitable d'enlever juridiction à ce magistrat, alors qu'il a connu jusque-là exclusivement de la procédure, alors qu'il a tenté la conciliation et qu'il connaît l'affaire? Reste deux solutions possibles : soit accorder compétence pleine et entière au juge de paix pour connaître de la demande en paiement jointe à la demande en validité, toutes les fois qu'il s'agit de l'application de la loi sur les salaires et petits traitements ; soit accorder éga-

lement compétence entière au juge de paix, mais pour statuer seulement sur la demande en validité de saisie-arrêt. On ne peut nier que la première de ces solutions ne soit la plus simple ; elle consiste à attribuer au juge de paix une compétence spéciale, exclusive même, pour statuer sur les demandes en paiement, chaque fois qu'il y aura saisie-arrêt pratiquée sur les salaires en vue d'assurer le recouvrement d'une créance quelconque. Mais votre commission a pensé que ce système offrait quelque danger, et qu'en demandant à la fois la validité de sa saisie-arrêt et le paiement de sa créance, le créancier arriverait trop facilement à échapper à la juridiction ordinaire des tribunaux, et qu'il serait souvent disposé à abuser de cette procédure pour se procurer à peu de frais un titre exécutoire contre le débiteur ¹. C'est à la seconde opinion intermédiaire que s'est arrêtée la majorité de votre commission : le projet qu'elle soumet à votre approbation décide que le juge de paix sera toujours compétent pour statuer sur la validité de la saisie-arrêt et sur la déclaration affirmative, quand il s'agira d'opposition portant sur des salaires

1. Cette raison ne nous touche pas d'une façon bien sensible. Nous ne pensons pas qu'il soit indispensable de faire dépenser beaucoup en frais au créancier pour se procurer un titre. Il ne faut pas oublier, en effet, que tout ce qui coûte au créancier pour rentrer dans son argent, retombe directement ou indirectement au compte du débiteur, qui, finalement, est le véritable payant. Dans l'espèce, quel grand mal y aurait-il à lui donner un titre exécutoire à peu de frais, et à lui permettre d'échapper à la juridiction ordinaire des tribunaux ?

ou petits traitements, et cela, quel que soit le chiffre de la demande en premier ressort, et à charge d'appel pour les demandes dépassant le taux de la compétence ordinaire. » Le rapporteur fait remarquer que la solution de la commission laisse le juge de paix maître du litige dans la plupart des cas. « Ainsi, il statuera seul quand la saisie sera faite en vertu d'un titre authentique, d'un jugement ; il statuera en outre sur la demande en paiement, quand il sera juge naturel du fond du débat, ou encore quand les parties consentiront à lui soumettre le litige, conformément à l'article 7 du Code de procédure civile. Si, au contraire, la créance pour sûreté de laquelle la saisie-arrêt est formée excède la compétence du juge de paix, ce dernier renverra les parties à se pourvoir devant le tribunal compétent pour statuer sur l'existence et la quotité de la créance, sauf à statuer sur la procédure de validité, et à reprendre le cours de sa juridiction quand le sort de la créance aura été fixé définitivement. »

Le rapporteur explique pourquoi la commission a repoussé un système proposé par quelques-uns de ses membres, et qui consistait à n'autoriser les saisies-arrêts sur des salaires que pour des créances d'une certaine importance, par exemple supérieure à 500 francs : « La commission n'a pas vu là une solution équitable ; ce serait en effet justement les créanciers les plus intéressants qui ne pourraient plus se faire payer : les petites fournitures de pain, viande,

linge, vêtements, les prêts d'argent, le terme de loyer, telles sont les créances qu'il importe de sauvegarder dans l'intérêt même du crédit de l'ouvrier ; et il ne paraît ni juste ni raisonnable de n'accorder le droit d'opposition sur les salaires justement qu'à de gros créanciers, qui n'ont jamais pu compter sur ce salaire pour la garantie du remboursement de leur créance. »

Le texte proposé par la commission du Sénat est le texte même de la loi que nous avons transcrit.

Une autre question a été posée au Sénat sur la compétence du juge de paix : il s'agit de savoir si le juge de paix continue à être compétent quand le traitement, inférieur à 2.000 francs, s'élève pendant la procédure à plus de 2.000 francs. Cette question, que nous avons déjà étudiée, a été résolue par le législateur, dans ce sens que la compétence est définitivement fixée par la date de l'opposition. Si, dès le début, le traitement est supérieur à 2.000 francs, on applique le droit commun tel qu'il existait avant la loi de 1895 ¹.

1. V., sur les points qui viennent d'être indiqués : *Officiel* de 1891, séance du 16 juin 1891 (Documents parlementaires de la Chambre, annexe n° 1506, p. 1431) ; *Officiel* de 1893, séance du 16 mai (Chambre, documents parlementaires, annexe n° 2743, p. 839 et 860) ; *Officiel* du 28 juin 1893 (Chambre, débats, séance du 27 juin 1893, p. 1856 et 1857) ; *Officiel* du 1^{er} octobre 1894 (Sénat, documents parlementaires, séance du 29 juin, annexe n° 138, p. 178 et 179) ; *Officiel* de 1894 (Sénat, débats, séance du 27 novembre, p. 923 et 926) ; *Officiel* du 3 janvier 1895 (Chambre, documents parlementaires, séance du 22 décembre 1894, annexe n° 1103, p. 2241). — SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *Les lois nouvelles*, n° du 1^{er} février 1895, p. 24 à 28. — ÉMION, *op. cit.*, p. 101 à 104.

La situation se trouve donc suffisamment éclaircie par les travaux préparatoires. Les solutions à donner dans les différents cas où la compétence est en jeu sont les suivantes :

1° Quand le créancier n'a pas de titre, il est tenu de demander au juge l'autorisation de pratiquer une saisie-arrêt. Le juge qui doit donner son autorisation quand il s'agit de salaires ou petits traitements, est le juge de paix du domicile du débiteur saisi.

2° Quand le créancier a un titre, il peut faire la saisie-arrêt sans autre formalité que le visa du greffier. Plus tard, s'il y a une contestation sur la validité de la saisie ainsi faite, c'est le juge de paix qui est toujours compétent.

3° Le tiers saisi est tenu de faire une déclaration d'après la loi de 1895, comme il l'est de droit commun. Le juge compétent pour statuer sur cette déclaration affirmative, est le juge de paix du domicile du débiteur saisi, et cela, dans tous les cas.

Il faut remarquer, d'ailleurs, que le juge, dans les cas prévus aux n^{os} 2 et 3, statue tantôt en premier et dernier ressort, tantôt à charge d'appel seulement si la demande dépasse le taux ordinaire de sa compétence. Ce qui est certain, c'est que, dans tous les cas et quelle que soit l'importance de la demande, il est juge de premier degré.

4° Quand le juge compétent pour connaître du fond du débat est le juge de paix, celui-ci se trouve compétent pour statuer sur la demande en paiement.

5° Quand le juge de paix, incompétent en vertu du droit commun ou de la loi de 1895, est sollicité par les parties de connaître du débat, conformément à l'article 7 du Code de procédure civile, ce juge de paix se trouve compétent.

La loi de 1895 n'ayant rien dit, il faut, pour que le juge puisse statuer, que les parties se conforment aux prescriptions de l'article 7, qui est ainsi conçu : *Les parties pourront toujours se présenter volontairement devant le juge de paix ; auquel cas il jugera leur différend en dernier ressort, si les lois ou les parties l'y autorisent, soit à la charge de l'appel, encore qu'il ne fût le juge naturel des parties, ni à raison du domicile du défendeur, ni à raison de la situation de l'objet litigieux. La déclaration des parties qui demanderont jugement sera signée par elles, ou mention sera faite si elles ne peuvent signer. »*

6° Quand la créance existe suffisamment pour que le juge ait pu permettre une saisie-arrêt, et quand plus tard les parties ne s'entendent pas et nient l'existence de la créance, le juge de paix n'est compétent que conformément à la règle établie par la loi de 1838, c'est-à-dire jusqu'à 200 fr. Si la créance est inférieure à 200 fr., il renverra les parties devant les tribunaux ordinaires.

7° Quand la créance existe et est reconnue de tous, mais est discutée au point de vue de la quotité, il faut appliquer ce que nous venons de dire au numéro précédent. Au-dessus de 200 fr., la créance doit être examinée par les tribunaux.

8° Les règles de compétence ci-dessus s'appliquent aux salaires ainsi qu'aux traitements. Pour ceux-ci, il est nécessaire de faire la remarque suivante : pour savoir quel est le juge compétent, autrement dit pour connaître la valeur du traitement, il faut se reporter au jour où l'opposition a été formée. De là il résulte : 1° que le juge de paix est compétent, si, à cette époque, le salaire est inférieur à 2,000 fr. ; 2° que le droit commun s'applique, la loi de 1895 ne s'appliquant plus quand le traitement est supérieur à 2,000 fr., le jour de l'opposition ; 3° que le juge de paix compétent reste toujours saisi, même si, postérieurement à la date de l'exploit, le salaire vient à dépasser 2,000 fr. ; 4° que le droit commun continue à s'appliquer, en ce sens que le tribunal saisi par l'opposition reste saisi lorsque, pendant le cours de la procédure, le traitement tombe au-dessous de 2,000 fr. Ces deux dernières solutions, qui sont commandées par les travaux préparatoires, et surtout par la réponse du rapporteur de la loi au Sénat, ont été étudiées lorsque nous nous sommes occupé de l'article premier.

L'alinéa final de l'article 9 établit une sanction dans le cas où le tiers saisi fait défaut. Celui-ci est : 1° déclaré débiteur pur et simple, 2° condamné aux frais occasionnés par son défaut.

L'article ne parle que du tiers saisi en personne ; d'où il résulte que la procédure ne peut être suivie contre son représentant. Ce n'est pas là une disposition exceptionnelle de la loi de 1895 ; c'est, au con-

traire, une application de cette règle de droit français « Nul ne plaide par procureur, sinon le roi, » règle qui ne s'applique pas au président de la République.

Cette procédure simple créée par la loi de 1895 peut avoir pour conséquence une grande extension du nombre des saisies-arrêts. En admettant que ce résultat fâcheux ne se produise pas, le patron sera toujours gêné par les saisies: il faut lui donner le moyen de les éviter, ou tout au moins, d'en éviter les conséquences. A cet effet, il a toujours un moyen que le droit commun met à sa disposition, et dont la loi de 1895 n'a pas parlé; c'est l'offre de paiement, avec consignation en cas de refus. Il faut appliquer les règles admises par le Code civil; les articles qui sont relatifs à cet ordre d'idées sont: les articles 1257 à 1264 du Code civil, auxquels il faut ajouter les articles 812 à 818 du Code de procédure civile. Le tribunal compétent pour connaître des offres réelles et de la consignation, est le tribunal de première instance; il en résultera donc, comme le font remarquer MM. Schaffhauser et Chevresson, une « rupture dans l'unité de compétence ». Le législateur de 1895 n'a pas fait attention à cette hypothèse, qui se présentera pourtant fréquemment.

Nous avons vu que l'audience du juge de paix va réunir beaucoup de parties ayant des intérêts opposés. Il peut se faire que toutes les personnes citées comparaissent; alors le jugement sera contradictoire.

Il peut aussi arriver que quelques-unes ne vien-

nent pas à l'audience ; dans ce cas, il sera rendu contre elles un jugement par défaut. Ce jugement sera-t-il susceptible d'opposition ? Si oui, dans quelle forme sera-t-elle faite ? Pendant combien de temps sera-t-elle autorisée ? Ces questions font l'objet des prescriptions de l'article 10, à l'étude duquel nous arrivons maintenant.

ARTICLE DIXIÈME

« Si le jugement est rendu par défaut, avis de ses dispositions sera transmis par le greffier à la partie défaillante, par lettre recommandée, dans les cinq jours du prononcé. L'opposition, qui ne sera recevable que dans les huit jours de la date de la lettre, consistera dans une déclaration à faire au greffe de la justice de paix, sur le registre prescrit par l'article 14. Toutes parties intéressées seront prévenues, par lettre recommandée du greffier, pour la plus prochaine audience utile. Le jugement qui interviendra sera réputé contradictoire. L'appel relevé contre le jugement contradictoire sera formé dans les dix jours du prononcé du jugement ; et, dans le cas où il aurait été rendu par défaut, du jour de l'expiration des délais d'opposition, sans que, dans le cas du jugement contradictoire, il soit besoin de le signifier. »

Le législateur a inscrit ici une certaine quantité de dispositions exceptionnelles que nous allons énumérer.

1^o *De l'opposition et de l'appel d'après la loi de 1893. —
Dérogation au droit commun.*

1^o Toutes les significations faites par huissier sont remplacées par des lettres recommandées, ce qui est bien moins coûteux. Le greffier peut avoir beaucoup d'avertissements à envoyer, surtout si le nombre des parties en cause et des défaillants est considérable. Plus le nombre des avertissements est grand, plus l'économie résultant de leur substitution aux actes d'huissier est sensible.

2^o L'opposition se fait par une déclaration au greffe de la justice de paix; cette déclaration est inscrite sur le registre exigé par l'article 14 de la loi de 1893. En droit commun, la partie qui a fait défaut sur un jugement de paix peut faire opposition en se conformant à l'article 20, alinéa 2, Code de procédure: « *L'opposition contiendra sommairement les moyens de la partie et assignation au prochain jour d'audience, en observant toutefois les délais prescrits pour les citations¹; elle indiquera les jour et heure de la comparution, et sera notifiée ainsi qu'il est dit ci-dessus.* » La notification se fait par huissier.

3^o Le délai d'opposition est de 8 jours, à dater de

1. Ces délais sont réglés par l'article 5. Il faut 1 jour entre celui de la citation et celui de la comparution, si la partie citée est domiciliée dans la distance de 5 myriamètres. On ajoute, pour une plus grande distance, 1 jour par 5 myriamètres.

la lettre recommandée de l'huissier. La Chambre avait admis un délai de 3 jours que M. Royer (Aube) a considéré à juste titre comme insuffisant¹ ; la commission s'est mise d'accord avec lui pour le délai de 8 jours. La modification que nous venons d'indiquer n'était pas la seule ; le texte portait : « 8 jours de la date de la réception de la lettre. » M. Royer avait fait remarquer que ce point de départ était plus juste que celui de la date insérée dans la lettre, par cette raison que le greffier pouvait très bien ne pas mettre à la poste la lettre le jour même où il l'écrivait et la datait. Le texte ainsi modifié a été voté par la Chambre. Le texte de l'article 10 de la loi porte « de la date de la lettre », ce qui veut dire évidemment de la date inscrite dans la lettre par le greffier ; le législateur en est donc revenu, volontairement ou non, à la rédaction du projet de la commission de la Chambre. D'ailleurs, il nous est impossible de fournir aucune raison plausible sur ce changement, dont il n'y a pas de trace dans les travaux préparatoires². En droit commun, les délais d'opposition sont tout différents.

Le délai pour les jugements de paix est de 3 jours (art. 20 C. de pr.) ; pour les jugements des tribunaux civils, l'opposition est recevable jusqu'à l'exécution du jugement, s'il s'agit d'un défaut contre partie, c'est-à-dire faute de constituer avoué. (Art. 158.) Elle

1. V. *Officiel* de 1893. (Chambre, débats, séance du 27 juin 1893, p. 1857.)

2. V. l'*Officiel* indiqué à la note précédente.

se fait par acte extrajudiciaire ou par déclaration sur les commandements, procès-verbaux de saisie, etc., à la charge par l'opposant de réitérer, avec constitution d'avoué, par requête dans la huitaine, passé lequel temps elle ne sera plus recevable, et l'exécution sera continuée sans qu'il soit besoin de la faire ordonner. (Art. 162 C. de pr.) S'il s'agit d'un défaut contre avoué, c'est-à-dire faute de conclure, le délai est de 8 jours à compter de la signification du jugement à avoué (art. 157 C. de pr.) : l'opposition, dans ce cas, n'est recevable que si elle est formée par requête d'avoué à avoué. (Art. 160 C. de pr.)

4° L'appel est aussi autorisé par la loi de 1895 ; le délai pour l'interjeter est de 10 jours du prononcé du jugement, s'il s'agit d'un jugement contradictoire, et de l'expiration des délais d'opposition pour un jugement par défaut. La loi de 1895 n'exige pas que le jugement contradictoire soit signifié pour que le délai puisse courir. Le texte gardant le silence sur la forme de l'acte d'appel, on doit en conclure que c'est le droit commun qui est applicable. Les délais ordinaires de l'appel sont tout différents : pour les jugements de paix, l'appel se fait dans un délai de 30 jours (loi du 25 mai 1838, articles 13 et 16, qui modifie l'article 16 du C. de pr.) ; pour les jugements des tribunaux, il est de 2 mois. Si le jugement est par défaut, les délais de 30 jours et 2 mois ne commencent à courir que du jour où l'opposition n'est plus recevable. (Art. 443 C. de pr.)

5° La loi de 1895 n'ayant rien dit au sujet de l'article 1033, celui-ci doit être appliqué. Cet article 1033 du Code de procédure civile est ainsi conçu : « *Le jour de la signification et celui de l'échéance ne sont point comptés dans le délai général fixé pour les ajournements, les citations, sommations et autres actes faits à personne ou domicile. Ce délai sera augmenté d'un jour à raison de cinq myriamètres de distance. Il en sera de même dans tous les cas prévus en matière civile et commerciale, lorsque, en vertu de lois, décrets ou ordonnances, il y a lieu d'augmenter un délai à raison des distances; les fractions de moins de quatre myriamètres ne seront pas comptées; les fractions de quatre myriamètres et au-dessus augmenteront le délai d'un jour entier. Si le dernier jour du délai est un jour férié, le délai sera prorogé au lendemain.* » Il résulte de cet article que, dans les délais de 8 jours, 5 jours, 10 jours, il ne faut pas compter le *dies a quo* et le *dies ad quem*. On appliquera également l'article 1033, pour le cas où le dernier jour est férié, pour les augmentations de délai dues à raison de la distance.

6° Le jugement qui interviendra à la suite et comme conséquence d'un jugement par défaut, sera réputé contradictoire, dit l'article 10, al. 3; le jugement ne sera plus susceptible que du recours par la voie de l'appel. La fin du texte montre que, si ce second jugement avait été rendu en fait par défaut, la signification ne serait pas nécessaire. Réputé con-

tradictoire, ce jugement participe de la faveur accordée au premier jugement, s'il eût été contradictoire (al. final, art. 10)¹.

Nous arrivons à une question très controversée en théorie, mais qui est depuis assez de temps résolue par la jurisprudence.

2° Caractères du jugement de validité de saisie.

Le jugement de validité de saisie est déclaratif, ceci est bien certain. En effet, la saisie-arrêt est valable ou nulle; le jugement qui vient la déclarer valable ne fait que constater sa validité, il ne la crée pas. Ce jugement ne présente-t-il pas un autre caractère? N'est-il pas attributif? Le créancier qui a obtenu le jugement n'a-t-il pas le droit de se faire payer ce qui lui est dû, sur la somme saisie, par préférence aux créanciers saisissants postérieurs en date? Deux systèmes ont été soutenus : le second l'emporte en jurisprudence et rallie la majorité des auteurs.

Le premier système, qui peut invoquer en sa faveur des décisions judiciaires (Paris, 30 juin 1826, D. 27, 2, 59), raisonne ainsi : 1° Les causes de préférence sont indiquées par l'article 2094, qui s'exprime ainsi : « les causes légitimes de préférence sont les privilèges et hypothèques ». Cet article est expliqué par

1. V. *contra* : SCHAFFAUSHER et CHEVRESSON, *op. cit.*, n° du 1^{er} avril, p. 97.

l'article 2093, qui déclare que les biens du débiteur sont le gage commun des créanciers, que le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence. — 2° En tant que disposition exceptionnelle, le droit de préférence ne peut être admis sans un texte formel du législateur : la règle générale s'applique tant que le législateur n'a rien dit. — 3° Le Code civil n'admet pas d'autres droits de préférence que ceux indiqués par l'article 2094, et nulle part il n'admet de droit de préférence pour le créancier saisissant. Le Code de procédure civile garde le même silence sur cette question. — 4° Les articles 575 et 579, qui supposent l'existence de plusieurs saisies-arrêts, appliquent purement et simplement le droit commun contenu dans les articles 2093 et 2094, que nous venons de citer. — 5° Ce système est conforme aux principes admis par le Code civil, en matière de délégation. La délégation libère le débiteur envers son créancier ; or, il n'en est pas du tout de même du jugement de validité de saisie-arrêt. Bien plus, si le tiers saisi devient insolvable, le créancier peut recourir contre son débiteur primitif. — 6° Le jugement de validité d'une saisie-exécution ne donne aucun droit exclusif au saisissant sur les meubles saisis ; on ne voit aucune bonne raison pour donner une solution différente, en matière de saisie-arrêt.

Le deuxième système, de son côté, invoque les arguments suivants :

1° Après le jugement de validité de saisie, les sommes attribuées cessent d'appartenir au saisi. Le débiteur aurait dû faire une délégation à son créancier (le saisissant); la justice fait cette délégation pour lui. Le paiement n'est pas réel, c'est vrai; mais il y a là plus qu'une indication de paiement; il y a attribution, pour le saisissant, d'un droit qui lui permettra de se faire payer; et la preuve, c'est que le débiteur saisi ne peut plus attribuer ce droit à un autre créancier.

2° Il y a délégation d'un nouveau débiteur; mais cette délégation est imparfaite, en ce sens que le droit qu'elle donne au saisissant sur le tiers saisi ne supprime pas le droit que ce saisissant a sur son débiteur primitif.

3° La saisie-exécution diffère de la saisie-arrêt d'une manière importante. La première met sous la main de justice des objets mobiliers qu'il faut convertir en argent pour payer les créanciers. Or, cet argent n'existe pas au moment du jugement de validité; donc, on ne peut faire passer du patrimoine du débiteur dans le patrimoine du créancier une chose qui ne se trouve pas encore dans le patrimoine du premier. La saisie-arrêt, au contraire, met directement de l'argent sous la main de justice; le jugement de validité peut donc accorder au créancier un droit exclusif sur la somme saisie.

4° L'article 575, en déclarant que la nouvelle saisie sera dénoncée par le tiers saisi à l'avoué du saisissant, suppose que cette seconde saisie est faite durant l'instance sur la première.

Une fois le dessaisissement ordonné, le créancier second saisissant ne peut plus avoir de droit sur la somme attribuée.

Le dessaisissement constitue un transport judiciaire analogue au transport conventionnel de l'article 1690 ; autrement, il faudrait reconnaître que l'exécution d'un jugement définitif, prononcé sans réserves ni conditions, serait subordonnée à une foule d'événements ultérieurs ¹.

La loi de 1895 n'ayant pas indiqué le caractère du jugement rendu par le juge de paix, il faut appliquer la solution admise en jurisprudence.

ARTICLE ONZIÈME

« Après l'expiration des délais de recours, le juge de paix pourra surseoir à la convocation des parties intéressées, tant que la somme à distribuer n'atteindra pas, d'après la déclaration du tiers saisi, et déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées, un chiffre suffisant pour distribuer aux créanciers connus un dividende de 20 % au moins. S'il y a somme suffisante, et si les parties ne se sont pas amiablement entendues pour la répartition, le juge procédera à la

1. V., en ce sens : Cassation du 28 février 1822 (S. 22, 2, 217). — Du 14 juin 1826 (D. 26, 1, 318). — DALLOZ, t. XI, p. 632. — BOITARD, t. III, p. 373. — THOMINE-DESMAZURES, t. II, p. 81. — Paris, 23 novembre 1826 (*Gaz. des Trib.*, 25 novembre 1826). — CHAUVEAU et CARRÉ, *Les lois de la procédure civile*, t. IV, p. 639 à 643. — SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *op. cit.*, n° du 1^{er} avril 1895, p. 94 à 96.

distribution entre les ayants droit. Il établira son état de répartition sur le registre prescrit par l'article 14 ; une copie de cet état, signée du juge et du greffier, indiquant le montant des frais à prélever, le montant des créances privilégiées, s'il en existe, et le montant des sommes attribuées dans la répartition à chaque ayant droit, sera transmise par le greffier par lettre recommandée au débiteur saisi ou au tiers saisi, et à chaque créancier colloqué. Ces derniers auront une action directe contre le tiers saisi en paiement de leur collocation. Les ayants droit aux frais et aux collocations utiles donneront quittance en marge de l'état de répartition remis au tiers saisi, qui se trouvera libéré d'autant. »

1^o Rapidité de la procédure de distribution par contribution créée par l'article 11.

Cet article établit, comme on le voit, une procédure de distribution par contribution très rapide et très simplifiée. La commission du Sénat a admis un tempérament qui n'existait pas dans le texte de l'article 10 (article 11 de la loi), tel qu'il avait été voté par la Chambre. Le Sénat n'admet la distribution judiciaire que dans le cas où il y a somme suffisante, et où les parties ne se sont pas entendues amiablement. Le rapporteur de la loi au Sénat, M. Regismanset, s'exprime au sujet de cette modification de la façon suivante : « Sur la demande du comité des

huissiers de France, votre commission a inséré dans l'article 11 la faculté laissée aux parties de s'entendre entre elles pour une répartition amiable des fonds. Cette faculté était de droit; mais votre commission a cru devoir donner cette satisfaction à MM. les délégués des huissiers, qui nous ont apporté, d'ailleurs, de très sages et utiles observations, dont la commission pense avoir fait son profit. » Nous sommes de l'avis du rapporteur, et nous pensons qu'il était inutile de s'expliquer sur la distribution amiable: dans le silence de la loi, on était tenu d'appliquer le droit commun, tel qu'il résulte de l'article 657 Code de procédure civile. Il est bien évident que l'on ne pouvait pas forcer les parties à suivre une procédure de distribution judiciaire, quand elles s'entendaient pour procéder à une distribution amiable.

Le Code de procédure exige, avons-nous dit, de nombreuses et coûteuses formalités. Il en est une toutefois qu'il est regrettable de ne pas voir figurer dans la loi de 1895 : c'est l'obligation, pour celui qui détient les deniers à distribuer, de consigner à la Caisse des dépôts et consignations. L'intérêt que servait cette caisse était minime, il est vrai (2 % à partir du 1^{er} janvier 1894, et encore, l'intérêt ne commençait à courir que du soixantième jour du dépôt); mais, ce qui était surtout important, les droits des créanciers étaient sauvegardés. Tout ce que l'on peut dire pour justifier la loi de 1895 à cet égard, c'est que l'inconvénient est, sinon supprimé, du moins atténué dans

une notable proportion par la rapidité de la procédure.

Par contre, le législateur a bien fait d'autoriser le juge à retarder la distribution, lorsque celle-ci donnerait un dividende inférieur à 25 %, c'est-à-dire lorsque chaque créancier ne toucherait qu'un cinquième de ce qui lui est dû. Le Code de procédure se trouve heureusement modifié en ce point ; quelle que soit la somme à distribuer, on doit, d'après ce Code, procéder à la distribution : il est bien évident que, si cette somme est minime, elle couvrira à peine les frais.

2° Office du juge de paix lors de la distribution.

Le juge doit d'abord, avant de distribuer quoi que ce soit, prélever :

1° Les frais de justice. Ils sont privilégiés aux termes de l'article 2101-1° du Code civil, et aussi aux termes de l'article 13 de notre loi, qui est inutile à cet égard comme contenant une application pure et simple de l'article 2101 du C. civ.

2° Toutes les sommes qui appartiennent à des créanciers privilégiés ; tels sont, par exemple : les salaires des domestiques, les fournitures de pain, viande, etc.

Une fois cela prélevé, le juge de paix opère la distribution entre tous les créanciers restants. Des difficultés peuvent se présenter par suite du concours de plusieurs sortes de créanciers. Les créanciers en vertu de l'article 2 de la loi ne peuvent être en

conflit avec ceux qui viennent en vertu de l'article 1^{er} ; en effet, chacun a son lot bien déterminé, chacun a son dixième, comme nous l'avons fait remarquer. Dans chaque catégorie, il peut y avoir des créanciers ordinaires et des créanciers pour dette alimentaire : ces derniers viennent avec les autres et partagent au marc le franc. Jusque-là, ils ressemblent à des créanciers ordinaires ; mais, et c'est là que commence la différence, s'ils n'ont pas obtenu satisfaction, ils peuvent s'attaquer au reste du salaire ou traitement ; ils n'ont pas à respecter les dispositions limitatives des articles 1 et 2. Dans le cas où il y a des transports, la règle à appliquer est très simple : c'est la date de la signification de transport qui fixe le rang du créancier cessionnaire.

L'opinion que l'on admet sur les caractères du jugement de validité de saisie influe sur la solution à donner, dans le cas où il y a plusieurs saisissants. Si l'on nie à ce jugement le caractère attributif, il faut décider, avec M. Émion ¹, que tous les saisissants viennent avec un droit égal, quelle que soit la date de leur opposition ; si l'on admet que le jugement a un caractère attributif, il faut dire que les créanciers qui l'ont obtenu ont seuls droit à la distribution de la somme due par le tiers saisi.

Le reste de l'article ne donne lieu à aucune difficulté.

1. V. ÉMION, *op. cit.*, p. 140.

ARTICLE DOUZIÈME

« Les effets de la saisie-arrêt et les oppositions consignées par le greffier sur le registre spécial subsisteront jusqu'à complète libération du débiteur. »

Tant que le débiteur n'a pas acquitté toute sa dette, il peut être poursuivi par le créancier ; une nouvelle saisie-arrêt, une nouvelle distribution peut avoir lieu, si la première distribution n'a pas donné entièrement satisfaction aux créanciers saisissants. La loi a voulu éviter cette multiplicité de procédures, et aussi l'augmentation de frais qui en résulte ; les choses se passeront donc très simplement : le juge de paix fera une première distribution dès qu'il pourra donner un dividende de 20 %, tel qu'il est fixé par l'article 11 ; les créanciers ne sont-ils pas tous désintéressés, il procèdera plus tard à une nouvelle distribution, et ainsi de suite. Pendant tout le temps que le registre signalera des oppositions, le tiers saisi devra pratiquer, sur le traitement mensuel, les retenues autorisées par la loi. En résumé, rien de plus simple que cette procédure

Le paiement est un mode d'extinction de la dette qui produit les effets que nous venons de signaler ; ces mêmes effets sont produits par les actes qui équivalent à paiement, par exemple par une mainlevée du créancier, par une remise de dette, etc.

Nous admettons, avec M. Émion, que les oppositions doivent être respectées par le tiers saisi jusqu'à complète libération, et, par suite, qu'il n'y pas lieu de s'inquiéter du cas où l'ouvrier serait parti de chez son patron et y serait rentré : c'est un pur fait, qui n'a aucune influence sur les effets de l'opposition ¹.

ARTICLE TREIZIÈME

« Les frais de saisie-arrêt et de distribution seront à la charge du débiteur saisi ; ils seront prélevés sur la somme à distribuer. Tous frais de contestation jugée mal fondée seront mis à la charge de la partie qui a succombé. »

Cet article, voté sans discussion à la Chambre et au Sénat, n'appelle aucune observation : il n'est qu'une application du droit commun.

ARTICLE QUATORZIÈME

« Pour l'exécution de la présente loi, il sera tenu au greffe de chaque justice de paix un registre sur papier non timbré, qui sera coté et parafé par le juge de paix, et sur lequel seront inscrits :

« 1° Les visas ou ordonnances autorisant la saisie-arrêt, 2° le dépôt de l'exploit, 3° la réquisition de la

¹ V. ÉMION, *op. cit.*, pages 113 à 115. — SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *op. cit.*, n° du 1^{er} avril, p. 98.

convocation des parties, 4° les arrangements intervenus, 5° les interventions des autres créanciers, 6° la déclaration faite par le tiers saisi, 7° la mention des avertissements ou lettres recommandées transmises aux parties, 8° les décisions du juge de paix, 9° la répartition établie entre les ayants droit. »

Cette liste n'est pas complète : ainsi, on doit inscrire encore sur ce registre, et en vertu de l'article 10, la déclaration d'opposition faite par le créancier défaillant.

Le greffier peut tenir comme il l'entend le registre exigé par la loi, pourvu que toutes les mentions légales y figurent.

Il peut notamment avoir, à côté de ce registre, un système de bulletins mobiles qui le mette de suite sur la trace de la saisie-arrêt qu'il cherche ; à cet effet, il fera un bulletin au nom du saisissant, un au nom du saisi, un au nom du tiers saisi. Nous pouvons donc appliquer ici ce que l'on admet en matière commerciale : à côté des registres obligatoires, il y a des registres facultatifs ; ces derniers sont de beaucoup les plus utiles au commerçant

ARTICLE QUINZIÈME

Tous les exploits, autorisations, jugements, décisions, procès-verbaux et états de répartition qui pourront intervenir en exécution de la présente loi, seront rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis. Les

avertissements et lettres recommandées, et les copies d'état de répartition sont exempts de tout droit de timbre et d'enregistrement. »

Cette exemption du timbre et de l'enregistrement rend la procédure très peu coûteuse. Il en résulte, il est vrai, une diminution d'impôts plus grande que l'on ne pourrait le penser tout d'abord. Le danger qui menaçait de ce chef le budget a été signalé sans succès par le ministre des finances d'alors.

Avant de passer à l'article 16, il nous faut signaler la discussion qui s'est élevée sur un article 16 du projet de la commission de la Chambre, et qui a disparu de la rédaction définitive : la rédaction de l'article 6, al. 1, rendait cet article 16 inutile.

Le texte du projet portait : « La présente loi ne s'applique pas aux traitements des fonctionnaires et employés de l'État. » M. Jourde fit remarquer avec raison que cet article était en contradiction évidente avec l'article 1^{er}, tel que l'avait voté la Chambre. M. Jourde demanda la suppression de l'article ou un nouveau vote, parce que, disait-il, on n'avait pu le voter que par erreur. Le rapporteur, le président et des députés ont répondu qu'il était impossible de revenir sur ce point, parce qu'il y avait vote acquis : nous avouons franchement que la réponse nous étonne fort. Quel intérêt une Chambre a-t-elle à maintenir une décision contraire à l'équité, à l'esprit de la loi, une décision qu'elle reconnaît telle ? Il y a une disposition sage et équitable dans une loi, elle

est votée; nous comprenons, à la rigueur, que le vote soit acquis dans ce cas. Voter une disposition mauvaise est déjà fort grave pour une Chambre; mais déclarer qu'il y a vote acquis quand on vient à reconnaître les défauts de la loi, c'est déclarer que le législateur veut persévérer dans l'erreur qu'il commet, uniquement parce qu'il l'a faite. Craint-on pour le prestige du législateur? Il est plus en danger quand il maintient des lois mauvaises que quand il reconnaît ses fautes et les répare.

Quoi qu'il en soit, la discussion sur cet article 16 montre avec quelle légèreté, disons le mot, avec quelle désinvolture, sont faites les lois nouvelles. Enfin, après échange de vues, la commission et M. Jourde s'accordèrent sur la rédaction suivante, qui fut adoptée par la Chambre : « La présente loi ne s'applique pas aux traitements des fonctionnaires et employés de l'État ayant un traitement supérieur à 2,000 francs. » L'article 6 al. 1^{er} de notre loi déclarant que la procédure du titre II s'applique à toutes les personnes visées dans l'article 1^{er} de la loi de 1895, et cet article comprenant les fonctionnaires et employés ayant un traitement inférieur à 2,000 francs, l'article 16 devenait une disposition surrogatoire, et c'est avec raison qu'il a disparu de la rédaction définitive.

ARTICLE SEIZIÈME

« Un décret déterminera les émoluments à allouer aux greffiers pour l'envoi des lettres recommandées, et

pour dresser tous extraits et copies d'état de répartition. »

Le décret exigé par cet article a été rendu après avis du Conseil d'État, le 8 février 1895, et publié dans l'Officiel du 11 du même mois. Il est ainsi conçu : « Art. 1^{er}. Il est alloué aux greffiers des justices de paix, en dehors de tous déboursés faits par eux : 1° pour toutes communications par lettres recommandées, 50 centimes ; si elles contiennent notification d'un jugement par défaut, 1 fr. 75 ; — 2° Pour chaque copie de l'état de répartition, 2 francs ; S'il n'est délivré qu'un extrait, 1 fr. — Art. 2. Le papier destiné à la notification des jugements et des états de répartition devra être de la même qualité et des mêmes dimensions que le petit papier ou la demi-feuille visés au tableau de l'article 3 de la loi du 13 brumaire an VII. — Art. 3. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des lois*. »

ARTICLE DIX-SEPTIÈME

« Les lois et décrets antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la présente loi. »

Cette disposition est inutile : la solution qu'elle édicte s'imposait, qu'elle existât ou non.

ARTICLE DIX-HUITIÈME

« La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies. »

Du caractère public de la loi de 1895. — Ses conséquences.

Cet article est le dernier de la loi du 12 janvier 1895. Nous pouvons remarquer que nulle part le législateur n'a édicté de mesures transitoires. Au lendemain de la loi, des questions faciles à prévoir devaient se poser ; par exemple, une procédure est commencée conformément à la législation antérieure : faut-il la continuer sur les anciens errements, ou faut-il se conformer de suite à la nouvelle loi ? Une saisie-arrêt est faite avant le 12 janvier 1895 : quelle fraction du salaire ou traitement faudra-t-il déclarer saisissable ? Deux systèmes se sont formés sur cette question, et il est déjà intervenu une décision judiciaire qui a statué dans le second sens.

Le premier système raisonne ainsi :

1° La loi de 1895 protège le salaire de l'ouvrier, le traitement de l'employé contre les agissements du créancier ; elle assure aux travailleurs, aux petits employés, le nécessaire pour vivre ; elle diminue, si elle ne supprime pas, les dangers qui peuvent résulter pour la société, l'industrie, le commerce, du mécontentement de l'ouvrier sans ressource par la faute du créancier : à ce point de vue, la loi de 1895 est une loi d'ordre public et d'intérêt social.

2° Ce caractère d'ordre public reconnu à la loi de 1895, permet d'affirmer que cette loi doit s'appliquer immédiatement à toutes les procédures de saisies-

arrêts qui rentrent dans ses termes. L'article 6 est conçu de telle manière qu'il n'est pas possible de discuter l'intention du législateur : le texte est rédigé en une forme impérative bien nette et bien précise, analogue à la rédaction de l'article premier ; l'un et l'autre sont donc d'ordre public, c'est-à-dire doivent être appliqués immédiatement.

3° A défaut de cette raison, il y en aurait une autre qui conduirait à la même solution : cette loi de 1895 est une loi interprétative. La combinaison de la loi de ventôse an IX avec les articles 580 et suivants du Code de procédure civile faisait naître de nombreuses difficultés que les tribunaux avaient souvent l'occasion de résoudre. C'est pour supprimer ces difficultés, ces controverses fréquentes que la loi de 1895 vient dire ce qui est, et non ce qui sera ; elle interprète donc les lois actuelles et ne les modifie pas.

4° Étant interprétative, la loi de 1895 a son effet du jour de la loi qu'elle explique, sauf, bien entendu, à respecter les droits acquis, tels que jugements en dernier ressort, transactions, actes passés en force de chose jugée. La loi interprétative fait corps avec la loi interprétée ; elle ne constitue pas une loi distincte : c'est l'ancienne loi rendue plus précise, plus évidente, plus claire. On peut donc dire que cette loi ne rétroagit pas, bien qu'elle régie et doive régir le passé.

Ce système soutenu vivement, et avec des arguments très sérieux, conduit aux conséquences suivantes :

1° Les procédures pendantes à l'époque du 12 janvier 1895 doivent être abandonnées, s'il s'agit de créances visées par la loi de 1895, et reprises conformément aux dispositions de cette loi, tant qu'un jugement de validité de saisie passé en force de chose jugée n'est pas intervenu.

2° L'article 1^{er} de la loi de 1895 s'appliquera de suite à toute saisie commencée au 12 janvier, quand elle n'a pas été validée par un jugement passé en force de chose jugée. Le créancier, qui pouvait tout saisir, ne pourra demander que le dixième du salaire ou traitement.

3° La solution précédente doit être maintenue à raison des termes impératifs de la loi, même si un jugement de validité passé en force de chose jugée est intervenu avant le 12 janvier 1895.

Un second système, en sens contraire, soutient que la loi de 1895 n'a pas d'effet rétroactif, et s'appuie sur les arguments suivants :

1° La loi a gardé le silence sur la question de rétroactivité ; il y a donc un doute sur ce point : dans le doute, il faut appliquer l'article 2 du Code civil qui constitue la règle générale. La loi ne dispose donc, jusqu'à preuve contraire, que pour l'avenir : elle n'a point d'effet rétroactif.

2° Il est vrai que les lois de procédure doivent s'appliquer de suite, parce qu'il n'est pas vraisemblable que les parties se soient occupées de la procédure à suivre pour faire valoir leur droit quand

elles ont créé le lien obligatoire. Ce principe doit se combiner avec cette règle, admise par tous, que la loi ne peut violer un droit acquis. Une loi nouvelle peut nous ravir les espérances que nous avons pu concevoir en nous fondant sur les lois actuellement existantes; elle ne peut nous ravir l'avantage résultant du droit acquis par nous, avantage qui est dans notre patrimoine.

3° La loi de 1895 est d'ordre public, et, à ce titre, il faut l'appliquer immédiatement, sauf à respecter les droits acquis.

4° Cette solution doit être maintenue, même si l'on déclare que la loi nouvelle est interprétative, ce qui n'est rien moins que certain. Interprétative de quelle loi; ce n'est pas de la loi de l'an IX, qui laisse absolument de côté les ouvriers, et avec intention d'ailleurs; ce n'est pas non plus du Code de procédure, qui règle une tout autre question. Elle ne peut être interprétative que de la jurisprudence antérieure, pour la maintenir et éviter une variation mauvaise de celle-ci; mais alors, ce n'est plus une loi interprétative, mais bien une loi nouvelle. Tous les projets de lois, tous les rapports, les travaux préparatoires, sont unanimes à reconnaître que la législation antérieure est défectueuse, qu'il faut la modifier; il n'est nulle part question de l'interpréter.

5° Le droit acquis sera respecté par la loi nouvelle.

Reste à donner les conséquences de ce deuxième système, qui est admis par le tribunal de Perpignan (jugement du 20 février 1895):

1° Les procédures commencées sous l'empire des lois antérieures devront suivre leur cours devant la juridiction saisie. Il est admis en effet, en doctrine et en jurisprudence, que le juge régulièrement saisi reste compétent, nonobstant une loi nouvelle.

2° La législation antérieure à 1895 s'applique aux saisies significées avant le 12 janvier, en ce qui touche le quantum saisissable.

3° Les cessions consenties au moment de la promulgation de la loi sont soumises à la législation antérieure, et non à l'art. 2 de la loi de 1895.

4° La compensation opérée avant le 12 janvier 1895 reste soumise aux règles générales du Code civil, et demeure parfaite nonobstant les articles 4 et 5 de la loi nouvelle.

En résumé, il faut appliquer la règle générale suivante : la loi nouvelle s'applique de suite, sans qu'on ait à tenir compte des espérances des créanciers ou débiteurs ; elle doit respecter les droits acquis au moment où elle est devenue obligatoire.

Nous avons ainsi terminé notre commentaire de la loi du 12 janvier 1895. Avant de donner notre conclusion sur cette loi, nous allons passer en revue très rapidement la législation étrangère sur la saisie-arrêt des salaires et traitements.



TROISIÈME PARTIE

De la législation des pays étrangers sur l'insaisissabilité et l'incessibilité des salaires des ouvriers et traitements des fonctionnaires.



Sauf pour les trois pays suivants : Autriche, Allemagne, Belgique, les documents font défaut ; aussi cette partie de notre étude se trouvera-t-elle forcément restreinte. Nous n'avons que quelques mots à dire sur le Brésil, le Canada, la Hongrie, la Roumanie. Nous ne possédons pas les codes de ces pays, qui pourraient nous fournir des renseignements très intéressants. Mais, si rares que soient nos documents, ils suffisent pour montrer que, partout, le législateur a pris sous sa garde le salaire de l'ouvrier, et a tenu à assurer à celui-ci ce qui est nécessaire pour sa subsistance et pour l'alimentation de sa famille. Cette première considération n'est pas la seule qui nous soit fournie par les textes. Nous remarquons, en effet, que cette attention pour les classes ouvrières date de très peu d'années ; le même phé-

nomène que nous avons constaté en France, nous le constatons dans les autres pays. Ceci dit, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire les indications fournies par l'*Annuaire de législation étrangère* : c'est le seul ouvrage que nous ayons à notre disposition.

BRÉSIL

D'après le Droit brésilien, l'insaisissabilité est absolue et complète, même vis-à-vis des créances de l'État, pour les traitements, salaires et honoraires des fonctionnaires de l'État, des provinces et des communes, la solde des militaires et des marins, les pensions de retraites et toutes autres, les salaires des commis et ouvriers, enfin les loyers des matelots et gens de l'équipage. Cette disposition très avantageuse a été étendue aux rentes constituées (en général, en cas de survie) par deux caisses, par la loi du 27 octobre 1877 (loi déclarant certaines rentes insaisissables). Ces deux caisses, établies dans la capitale, constituent deux Sociétés privées qui ne se confondent pas : l'une est réservée aux fonctionnaires (*Monte-pio dos servitores*), l'autre est générale (*Monte-pio geral*).— Cette situation est plus avantageuse que celle faite par notre droit avant 1895. A part les fonctionnaires de l'État, les militaires, marins et ministres du culte, personne n'était protégé. Même depuis 1895, la situation au Brésil est encore supérieure sur un

point : l'insaisissabilité est absolue et complète ; en France, elle n'est que partielle.

CANADA

Une loi du 30 juin 1881, loi faite pour exempter de la saisie les gages journaliers, et rapportée dans l'Annuaire de législation comparée, année 1881, p. 821, déclare que l'insaisissabilité sera de la moitié du salaire journalier. La loi ayant eu soin d'employer le mot journalier, ses dispositions ne s'appliquent qu'à tous les ouvriers qui, travaillant à la journée, sont payés par jour, par semaine ou par mois ; elle ne s'applique pas aux autres, par exemple à ceux qui travaillent à la tâche, au marché, etc. — Plus tard, une loi du 12 juillet 1888 est venue modifier ou plutôt compléter la liste des objets insaisissables, liste déjà longue. La loi déclare que les salaires des ouvriers payés à la journée, à la semaine ou au mois, y compris tous ceux qui font un travail manuel dans les usines ou manufactures, sont insaisissables jusqu'à concurrence des trois quarts. Elle ajoute que la distribution des sommes provenant de ces saisies est faite sommairement dans les greffes. Donc, double conclusion : le traitement de l'employé et le salaire de l'ouvrier sont insaisissables tantôt pour partie, tantôt pour le tout ; — en second lieu, la saisie se fera au moins de frais possible, et il en sera de même de la distribution des deniers provenant de cette

saisie simplifiée. La législation, au Canada, se rapproche de la nôtre ; sauf les divergences de détails, le fond est le même.

HONGRIE

Une loi du 20 juin 1876, sur les traitements et pensions, est analysée dans l'Annuaire de législation comparée de l'année 1876, p. 381 : nous nous bornerons à reproduire cette analyse. La loi du 20 juin 1876 déclare insaisissables, en totalité ou pour partie, les traitements et pensions de certaines personnes qu'elle énumère ; ce sont : les employés de l'État ou des communes, les ministres des cultes, les professeurs, maîtres, maîtresses attachés aux écoles de l'État et des communes, les personnes qui font partie de la force armée, les serviteurs de l'administration, les gardiens des prisons, les employés des chemins de fer qui servent à l'usage général, et enfin, les personnes attachées au théâtre national en qualité d'artistes ou d'employés. Les traitements fixes (y compris les appointements provisoires et les hautes payes) de ces différentes personnes sont insaisissables jusqu'à concurrence de 600 florins ; défaction faite de cette somme, la quotité saisissable est d'un tiers. Les sommes dues à titre d'indemnité de logement ne peuvent être saisies que pour dettes de loyers.

Aux termes de l'article 2, les pensions ci-dessus, les pensions des veuves de ces personnes sont insai-

sissables pour 350 florins ; au-dessus, la quotité saisissable est également d'un tiers. L'article 3 déclare insaisissables pour la totalité les pensions des invalides, les indemnités données aux blessés, les pensions attachées à la médaille du courage, les indemnités accordées aux familles des militaires décédés. D'après l'article 4, les intérêts du cautionnement des militaires sont insaisissables jusqu'à concurrence de 350 florins ; au-dessus de cette somme, la quotité saisissable est du tiers ; mais l'exécution forcée ne peut être accordée que pour obtenir paiement d'une obligation contractée, soit conjointement par les deux époux pendant le mariage, soit par la veuve seule après la dissolution du mariage.

L'article 5 dispose que, par exception aux articles 1 et 2, les pensions sont saisissables en totalité pour l'entretien de la femme, des enfants ou des ascendants, et qu'à l'égard des mêmes personnes, les traitements des employés en activité de service sont insaisissables jusqu'à concurrence de 300 florins seulement. Les intérêts des cautionnements des militaires mariés sont, à ce point de vue, assimilés aux pensions, sauf à l'égard des ascendants. Cette loi est plus large que le droit français d'avant 1895 ; car, à côté des fonctionnaires publics, des ministres des cultes, des militaires et marins, elle admet les artistes du théâtre national, les employés des chemins de fer, personnes qui n'étaient pas avantagées par la loi française.

La manière de fixer le quantum saisissable nous paraît bien supérieure au système français. D'abord, il y a une partie regardée comme essentiellement alimentaire, et, en conséquence, qui est déclarée insaisissable pour le tout ; au-dessus de cette somme, on peut saisir suivant une certaine proportion : c'est un système éclectique qui concilie deux procédés absolus. Le premier déclare insaisissables pour le tout les salaires ne dépassant pas tel chiffre ; au-dessus, tout est saisissable : ce moyen a été adopté en général par la jurisprudence française. Celle-ci déclarait insaisissables les salaires ne dépassant pas 3 à 4 francs par jour. Le deuxième procédé est celui de la loi de 1895 : admettre d'une manière absolue qu'une fraction sera toujours saisissable. Le système hongrois nous paraît concilier toutes les opinions et tous les intérêts. — La loi hongroise ajoute que les hautes payes et appointements provisoires, ce qui comprend les gratifications, rentrent dans les salaires pour fixer la partie saisissable. Enfin, nous signalons l'indemnité de logement, qui donne lieu à une exception vraiment excellente et à une solution logique ¹.

ROUMANIE

Tout ce que nous pouvons dire sur ce royaume se réduit à une loi : la loi du 1^{er} mars 1881, modifiant les articles 409 et 410 du Code de procédure civile ².

1. V. GARSONNET, *Cours de procédure*, t. III, p. 533.

2. V. *Annuaire de législation étrangère*, année 1881, p. 706.

Ce texte traite des pensions de retraite et récompenses nationales, des rétributions des ecclésiastiques, et de tous autres fonctionnaires payés par le Trésor ou par les caisses publiques. Il déclare qu'elles ne peuvent être cédées ni pour le tout ni pour partie. Le texte ajoute que, pour les fonctionnaires civils et ecclésiastiques, elles ne peuvent être saisies que jusqu'à concurrence du tiers, et seulement pour dettes envers l'État pour les pénalités prévues par les lois, ainsi que pour les créances privilégiées énumérées par l'article 1730 du Code civil. (Cette disposition correspond à l'article 2102 du C. civ. français.) En ce qui concerne les militaires, elles peuvent être saisies jusqu'à concurrence du quart seulement, mais pour toutes espèces de dettes. Enfin, pour tous sans distinction, elles peuvent être saisies jusqu'à concurrence de la moitié, mais seulement en ce qui concerne la restitution de la dot, ainsi que le paiement des aliments dus, en vertu de la loi, à l'épouse et aux enfants. Les cessionnaires de pensions ayant des titres antérieurs à la présente loi, peuvent demander la restitution du capital prêté avec intérêts légaux ; et, pour obtenir cette somme, ils peuvent faire saisir la pension jusqu'à concurrence du tiers.

Pour les trois pays suivants (Autriche, Allemagne, Belgique), nous avons un peu plus de documents.

AUTRICHE

La première loi que nous ayons à citer est du 29 avril 1873 ; elle concerne les mesures conservatoires et d'exécution sur les rémunérations des ouvrages ou services professionnels ¹. L'exposé des motifs de cette loi nous montre que le législateur a été vivement sollicité, un peu par tout le monde, de se mettre à l'œuvre.

Les considérations qui l'ont déterminé à établir les dispositions dont nous allons indiquer plus loin le résumé, sont rapportées par le traducteur pages 242 et 243. On a vu que l'intérêt de tous exigeait une exception au droit commun : l'intérêt de l'ouvrier qui, n'attendant plus la récompense de son travail, va se décourager, abandonner ce travail, ce qui est très fâcheux pour l'industrie ; l'intérêt de la famille de l'ouvrier, qui n'aura pas ce qu'il faut pour vivre, si on lui retire le salaire du chef de la famille ; l'intérêt social, qui veut qu'il y ait le moins de criminels possible, et exige que toute tentation de faire le mal soit évitée soigneusement ; l'intérêt du créancier, qui n'aura rien en voulant tout avoir, car l'ouvrier s'enfuira pour échapper aux poursuites. L'ouvrier qui saura que, dans tous les cas, une partie de son

1. Cette loi est rapportée dans l'Annuaire de législation étrangère, année 1874, p. 242 et suivantes ; elle est annotée par M. Lyon-Caen, avocat à Paris.

salaire est insaisissable, pourra payer sa dette et vivre, ainsi que faire vivre sa famille. Ce sera une conciliation heureuse de tous les intérêts, un encouragement certain au travail. Nous avons signalé tous ces points en nous occupant des motifs qui peuvent déterminer le législateur à déclarer que le salaire est insaisissable totalement ou partiellement ; nous n'y reviendrons pas. L'économie générale de la loi est la suivante :

Dans son article 1^{er}, elle déclare insaisissables les appointements, traitements, honoraires, salaires quotidiens, etc., les rémunérations pour travaux ou services faits par l'activité professionnelle des débiteurs jusqu'à concurrence du tiers du montant intégral. A ce point de vue, la loi autrichienne est beaucoup plus large que les textes du droit français. Dans son article 2, la loi déclare complètement insaisissables les traitements et salaires pour travaux de durée, quand ils ne dépassent pas 600 florins par an. La distinction en travaux de durée et travaux sans durée est expliquée, p. 245, dans l'ouvrage que nous avons cité. Le législateur voulait empêcher l'ouvrier d'abandonner son travail inachevé pour éviter des poursuites. Or, il y avait très justement lieu de croire que cela arriverait pour ceux qui n'ont pas promis un travail d'une certaine durée ; les autres, au contraire, ne peuvent délaisser l'ouvrage tout d'un coup sans préjudice pour eux-mêmes. Les travaux de durée ont une durée fixée par la loi, la convention,

l'usage, ou encore ce sont les travaux qui exigent que le congé soit donné trois mois à l'avance. Au-dessus de 600 florins, on applique le droit commun. L'article 3 déclare qu'en dehors des cas prévus par l'article 2, on ne peut saisir sans que les deux conditions ci-après soient remplies : 1° exécution des travaux, 2° expiration du jour de l'échéance.

M. Lyon-Caen nous explique que cette mesure a été prise pour éviter les conflits de créanciers et débiteurs se présentant le même jour chez le patron, généralement le jour de la paye. La loi s'applique (art. 4) aux rémunérations en argent, en nature, aux autres avantages, au travail au temps, à la tâche. La rémunération vraie est la rémunération totale, dont on a retranché les dépenses pour matériaux et autres déboursés. L'article 5 déclare les articles 2 et 3 d'ordre public. La loi ajoute que la nullité frapperait la violation indirecte aussi bien que la violation directe de ses dispositions : c'était inutile à dire, le principe étant de droit commun et la conséquence du 1^{er} alinéa de l'art. 5. L'article 6 met le salaire du prisonnier complètement à l'abri des voies d'exécution, tant qu'il ne lui a pas été payé. Ces mesures ne pourront d'ailleurs être prises qu'après 30 jours à dater de l'élargissement du prisonnier. La loi n'est pas applicable (art. 7) : aux fonctionnaires publics et militaires, qui sont régis par des lois spéciales; aux mesures prises pour le recouvrement des impôts, contributions, des droits légaux

alimentaires, des sommes dues par les sociétaires aux caisses de secours industrielles pour malades et pauvres. L'article 8 déclare que la loi s'applique dès maintenant, même pour les cas où il y a déjà demande de paiement. La disposition de l'article 8 est une conséquence du caractère public de la loi.

Le système de la loi est donc spécial, et diffère notablement de la loi de 1895; il se rapproche, par contre, du système admis par la jurisprudence française avant 1895.

Dans la session de 1880-1881, la Chambre des seigneurs a voté un projet de loi sur l'insaisissabilité des traitements des fonctionnaires publics, qui, d'après la loi de 1873, sont soumis aux lois spéciales antérieures. Cette loi est indiquée dans l'Annuaire de législation étrangère, année 1881, p. 304 et 305. A côté des fonctionnaires publics figurent les ministres des cultes, les membres de la force armée. L'insaisissabilité existe jusqu'à concurrence de 600 florins, au-dessus de cette somme on peut saisir le tiers du traitement. L'insaisissabilité n'est admise que pour 300 florins, quand la créance qui motive la saisie a pour cause l'entretien de la femme, des enfants, des ascendants ou du fonctionnaire saisi. Les pensions des fonctionnaires ou de leurs veuves sont insaisissables jusqu'à concurrence de 350 florins; le casuel des ministres des cultes, la solde des troupes, ainsi que certaines pensions sont insaisissables pour la totalité. Signalons le système de l'insaisissabilité

admis par la Chambre autrichienne. Nous avons vu déjà qu'il est adopté par la loi hongroise, et nous avons ajouté que c'était le système qui nous paraissait donner, le plus complètement possible, satisfaction aux intérêts divers.

Il nous reste, pour terminer avec l'Autriche, à indiquer la loi du 26 mai 1888, qui est venue modifier et réglementer à nouveau la saisie et cession des salaires, traitements et pensions. Les salaires qui n'excèdent pas 800 florins par an sont insaisissables.

La loi s'applique aux personnes employées pour une année au moins, ou employées de telle sorte, qu'elles ne peuvent être congédiées qu'après avis préalable donné 3 mois à l'avance. L'excédent du salaire total peut être saisi. Les pensions sont insaisissables pour 500 florins ; elles peuvent être saisies au-dessus de cette somme. Pour les pensions alimentaires, la saisie peut être pratiquée pour le tout, si elles sont légales ; il en est de même des impôts. Cette loi est encore d'ordre public comme celle de 1873, et les parties ne peuvent déroger à ses prescriptions, directement ou indirectement. La loi de 1888, comme celle de 1873, admet le même système sur l'insaisissabilité ; le taux seul est plus élevé. Cette modification se justifie facilement par l'augmentation que toutes les denrées ont subie dans cet espace de quinze années. La loi dont nous venons d'indiquer l'économie générale est rapportée dans l'Annuaire de législation étrangère, page 435, année 1888.

ALLEMAGNE

Une loi prussienne, du 21 juin 1869, règle la question qui nous occupe ; elle est intitulée : Loi sur la saisie des gages des ouvriers et domestiques. Cette loi a été votée par le conseil fédéral et le reichstag, et est applicable à toute la Confédération de l'Allemagne du Nord. Rendue par Guillaume et contre-signée par le chancelier de Bismarck, elle contient les dispositions suivantes : Art. 1^{er}. Le salaire (gages, traitement, honoraires, etc.) pour travaux fournis ou services rendus en vertu des rapports entre un maître ou patron et le salarié, en tant que l'activité que ce dernier déploie pour gagner sa vie est entièrement ou presque entièrement absorbée par ces rapports, ne peut être saisi comme gage d'un créancier ou pour couvrir une créance qu'après que le travail a été fourni ou que les services ont été rendus, et après que la journée ou le salaire était exigible, soit légalement, soit en vertu d'un contrat ou de l'usage, s'est passée sans que celui qui a droit au salaire en ait demandé le paiement. — Art. 2. Les dispositions de l'article 1^{er} ne peuvent être valablement abrogées ou restreintes par contrat. Dans les limites tracées par les susdites dispositions en ce qui concerne la saisie, tout autre acte par lequel il est disposé du salaire, tel que cession, mandat, mise en gage, est nul de droit. — Art. 3. Tout avantage pécuniaire auquel le salarié a

droit est regardé comme salaire. Il n'est pas fait de différence, selon que le travail est à la pièce ou au temps. Si le prix dû comprend, outre le salaire, le prix des matériaux ou le remboursement des débours, il faut faire la déduction de ceux-ci pour avoir le quantum du salaire. — Art. 4. La loi ne s'applique pas aux fonctionnaires publics, aux impôts directs personnels, aux charges communales (et aux contributions analogues à payer aux communes, arrondissements, etc,) qui ne sont pas exigibles depuis plus de 3 mois, à la rentrée des frais d'entretien auxquels des membres de la famille ont droit, au traitement, s'il est supérieur à 400 francs par an, de celui qui a une position stable chez autrui. (Est stable la position dont la durée est de 1 an au moins ou fixée par la loi, l'usage, la convention, ou celle qui exige un délai de 3 mois pour le dédit.) — Art. 5. La loi s'applique de suite aux saisies existantes, sur la demande du débiteur. — La loi est entrée en vigueur le 1^{er} août 1869. Le deuxième alinéa de l'article 2, n'a pas d'effet retroactif. Cette loi fut plus tard déclarée applicable à tout l'empire.

La loi du 29 avril 1873, concernant les mesures conservatoires et d'exécution sur les rémunérations des ouvrages ou services professionnels, est presque entièrement identique à la loi autrichienne. Article 1^{er}. Comme la loi autrichienne : les salaires et traitements insaisissables sont semblables ; la quotité (un tiers) de la partie saisissable est la même. — Article 2. La

distinction en travaux de durée et non de durée existe également ; le maximum (fixe, ici) de la saisissabilité est 600 florins. La durée fixée est d'un an pour les travaux de durée ; on y assimile ceux qui exigent une dénonciation 3 mois à l'avance, bien qu'ils soient sans durée fixée à l'avance. Au-dessus de 600 florins, le droit commun est applicable. — Article 3. Copié sur l'article 3 loi autrichienne. Il en est de même de l'article 4, des articles 5, 6, 7. — Article 8. La mainlevée pour défense de paiements faite avant la loi présente sera donnée, si le débiteur le demande ; le second alinéa de l'article 8 ressemble à la loi autrichienne.

En résumé, la situation en Allemagne est la même que la situation en Autriche après la loi de 1873.

BELGIQUE

Le dernier pays dont nous avons à parler est la Belgique. Il n'y avait pas de loi spéciale sur ce point depuis longtemps ; la Belgique était donc en retard sur les autres pays ; mais, en 1886, après les grèves violentes et générales qui éclatèrent alors, le gouvernement belge fut obligé de s'occuper de la question : l'initiative privée eut une grande part dans les projets de réforme.

Enfin, il ne faut pas oublier que la presse sut attirer l'attention des pouvoirs publics. Les travaux

furent nombreux et importants ; on doit signaler surtout les rapports et procès-verbaux de la commission royale du travail, de l'union des patrons de Liège. A peine la commission avait-elle terminé son travail que les ministres, au nom du roi, déposaient des projets de loi modifiant la législation défectueuse en ce point. Des nombreux projets déposés, quelques-uns seulement sont devenus des lois. La loi du 16 août 1887 porte réglementation du paiement du salaire, elle est étrangère à notre sujet ; il en est de même de la loi qui institue un conseil de l'industrie et du travail, elle porte la même date que la précédente ; enfin, la loi du 18 avril 1887 concerne l'insaisissabilité et l'incessibilité du salaire. Cette loi, ainsi que nous le dit l'Annuaire de législation étrangère, année 1887, p. 611, ne fut pas proposée par la commission, mais résulta des enquêtes et de l'étude des législations étrangères. Le but de la loi est facile à déterminer ; c'est le même que celui de la loi française : nous n'insistons donc pas ; il nous suffit de renvoyer aux endroits où nous avons indiqué les motifs qui militent en faveur de l'insaisissabilité. Des deux mesures proposées par le gouvernement aux Chambres, la première passa sans trop de difficulté ; mais la seconde, l'incessibilité, fut attaquée vivement comme entravant la liberté, comme créant une tutelle inexplicable, une incapacité civile non justifiée. C'était le corollaire de l'insaisissabilité et voilà pourquoi le ministre l'avait proposée. Au conseil supérieur

du travail en France, nous avons vu que pareil débat s'était élevé, et de même devant les Chambres. Il est certain que l'on a des arguments très sérieux dans les deux sens, et qui doivent rendre très indécis : la pratique seule peut montrer lequel des deux systèmes est en réalité le meilleur.

Le 18 janvier 1887, le roi présentait au parlement le projet de loi suivant : « Ne pourront être cédées que pour moitié, ni saisies que pour un cinquième au plus, les sommes à payer aux ouvriers et gens de service du chef de leurs salaires. — Il en est de même pour les appointements attribués aux employés ou commis des sociétés civiles et commerciales, des marchands et autres particuliers, pour autant que leurs appointements ne dépassent pas 1,200 fr. par an. La présente ne concerne pas les cessions et saisies qui auraient lieu pour les causes déterminées par les articles 203, 205, 214 du Code civil. » Imprimé et distribué aux sections, le projet y fut l'objet d'une étude sérieuse qui amena les représentants du pays à y apporter des modifications. La première section mit la cession et la saisie sur le même pied ; la partie que l'on ne pourrait toucher serait, dans tous les cas, $\frac{3}{5}$, ou, pour prendre le dénominateur admis par la loi française, $\frac{6}{10}$. A cela la section ajoute que l'article 2 doit être étendu aux employés des administrations publiques ; que la loi sera, une fois faite, affichée dans les ateliers. La deuxième section admet que l'ouvrier ne peut céder

que les $\frac{4}{10}$ de son salaire. La troisième section vote le projet en formulant toutefois une observation : la section centrale examinerait si la loi est applicable aux salaires futurs comme aux salaires présents. La quatrième section admet que tout salaire ne dépassant pas 3 francs par jour est totalement insaisissable et incessible. Au-dessus de ce chiffre, le projet de loi s'applique. Enfin, les cinquième et sixième sections votent le projet sans observations. Le projet vint alors devant la section centrale, qui l'étudia très longuement; de ses délibérations, résulte un projet modifiant considérablement le projet du gouvernement. Le projet de la section centrale est ainsi conçu : « Les sommes à payer aux ouvriers et gens de service, du chef de salaires ne dépassant pas 3 francs par jour, sont insaisissables et ne peuvent être cédées que jusqu'à concurrence de $\frac{1}{5}$. Les salaires d'un impôt supérieur à 3 francs par jour ne pourront être saisis que pour $\frac{1}{5}$, sans que néanmoins la part insaisissable et incessible de ces salaires puisse jamais être inférieure à celle qui conserve ce caractère, au cas où l'ouvrier ne gagne que 3 francs au moins. — Article 2. Les appointements attribués aux employés ou commis des sociétés civiles ou commerciales, des marchands et particuliers ou d'une administration publique quelconque, seront également insaisissables et ne pourront être cédés que jusqu'à concurrence de $\frac{1}{5}$, pour autant que ces appointements ne dépassent pas 100 francs par mois.

— Article 3. La présente loi ne concerne pas les cessions et saisies qui auraient lieu pour les causes déterminées par les articles 203, 205, 214 du Code civ. — Article 4. Tout fabricant, patron ou chef d'usine est tenu, à peine de 5 à 25 francs d'amende, d'afficher les dispositions de la présente loi dans une des places de son établissement accessibles aux ouvriers et affectées à l'exercice de son industrie, de son commerce ou de sa profession. »

Nous avons donné plus haut le texte du projet présenté par le gouvernement. On voit qu'il a subi d'importantes modifications : la partie saisissable et la partie cessible sont égales et d'un cinquième. Quant à l'ouvrier qui gagne 3 fr. ou moins, le projet lui donne un avantage qui ne figure pas dans le texte du gouvernement. Enfin, l'article 4 est proposé par la section centrale : la loi n'était pas votée encore; elle passa devant les deux chambres, qui y apportèrent de nombreuses modifications, desquelles résulta le texte définitif qui constitue la loi du 18 août 1887 et que nous transcrivons :

« Art. 1^{er}. — Les sommes à payer aux ouvriers, employés civils, employés d'une administration publique quelconque et gens de service, du chef des salaires, somme ne dépassant pas 5 fr. par jour ou 150 fr. par mois, sont incessibles et insaisissables.

« Art. 2. — La présente ne concerne pas les cessions et saisies qui auraient lieu pour les causes déterminées par les articles 203, 205, 214 du Code civ. —

« Art. 3.—Tout fabricant, patron ou chef d'usine est tenu, à peine de 5 à 25 fr. d'amende, d'afficher les dispositions de la présente dans une des places de son établissement accessibles aux ouvriers et employés. »

Si l'on compare les trois textes que nous venons de donner, on remarque qu'aucun d'eux ne se ressemble complètement.

L'article 3^e seul est identique chez tous. L'article 1^{er} de la loi se rapproche plus du projet de la section centrale que du projet du gouvernement ; il porte le minimum totalement insaisissable de 3 fr. à 5 fr. ; en conséquence, les traitements sont élevés de 50 fr. (450 au lieu de 100). L'article 4 ressemble à l'art. 4 du projet de la section.

Dans tous ces projets, dans cette loi, nous ne voyons figurer aucune disposition concernant la procédure ; d'où il nous faut conclure que la procédure de saisie-arrêt applicable est la procédure ordinaire. La section centrale pensait qu'on pouvait simplifier cette procédure ; le gouvernement s'y est opposé en donnant des raisons sérieuses, que nous allons résumer : « D'abord, le projet ne comporte pas de dispositions de procédure. Personne ne demande de réformes sur ce point ; la simplification profiterait plus au créancier qu'à l'ouvrier, et, si on lui accorde cette faveur, il n'y a pas de raison pour ne pas l'accorder à d'autres. Il y a, en effet, des créanciers (on peut dire tous) qui demandent à voir réduire et

simplifier les formalités requises par la loi pour l'exercice de leurs droits. La gratuité des actes de procédure n'est admise par la loi que dans les cas graves et pour les motifs les plus puissants, par exemple quand l'ordre public est en jeu ou que l'intérêt public l'exige ainsi. En règle générale, dit la constitution, il ne peut y avoir de privilège en matière d'impôts. La lettre recommandée, demandée par la section, ne remplace pas la demande en validité de saisie, la déclaration affirmative. La question, toutefois, sera examinée lors de la réforme du Code de procédure. Au surplus, les formalités légales ne sont pas toujours nécessairement employées ; une simple opposition ou un exploit de saisie amène souvent un arrangement entre les parties. La cession se fait fréquemment par entente verbale. Donc, la question de procédure paraît avoir un intérêt fort éloigné. » Le législateur aurait pu ajouter que ce serait bouleverser un peu à la légère le budget et en compromettre l'équilibre. Quelquefois, les Chambres ont des idées ressemblant beaucoup à celles de leurs membres pris individuellement quand ils sont candidats : diminuer les impôts, augmenter les traitements, travaux publics, etc. Si l'on retire au gouvernement les moyens de faire face aux dépenses (nécessaires, s'entend), comment veut-on que le ministère équilibre le budget d'une façon suffisamment stable ? Certes, le législateur belge a raison ; il ne faut pas proposer au gouvernement le budget comme

une problème semblable à celui de la quadrature du cercle : il y aurait trop de dangers à le voir décliner l'honneur de donner la solution. En tout cas, le législateur français aurait pu méditer ces sages réflexions, et ne pas sacrifier si vite les droits du Trésor¹.

1. V. *Off.* 1887 (Chambre, documents parlementaires, séance du 27 octobre 1886, annexe n° 2066, session extraordinaire de 1887, p. 517).
— V. *Annuaire de législation étrangère*, année 1887, p. 610.

CONCLUSION

Le moment est venu de résumer tout ce que nous avons dit jusqu'ici, et de montrer quelles sont les conséquences que l'on doit logiquement déduire de la loi de 1895.

Nous avons vu que la loi ne déclare qu'exceptionnellement l'insaisissabilité totale ou partielle de certains objets. Nous avons montré que le législateur, en admettant une exception, est toujours déterminé par un motif plus ou moins puissant; nous avons passé en revue quelques-uns de ces motifs, et, à cette occasion, nous nous sommes arrêté à la loi de l'an IX et, d'une manière générale, aux salaires des fonctionnaires publics. Nous avons donné les raisons qui peuvent déterminer le législateur à déclarer partiellement insaisissables les traitements des fonctionnaires civils et militaires, des membres du clergé, etc. Nous avons rapproché de ces traitements les salaires des ouvriers, les traitements des fonctionnaires publics, qui étaient entièrement saisissables, et nous avons prouvé, nous le pensons du moins, que ceux-ci méritent autant d'être protégés que ceux-là, et que, par suite, aucune bonne raison ne pouvait être donnée de la distinction faite par les textes.

La jurisprudence est venue modifier heureusement la loi et ses conséquences rigoureuses, sinon en vertu des principes juridiques, du moins au nom de l'équité et de l'humanité. Cette jurisprudence, d'abord incertaine, puis bientôt très solide, fut approuvée par bon nombre d'auteurs : nous avons, à ce propos, cité quelques arrêts ou jugements, et quelques-uns de ces arrêts ou jugements.

L'on pensa, de tous côtés, que cette jurisprudence, si stable qu'on veuille bien la supposer, était toujours quelque chose de variable, d'arbitraire, dans l'espèce, puisqu'elle était contraire à la loi : le conseil supérieur émit l'avis qu'il y avait lieu à intervention législative.

De nombreuses propositions de loi témoignaient suffisamment des sentiments des membres de la Chambre. Le gouvernement lui-même déposait son projet ; les commissions étaient favorables. Les débats s'engageaient dès l'année 1891 ; des modifications étaient faites ; des retards malheureux se produisaient ; des renvois de l'une à l'autre Chambre avaient lieu : aussi, la discussion se prolongeait-elle, et le projet restait-il à l'état de projet jusqu'à la fin de l'année 1894. Enfin, la loi était donnée par le législateur le 12 janvier 1895, comme une étrenne utile aux travailleurs, suivant le mot d'un député.

Nous avons étudié ensuite chacun des articles de la loi ; nous avons passé en revue les différents systèmes possibles sur l'insaisissabilité et sur l'inces-

sibilité, les questions controversées à propos du quantum du salaire, etc. Avec le titre II, nous avons été à même d'apprécier l'énorme changement apporté au droit commun ; nous avons vu jusqu'à quel point le législateur est allé dans la voie de la simplification ; nous avons vu la suppression des actes d'huissiers, d'avoué à avoué, la création des lettres recommandées, la création d'une procédure de distribution rapide et peu coûteuse. Nous avons vu que le juge de paix est compétent et remplace, dans la plupart des cas, le tribunal civil ; enfin, nous avons remarqué que le législateur exempte tous les actes de procédure du timbre et de l'enregistrement.

Dans une troisième partie, nous avons indiqué rapidement quelle était, dans les législations étrangères, la situation que nous avons examinée en France avec la loi de 1895.

Il n'y a guère que dans la législation française que l'on trouve une procédure spéciale pour les salaires ; il est vrai que le besoin s'en faisait vivement sentir : ainsi, par exemple, la procédure de distribution par contribution d'une somme de 1,500 fr., s'élève, tant pour le timbre, l'enregistrement, les débours de toutes sortes, que pour les honoraires de l'avoué, à 220 fr. 50 ou 530 fr. 50, si l'on compte les frais de conservation de la créance, du jugement qui statue sur la déclaration affirmative du tiers saisi et sur la validité de la saisie, et enfin les frais de production ¹.

1. V. SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *Les lois nouvelles*, n° du 1^{er} fé-

Ainsi encore, veut-on procéder à la distribution par contribution d'une somme de 1,000 fr., on devra faire nécessairement des frais nombreux, qui ne s'élèveront pas à moins de 514 fr. 50 ¹. Tous ces frais sont privilégiés en vertu de l'article 2101 du Code civil.

Actuellement, avec la procédure du titre II, une saisie-arrêt et une distribution entre trois créanciers ne nécessitent pas plus de 17 fr. 05 de frais ²; d'autres disent 30 à 40 francs ³.

On est unanime à admettre que la loi de 1895 est une œuvre utile du législateur, qu'elle aura certaines conséquences heureuses. Est-elle absolument à l'abri de la critique? Doit-on adresser tous ces éloges au législateur sans faire de réserves? Sur ce point, les avis sont partagés. Les uns pensent que la loi aura de grandes conséquences pour l'équilibre du budget: l'exemption de timbre, d'enregistrement, n'est pas faite pour aider à établir un budget que l'on présente maintenant en déficit. Nous avons signalé ce danger en traitant de la loi belge de 1886. D'autres prétendent que les saisies-arrêts, coûtant moins, vont

vrier 1895, p. 21 et 22; ces auteurs donnent le détail des frais sans y comprendre les frais des incidents qui peuvent survenir.

1. V. ÉMION, *La saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements*, p. 21.

2. V. rapport Jacquemart du 13 novembre 1890, dans l'*Officiel* de 1893. (Chambre, documents parlementaires, annexe n° 992, p. 1301.)

3. V. STRAUSS, *Commentaires de la loi sur les saisies-arrêts*, p. 20.

être plus fréquentes. Ce résultat s'est produit, et des sociétés ou grandes compagnies se sont déjà fixé une règle de conduite à cet égard : elles ont l'intention de renvoyer purement et simplement les ouvriers ou employés qui seront l'objet de trop de saisies-arrests.

D'autres ont pensé que cette loi allait bouleverser, sans raisons bien graves, notre législation, allait supprimer des formalités que le législateur du Code de procédure avait reconnues utiles aux plaideurs. Enfin, d'autres ont dit que limiter la saisie du salaire, c'est toucher au crédit de l'ouvrier.

M. Émion est tout à fait porté pour la nouvelle loi; il s'exprime ainsi : « Nous savons bien qu'elle est, de la part de certaines personnes, l'objet de vives critiques.... Ces récriminations ne sont pas pour nous déplaire ; car les lois les meilleures sont, d'ordinaire, les plus maltraitées par les adversaires systématiques de toute idée nouvelle. Nous nous rappelons de quelles imprécations a été accueillie la loi abolissant la contrainte par corps en matière civile et commerciale : Que ne disait-on pas ? Le commerce était perdu, le crédit était tué ; la prospérité publique, l'édifice social était ébranlé. Or, aujourd'hui, personne ne songerait à ressusciter cette mesure si chère aux usuriers, qui s'en servaient pour faire chanter les parents des prodiges, et aux gardes de commerce, heureux de pourchasser les débiteurs pour les cloîtrer à la prison de Clichy. Donc, ne nous effrayons pas des critiques

plus ou moins intéressées auxquelles donne lieu la loi nouvelle. Prenons-la pour ce qu'elle est : une loi franchement démocratique, plus utile à la classe ouvrière que les discours les plus exaltés des compagnons..... Nous avons en mains un excellent outil ; sachons, nous, juges de paix, l'utiliser pour faire un travail réellement profitable à l'intérêt public : de la manière dont nous appliquerons la loi nouvelle dépendra, en grande partie, son efficacité plus ou moins grande ¹. »

MM. Schaffhauser et Chevresson apprécient avec moins de chaleur la loi nouvelle. L'opinion qu'ils professent n'est peut-être pas très nette et très précise ; mais elle est en tout cas prudente ; et, vu la date récente de notre loi, elle constitue encore, à notre avis, la meilleure solution. Nous allons reproduire textuellement cette opinion : « Sous le coup de l'impression favorable produite par le vote définitif à la Chambre, le 27 décembre dernier, de la loi sur les saisies-arrêts, nous n'avons pas hésité, dès cet instant, suivis en cela par la presque unanimité de la Presse et des hommes compétents, à dire de cette excellente réforme tout le bien que nous en pensions, au point de vue purement philanthropique et sociologique, s'entend.

« De même, et ce juste tribut une fois payé, dans un ordre d'idées et dans des limites par nous soigneu-

1. V. ÉMION, *op. cit.*, p. 25 à 27-

sement circonscrites, à la féconde initiative de nos pouvoirs publics, il nous eût été souverainement agréable de pouvoir, en toute liberté et sans arrière-pensée, généraliser notre éloge, et de l'étendre dans la seconde partie de cette étude, consacrée au commentaire de la loi nouvelle, à l'ensemble des dispositions qu'elle comporte, considérées cette fois, non plus au seul point de vue démocratique et humanitaire, mais encore au point de vue pratique et procédurier. Toutefois, la date de la promulgation de la loi dont s'agit est trop rapprochée de celle où nous écrivons ces lignes, les critiques et les résistances qu'elle a soulevées dans les milieux spéciaux, sont encore trop vivaces et trop peu apaisées pour que nous osions prétendre, sans erreur probable et sans crainte d'être taxés de présomption, à formuler dès à présent, s'agissant d'une œuvre aussi complexe et aussi radicale dans ses innovations, un jugement complet et définitif. Que si d'un côté, en effet, des récriminations d'apparence plausible sont parvenues à nos oreilles, émanées tant des praticiens de la procédure que déconcertent certains côtés obscurs et mal définis de la loi, que de diverses sociétés industrielles et commerciales, menacées dans leur fonctionnement et dans leur existence même par les restrictions qu'elle apporte au crédit des petits employés et travailleurs ; d'autre part, il n'est pas interdit d'espérer que, d'un examen plus approfondi des articles, corroboré par les éclaircissements que ne faillira pas d'apporter en

la matière le règlement d'administration publique actuellement à l'étude, surgiront des lumières et une documentation plus rationnelle, susceptibles d'atténuer, sinon de faire disparaître, dans une proportion considérable, les oublis ou lacunes fâcheuses signalées dans l'œuvre nouvelle. Nous réserverons donc jusqu'à plus ample informé notre appréciation définitive, en bornant pour l'instant notre travail à l'examen juridique des nouveaux articles. Quant à la solution des difficultés qu'ils font naître, c'est à la jurisprudence, non au commentateur, dont la tâche est toute technique et documentaire, qu'il appartient, s'il y a lieu, d'en donner la solution ¹. »

1. V. SCHAFFHAUSER et CHEVRESSON, *Les lois nouvelles*, n° du 15 février 1895, p. 36 et 37.

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,

JULES CABOUAT.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Caen,

E. ZEVORT.



TABLE DES MATIÈRES

DES SAISIES ET CESSIONS DE SALAIRE

(Commentaire de la loi du 12 janvier 1895)

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE	3
INTRODUCTION	7
PREMIÈRE PARTIE. — Jurisprudence antérieure à 1895. — Projets et propositions de lois qui ont précédé la loi du 12 janvier 1895	17
CHAPITRE PREMIER. — Jurisprudence antérieure à 1895.	17
SECTION PREMIÈRE. — Comparaison entre le salaire des ou- vriers et le traitement des employés.	17
SECTION DEUXIÈME. — Opinions des auteurs sur l'insaisissa- bilité des salaires	27
SECTION TROISIÈME. — Jurisprudence avant 1895, étude des divers systèmes possibles	32
CHAPITRE DEUXIÈME. — Projets et propositions de loi qui ont précédé la loi du 12 janvier 1895. — Avis du Conseil supérieur du travail.	53
CHAPITRE TROISIÈME. — Historique de la loi du 12 janvier 1895.	68
DEUXIÈME PARTIE. — Loi du 12 janvier 1895	73
TITRE PREMIER. — Saisie-arrêt	73
ARTICLE PREMIER	73
1 ^o Historique de cet article	74
2 ^o Systèmes entre lesquels le législateur pouvait opter.	78
3 ^o Traitement supérieur à 2,000 francs. — Distinction entre les ouvriers, employés et fonctionnaires.	88
4 ^o Détermination du quantum du salaire (gratifications, logement, frais de route, tant % dans les béné- fices, etc.)	92
5 ^o Variations subies par le traitement pendant la pro- cédure de saisie-arrêt	103

	Pages
6 ^o Saisie-arrêt supérieure au dixième du salaire . . .	106
7 ^o Résumé des explications données sur l'article 1 ^{er} . . .	110
ARTICLE DEUXIÈME.	112
1 ^o Historique	112
2 ^o Aperçu de la cession de créance. — La quotité cessible est égale à la quotité saisissable.	112
3 ^o Divers systèmes possibles.	115
4 ^o Comment se fait la cession. — Ses effets	118
ARTICLE TROISIÈME.	123
ARTICLE QUATRIÈME	125
1 ^o De la compensation admise par la loi de 1893 et de ses effets	126
ARTICLE CINQUIÈME	129
1 ^o Historique	129
2 ^o Des acomptes et des avances.	131
TITRE DEUXIÈME. -- Procédure de saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements.	134
1 ^o Notions générales sur la procédure de saisie-arrêt en droit commun	134
2 ^o Nécessité de simplifier la procédure. — Opinions principales	147
ARTICLE SIXIÈME.	152
1 ^o Historique	153
2 ^o Dérogation apportée par l'article 6 au droit commun.	154
3 ^o Du titre. — Du juge compétent.	156
4 ^o De l'office du juge	159
5 ^o De l'office du greffier.	163
6 ^o De l'exploit de saisie-arrêt et du titre qui lui sert de base.	164
ARTICLE HUITIÈME.	172
ARTICLE SEPTIÈME	174
1 ^o De l'évaluation de la créance par le juge	176
2 ^o Des effets de l'exploit de saisie-arrêt	177
3 ^o Dérogation apportée par l'article 7-3 ^o au droit com- mun	180
ARTICLE NEUVIÈME	184
1 ^o Dérogations apportées au droit commun par cet article.	186
2 ^o De la compétence d'après la loi de 1893. — Débats auxquels cette question donna naissance.	192
ARTICLE DIXIÈME	202
1 ^o De l'opposition et de l'appel d'après la loi de 1893, dérogations apportées par l'article 10 au droit commun	203

	Pages.
2° Caractères du jugement de validité de saisie . . .	207
ARTICLE ONZIÈME	210
1° Rapidité de la procédure de distribution par contri- bution créée par l'article 41	211
2° Office du juge de paix lors de la distribution	213
ARTICLE DOUZIÈME	215
ARTICLES TREIZIÈME et QUATORZIÈME	216
ARTICLES QUINZIÈME, SEIZIÈME, DIX-SEPTIÈME, DIX-HUITIÈME. .	217-220
Du caractère public de la loi de 1895. — Ses conséquences	221
TROISIÈME PARTIE. — De la législation des pays étrangers sur l'insaisissabilité et l'incessibilité des salaires des ouvriers et traitements des fonctionnaires	227
1° Brésil	228
2° Canada	229
3° Hongrie	230
4° Roumanie	232
5° Autriche	234
6° Allemagne	239
7° Belgique	241
CONCLUSION	249



